

AOÛT 2020  
LASPAD WORKING PAPER N°1

MAME-PENDA BA & RACHID ID YASSINE

# **SORTIR DE L'IMPASSE DU NI « NI PAIX NI GUERRE » EN CASAMANCE**

*Voix/voies de citoyen·ne·s sénégalai·se·s,  
gambien·ne·s et bissau-guinéen·ne·s*

[www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com)



SSRC



© UGB LASPAD, Saint-Louis, août 2020

Ce document a été rédigé par Mame-Penda Ba et Rachid Id Yassine.

Ce document fait partie d'une série de textes destinés à contribuer aux réflexions et actions en faveur de la résolution du conflit en Casamance et plus largement de tous ceux qui ont cours sur le continent africain.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre des activités de recherche du groupe collaboratif de travail intitulé « *From "No War, No Peace" to Peacebuilding in Casamance ?* », financé par l'*African Peacebuilding Network* de la *Social Science Research Council* (New York). Il a également bénéficié du soutien de la *Fondation Rosa Luxemburg* (Allemagne). Que ces partenaires soient remerciés pour avoir rendu possible cette recherche.

Les auteurs remercient l'ensemble des membres l'équipe, les chercheurs, enquêteurs et assistants qui ont participé aux enquêtes, ainsi que tous les experts ayant contribué aux activités du programme : Bruno Sonko, Abdu Ndukur Ndao, Jean-Alain Goudiaby, Eugène Tavares, Moïse Diédhiou, Moustapha Guéye, Ndeye Khady Anne, Nyimasata Camara, Pape Chérif Bertrand Bassène, Khadidiatou Dia, Khalifa Diop, Saït Matty Jaw, Aïda Diop, Bocar Guiro, Bodian Diatta, Cheikh Ahmed Tidiane Mbow, Diouma Dia, El Hadj Malick Sané, El Hadj Malick Sy Gaye, Ensa Kujabi, Fortune Mendy Diatta, Françoise M. C. P. Rodrigues, Joao Paulo Pinto Co, Karamba Jallox, Laïa Cassama, Landing Goudiaby, Mamady Diémé, Valentina Ramos Sambe.

Que soient remerciées toutes les personnes ayant accepté de répondre à nos questions.

Jean-Alain Goudiaby et Abdu Ndukur Ndao ont été des contributeurs et relecteurs attentifs du rapport.

Ce document est libre de droits, et peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant une mention complète et systématique de la source.

Le document et son résumé exécutif sont disponibles sur le site [www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com) ou sur [www.laspad.org](http://www.laspad.org) dans leur version française et anglaise.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : [contact@laspad.org](mailto:contact@laspad.org)

# TABLE DES MATIERES

<b>Introduction générale</b> .....	<b>4</b>
Méthodologie de l'enquête : territorialiser les connaissances, attitudes et pratiques vis-à-vis du conflit .....	7
Plan de l'article.....	12
<b>Section 1. Modéliser les connaissances, les attitudes et pratiques face au conflit</b> .....	<b>13</b>
Les trois générations et leurs mémoires .....	13
La position géographique ou l'exposition par rapport au conflit.....	14
Le genre et le conflit.....	16
<b>Section 2. La connaissance du conflit : géographies de l'ignorance et du silence</b> .....	<b>18</b>
<b>Section 3. Les attitudes face au conflit</b> .....	<b>25</b>
Perceptions de la rébellion .....	25
Des origines du conflit.....	29
Regards citoyens sur la géopolitique du conflit .....	38
<b>Section 4. Les institutions politiques, militaires et le conflit</b> .....	<b>42</b>
Armée-Nation ou l'Armée contre la Nation ? .....	48
<b>Section 5. L'apathie citoyenne et la société civile, cette inconnue</b> .....	<b>53</b>
<b>Section 6. L'économie morale du conflit et la « disqualification de l'éthique comme volant régulateur du politique »</b> .....	<b>60</b>
<b>Section 7. Pour une science citoyenne du conflit : nouvelles voix, nouvelles solutions ?</b> .....	<b>63</b>
<b>Conclusion. Quelques horizons pour la recherche sur le conflit et la paix en Casamance</b> .....	<b>67</b>
<b>Table des illustrations</b> .....	<b>68</b>
Tableaux .....	68
Cartes .....	68
Figures .....	68
<b>Bibliographie indicative</b> .....	<b>71</b>

## QUELQUES SIGLES ET ABBREVIATIONS

BDS : Bloc Démocratique Sénégalais

FDS : Forces de Défense et de Sécurité

MFDC : Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance

USAID : United States Agency for International Development

## INTRODUCTION GENERALE

Beaucoup de choses surprennent lorsque l'on étudie le conflit en Casamance.

On pourrait situer une première tension dans l'ancienneté du mouvement séparatiste qui apparaît publiquement en 1982 et la vigoureuse résistance d'un imaginaire collectif qui persiste à penser le Sénégal comme un *dëku jam*, une terre de paix, sur laquelle le sang ne coule *deret du fi turu*. Il y a là comme un déni de réalité, que l'ignorance et l'isolement du champ des violences, viennent conforter. Ce qui est hors de l'expérience sensible semble aussi être ici, hors de la réalité.

Le conflit en Casamance apparaît ensuite comme un conflit ingouvernable parce que polycentrique et multipolaire. En effet, si dans ses débuts, le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC<sup>1</sup>) revendiquait par une guérilla sa sortie de l'ensemble sénégalais, la situation s'est rapidement complexifiée suite à une déconnexion entre ailes politiques (intérieure et extérieure) et militaires (fronts Nord, Sud et Ouest) et surtout un enchevêtrement de fractures internes au mouvement, qui ont rajouté à la guerre contre l'État, des conflits fratricides encore plus dévastateurs<sup>2</sup>. Ce facteur rend du coup, sa résolution beaucoup plus incertaine.

Situé au Sénégal, le conflit n'en est pas moins sénégalais, et cet emboîtement du local dans le global, facilité par le continuum culturel, se manifeste notamment par la mobilité transnationale des combattants, leur capacité à aller chercher des ressources politiques, économiques, militaires – y compris celles liées à la criminalité – en Gambie, en Guinée-Bissau et dans la diaspora, et enfin dans la migration des enjeux dans ces pays. Là réside sans doute une des explications de la résilience exceptionnelle du maquis casamançais. De son côté, la politique sénégalaise de Dakar peut être décryptée à travers la grammaire de la sécurisation d'un espace vital au sein duquel l'influence ou pire encore, l'ingérence d'un gouvernement pro-MDFC doit être écartée.

Ces facteurs expliquent en partie les dérives récurrentes de tous les « faiseurs de paix » (*peacemakers*), locaux ou internationaux, laïques ou religieux. Faire la paix en Casamance ressemble à un éternel recommencement : Cacheu 1991, Banjul 1999-2001, Foundiougne 2005 n'ont pas eu plus de succès et tout l'éventail des modes traditionnels et modernes de résolution a été épuisé dans la quête d'une paix durable qui semble inatteignable. Une telle situation questionne non seulement sur les véritables obstacles à la paix mais aussi et surtout sur la nature du conflit et les types de radicalités qui y sont à l'œuvre.

---

<sup>1</sup> Nom donné par Mamadou Nkrumah Sané et l'Abbé Diamacoune au mouvement de contestation sociale en 1982. Ce nom est emprunté au premier *Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance*, un parti politique régionaliste créé en 1947 et qui s'est, de fait, dissous par association au BDS de Senghor en 1956. Les indépendantistes construisent une continuité entre ces deux MFDCs quand les chercheurs voient dans ces deux organisations une différence radicale. Voir Manga, Foucher (121-122), Marut, Capain Bassene (2014 : 25) par exemple.

<sup>2</sup> Aujourd'hui on compte deux grands fronts Cassolol au Sud, à la frontière guinéenne et le front Nord tenu par Salif Sadio. D'autres chefs de guerre : Kompass Diatta, Cesar Atoute Badiate, Fatoma Coly.

Ingouvernable, le conflit en Casamance est aussi un conflit « impensé » – du moins par les intellectuels sénégalais : dans la certaine, petite communauté épistémique des "casamancistes"<sup>3</sup>, seuls 25,6% de la production scientifique sont sénégalaises et lorsqu'on y rajoute les 2,3% de recherche produite par les autres pays africains, 27,9% de littérature sur le sujet est produite en Afrique. Ce quart sénégalais représente environ soixante-dix chercheurs pour une communauté de 740 Enseignants-Chercheurs en sciences sociales<sup>4</sup>, soit moins de 10% de *social scientist* qui font du conflit un objet d'étude. Entre 1982 et 2019 on compte donc 112 publications scientifiques directement liées au conflit, soit une moyenne de trois publications par an. Le reste de la production est essentiellement européen (avec une domination française 34,7% et 13,7% pour les autres pays de l'Europe ; États-Unis et Canada 8,4%)<sup>5</sup>. Il y a là un nœud complexe à déplier.

Plus assourdissant encore que le murmure des spécialistes, figure le silence de ceux pour qui l'on se bat de part et d'autre. Que ce soit le « Peuple de Casamance » au nom duquel le MFDC réclame l'indépendance ou la « Nation sénégalaise » dont la préservation justifie, selon l'État, la répression d'Atika<sup>6</sup>, nous avons là un « centre silencieux, ou réduit au silence » (Spivak, 2009 : 43). Quelles sont les perceptions de ce « centre silencieux » – mais toujours affecté, concerné, impliqué, indifférent ou embarrassé par le conflit en Casamance ? Peu d'études ont posé et tenté de répondre à cette question. Les travaux scientifiques existants qui existent sur le conflit et qui cherchent à donner la parole à différents acteurs se nourrissent pour l'essentiel de techniques qualitatives (entretiens, observations, ethnographie, consultation de sources documentaires, d'archives parfois de données statistiques). Les grands "casamancistes" ont rencontré, parfois sur de longues années, des dizaines, voire des centaines de personnes afin de trianguler leurs données. Il n'y a en revanche aucune enquête quantitative, *a fortiori* tri-nationale qui a été réalisée sur le conflit.

Notre ambition était dès lors, presque quatre décennies après ce fameux 26 décembre 1982 à partir duquel l'histoire se précipite, de donner la parole à un millier et demi d'hommes et de femmes, sénégalais-es mais aussi gambien-ne-s et bissau-guinéen-ne-s pour saisir leurs subjectivités et leurs expériences relatives au conflit et au processus de paix en Casamance. Sans réifier notre échantillon en « peuple ou nation », mais lui donnant seulement qualité à dessiner des tendances lourdes, des récurrences significatives ou à l'inverse des dissonances pouvant prêter à interrogation, nous nous sommes attachés à mesurer les niveaux de connaissance des personnes interrogées, à comprendre le(s) sens qu'elles donnent à ce qui s'est passé et se passe actuellement, à son économie morale, c'est-à-dire la manière dont le conflit est gouverné politiquement et militairement depuis 1982. Si, avec Gayatri Spivak, nous considérons que « faire quelque chose, travailler pour la subalterne, cela signifie l'amener dans le discours » (2009 : 107), alors nous devons du même coup assumer que ce que peut dire le « centre silencieux » sur le conflit et la sortie de la violence mérite l'attention la plus soutenue. L'objectif de cette enquête est ainsi d'« amener dans le discours » c'est-à-dire sur la scène publique – car le discours est pour ainsi dire le lieu d'apparition du citoyen – les hommes et les femmes qui ont en partage le conflit.

<sup>3</sup> Vincent Foucher, dans sa thèse parle de « low-intensity academic conflict », p. 17.

<sup>4</sup> Ba et Goudiaby, *Rapport « État des lieux critique des sciences sociales au Sénégal »*, Dakar, Codesria, 2015.

<sup>5</sup> Ces données sont issues des statistiques du recensement bibliographique sur le conflit réalisé par le LASPAD ([www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com)).

<sup>6</sup> Le combattant en joóla, et nom donné à l'aile armée du MFDC créée en 1984 par Sidy Badji.

Nous plaçant de ce point de vue-là – qui est pour simplifier, le point de vue des citoyen-ne-s, hommes et femmes ordinaires –, ce que l’on qualifie de « conflit de basse intensité » (Evans, 2003) dans le cadre d’une typologie à visée scientifique des conflits, relève dans l’expérience de vie des êtres qui y sont jetés par les hasards de l’histoire et de la géographie, de l’ordre de la catastrophe. Celle-ci prend corps ici à travers un tourbillon de morts et de blessés<sup>7</sup>, de terreur, de viols, de peur de parler, de peur tout court, d’humiliations, de déplacés et de réfugiés<sup>8</sup>, de villages minés, d’handicapés, de troubles et traumatismes mentaux, de destruction de la confiance et des liens sociaux, de perte de ses terres, de ses autels, d’appauvrissement, de misère et dépendance, de délation, de vengeances, de rancœur et de colère, d’impuissance, de souffrance morale, de malheur. Ceux qui vivent hors de l’épicentre du conflit<sup>9</sup> n’en sont pourtant pas moins concernés car ils ont dû accueillir parents et amis soumis aux déplacements et aux exactions. Le plus grand nombre enfin ne sait du conflit que ce qu’il en entend à travers les médias et les rares débats d’experts, au lendemain d’épisodes violents. Chez lui, le séparatisme suscite exaspération ou indifférence, vœux de terminaison, oubli, empathie ...

Néanmoins, il faut le reconnaître, parler de la catastrophe est particulièrement difficile pour de nombreuses de raisons dont au moins deux sur lesquelles on mettra l’accent.

La première est qu’il existe un monopole dans la production de récits hégémoniques sur le conflit que l’on peut situer à trois niveaux : celui de l’État, celui de la rébellion et celui des faiseurs de paix (société civile). Le discours des élites étatiques nationalistes fait face à son double, celui des élites indépendantistes nationalistes. Le premier s’inscrit dans le paradigme de la préservation d’un État unitaire fusionnant avec une Nation indivisible, construction politique et mentale héritée de la colonisation française. Les gardiens de l’État, c’est-à-dire les gardiens de l’intégrité territoriale et de la Nation, ne peuvent poser la volonté de sortie de l’État que comme tentative de dislocation de l’Un et de dispersion du Tout. Telle revendication qui pose la question essentielle du maintien et de la conservation de l’État devient le seul crime politique total et de ce fait impardonnable ; il ne peut y avoir de négociations lorsque l’enjeu porte sur la question de la « vie » de l’État.

En face, le récit indépendantiste prend la forme d’une accusation de fraude, de respect de l’altérité et d’une scandaleuse exploitation économique. Pour les nationalistes casamançais en effet, l’État du Sénégal est une fiction : la Casamance n’en a jamais été une partie comme le reste. Tout, au contraire, la rattache à la Gambie et à la Guinée-Bissau, et rien au Sénégal sinon un contrat à durée limitée, un pacte fédératif. Celui-ci ayant pris fin en 1980, la Casamance devait recouvrer sa souveraineté<sup>10</sup>. L’argumentaire tourne ici autour de l’instrumentalisation des élites du MFDC de 1947 par le Bloc Démocratique Sénégalais (BDS)

<sup>7</sup> Les estimations en 2010 donnaient environ 5000 morts et 10.000 blessés (Marut : 2010 : 26).

<sup>8</sup> Evans et Ray, 2013, cité par Diallo 2015 :60 estimaient les déplacés entre 24.000 et 40.000 et les réfugiés en Gambie et en Guinée-Bissau à des dizaines de milliers.

<sup>9</sup> Les régions de Ziguinchor et de Sédhiou

<sup>10</sup> Entretien avec Mamadou Nkrumah Sané, 24 avril 2019. Voir aussi Tavares 2015 et Foucher : 121 : “Later in the separatists’ ideological justifications appeared a complicated story of how Senegalese president-to-be Léopold Sédar Senghor and Emile Badiane, one of the founders of the first MFDC, had signed an agreement about a temporary integration of Casamance in Senegal at some point in the 1940s or 1950s, how this agreement had been kept hidden by the Senegalese government beyond its expiry date and that the contemporary MFDC was merely claiming that temporary inclusion of Casamance in Senegal is overdue; some versions add that Emile Badiane was poisoned by the Senegalese secret service just in time to prevent him from demanding independence”.

de Senghor et la persévérance dans la duplicité, la manipulation et la falsification des faits historiques – aux fins d’exploitation du « grenier casamançais » et de domination politique et culturelle – de l’État post-senghorien. S’appuyant sur le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, le MFDC se donne dès lors pour mission de mener une guerre de libération contre « la colonisation sénégalaise ».

Dans cet affrontement de deux radicalismes, la voix des organisations de la société civile (laïque et religieuse, locale, nationale et internationale) se fait la voix du juste milieu, de l’appel au cessez-le-feu, au dialogue et à la paix durable.

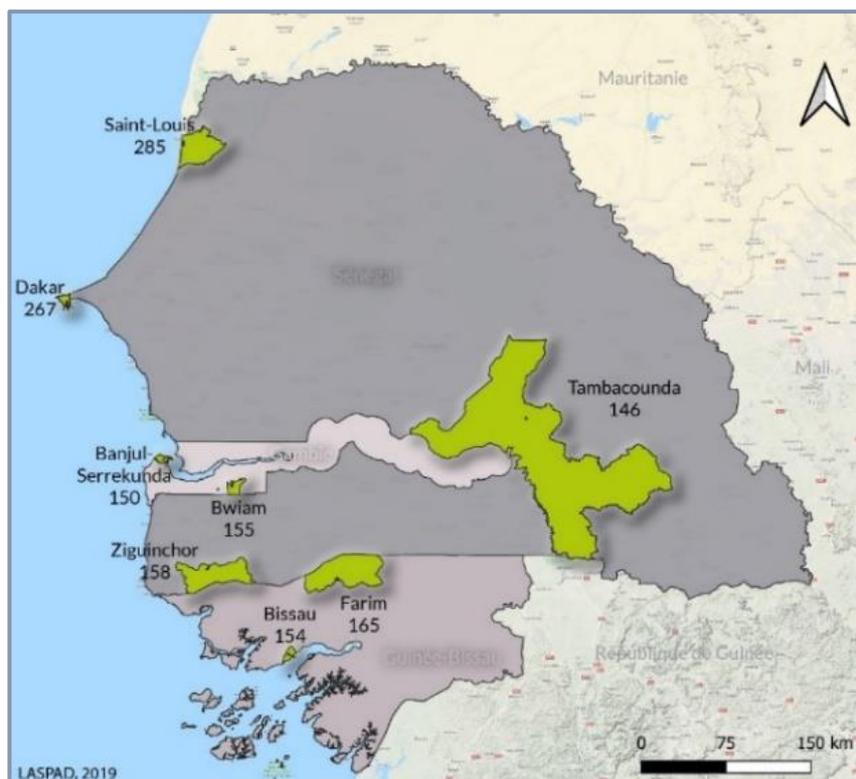
Ensuite, ce qui est souvent en jeu dans la prise de parole, n’est ni plus ni moins que la liberté ou la vie. En effet, la conjonction de la censure d’État, la mobilisation outrancière de l’appareil judiciaire (notamment sous Diouf et Wade<sup>11</sup>) et des services de renseignements et de l’autre l’autocensure des individus à cause des faits de délation et de leurs conséquences parfois mortelles, a très tôt et très fortement contraint la parole libre, en transformant le conflit en tabou. Aujourd’hui encore, les silences qui pèsent sur les discours sur le conflit ne sont pas encore entièrement levés<sup>12</sup>.

#### METHODOLOGIE DE L’ENQUETE : TERRITORIALISER LES CONNAISSANCES, ATTITUDES ET PRATIQUES VIS-A-VIS DU CONFLIT

L’enquête *Voix de citoyen-ne-s* s’inscrit dans une démarche inductive à travers une étude de perceptions menée dans trois pays divisés en huit localités et vingt-quatre quartiers. Le choix de ces localités obéissait à des raisons méthodologiques et pratiques. En effet, les capitales des trois pays devaient être enquêtées pour des motivations de représentation et de comparaison, et être ensuite associées à une seconde zone suffisamment éloignée et peuplée. Pour le Sénégal, Dakar à l’Ouest, et Ziguinchor au Sud, pour la Gambie, Banjul à l’Ouest et Bwiam au centre, pour la Guinée, Bissau et Farim, ont donc été retenues. Toutefois, la démographie du Sénégal (15,9 millions d’habitants) presque huit fois plus importante que celle de la Gambie (2,1 millions) ou de la Guinée-Bissau (1,9 millions), nous a conduit à doubler le nombre de localités au Sénégal en privilégiant le Nord et le Sud-Est du pays, Saint-Louis et Tambacounda ont ainsi été rajoutés.

<sup>11</sup> Les exemples de Sophie Malibeaux, correspondante de RFI, expulsée en 2004 pour sa couverture des assises du MFDC à Ziguinchor ; celui d’Ibrahima Gassama, directeur de Sud FM à Ziguinchor, dont l’antenne est coupée en 2005 pour avoir diffusé une interview de Salif Sadio (donné pour mort). Sans compter les ouvrages interdits dont celui d’Oumar Diatta.

<sup>12</sup> Les rapports des enquêteurs dans toutes les localités visites font état de cette gêne et de ce refus récurrent de parler. Les motifs sont multiples : soupçons d’être des agents de l’Etat, peur de représailles...



Carte 1. Localisation des communes de l'enquête

Le dispositif de l'étude cherchait à territorialiser les connaissances, les attitudes (perceptions, croyances, représentations) et les pratiques (actes réels accomplis par la personne en situation) en les mesurant puis en les cartographiant et en les analysant aux niveaux local (quartier et/ou commune), national et sous-régional afin de permettre des croisements et des comparaisons. À partir du découpage administratif disponible, les moyens de l'étude nous ont permis de sélectionner trois quartiers par localité.

L'enquête repose sur un questionnaire<sup>13</sup> qui a été soumis en administration directe aux personnes rencontrées dans les différents quartiers. Cinq équipes de trois enquêteurs ont été formées, chacune étant supervisée par un chef d'équipe, sociologue expérimenté. Les enquêteurs ont ainsi interrogé 1665 personnes entre le 03 et le 19 mars 2019, pour retenir 1480 saisies validées et consolidées.

Le premier défi consistait à administrer un questionnaire d'une soixantaine de questions, auprès d'une population parfois réticente<sup>14</sup>. Avec 160 hommes de plus que les femmes, le taux de représentation des hommes est de 54,7% contre 45,3% de femmes. Ce gap vient du fait que ces dernières ont souvent été réticentes à accepter de répondre au questionnaire. Les enquêteurs ont régulièrement essuyé des refus de leur part sans que les femmes n'apportent d'explications.

<sup>13</sup> Voir annexe 1.

<sup>14</sup> Cf. rapports de terrain.

PAYS	ENQUÊTÉ·E·S	LOCALITES	ENQUÊTÉ·E·S	QUARTIERS	ENQUÊTÉ·E·S		
Sénégal	856	Dakar	267	Plateau	96		
				Biscuiterie	94		
				Fass - GT - Colobane	77		
		Saint-Louis	285			HLM	107
						Léona	103
						Pikine	75
		Ziguinchor	158			Escale	54
						Boucotte	51
						Lyndiane	53
		Tambacounda	146			Liberté	51
						Dépôt	52
						SaréGuillèle	43
Gambie	305	Banjul-Serrekunda	150	Banjul	50		
				ManjaiKunda	50		
				Bundung	50		
		Bwiam	155			Bwiam	51
						Kankuntu	48
						Sibanor	56
Guinée-Bissau	319	Bissau	154	Praça	49		
				Bairromilitar	57		
				Sintra	48		
		Farim	165			Praça	57
						Nema	47
						Morkunda	61

Tableau 1. Répartition du nombre d'enquêté·e·s par localité

SEXE	ENQUÊTÉ·E·S	TAUX
Femme	670	45,27%
Homme	810	54,73%
<b>Ensemble</b>	<b>1480</b>	<b>100%</b>

Tableau 2. Répartition des enquêté·e·s selon le sexe

En revanche, la répartition selon l'âge s'équilibre de manière satisfaisante, avec notamment 35,7% de jeunes de moins de 30 ans, 37,7% d'enquêté·e·s âgé·e·s entre 30 et 49 ans, et 26,6% ayant 50 ans et plus.

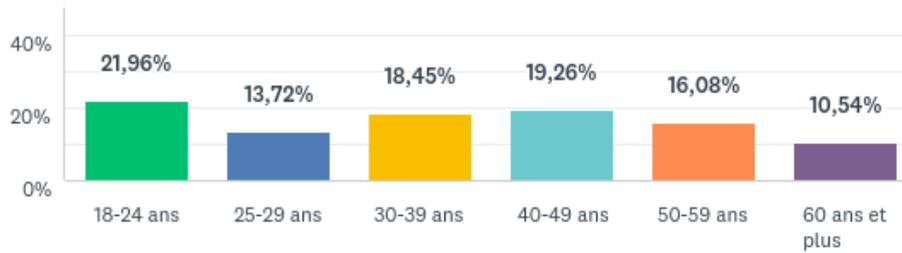


Figure 1. Répartition des enquêté-e-s selon l'âge

Le second défi important était la prise en charge de la traduction, nécessitant non seulement le recrutement d'enquêteurs polyglottes, mais aussi la traduction du questionnaire du français (11%), de l'anglais (4,1%) ou du portugais (1%) vers les différentes langues locales. En effet, la passation s'est essentiellement effectuée en langues locales (84,8%).

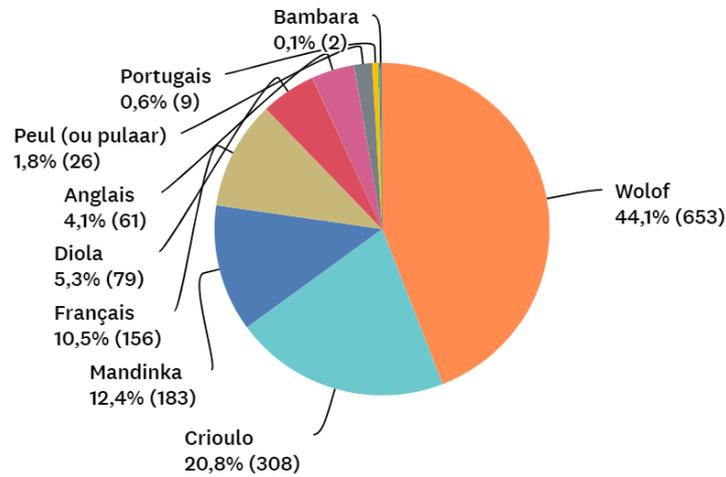


Figure 2. Répartition des enquêté-e-s selon la langue d'entretien

L'identité religieuse des personnes interrogées est majoritairement musulmane (84,1%) avec une proportion substantielle de chrétiens (14,3%).

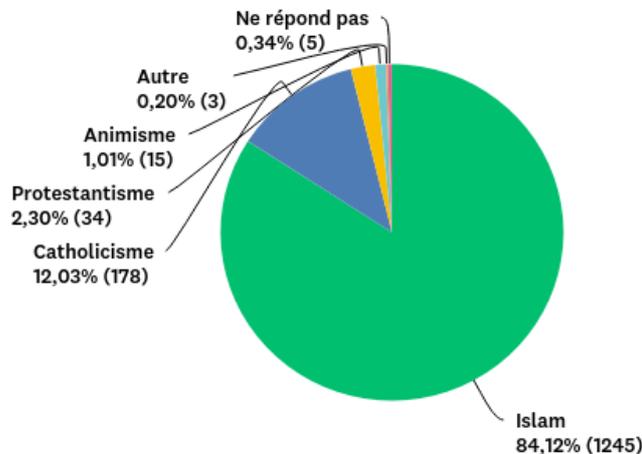


Figure 3. Répartition des enquêté-e-s selon l'identité religieuse

18% des enquêtés ont un niveau d'étude primaire et 17% ont exclusivement eu une éducation coranique, 25% ont un niveau secondaire, 14% ont obtenu leur baccalauréat (ou équivalent). Les répondant ayant un niveau universitaire représentent 15% de l'effectif ainsi répartis : 2% de masterisants, 5% de licenciés et 8% pour les licences 1 et 2.

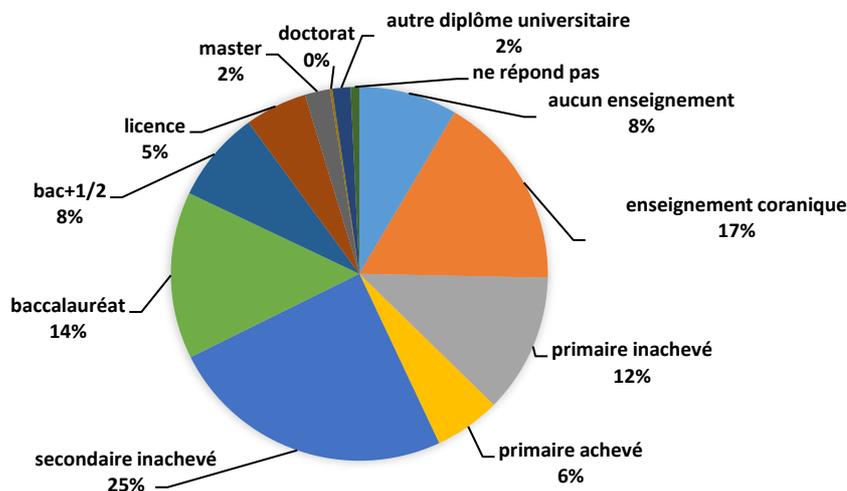


Figure 4. Répartition des enquêtés selon le plus haut niveau scolaire

Les catégories socio-professionnelles les plus représentées dans l'effectif sont les indépendants (32%). Dans cette catégorie, on retrouve une part non négligeable d'entreprises informelles liées au commerce, à la distribution, au textile, à la restauration. Les salariés du public et du privé forment 18% de la population, les étudiants et élèves 14,5% et les chômeurs (10%).

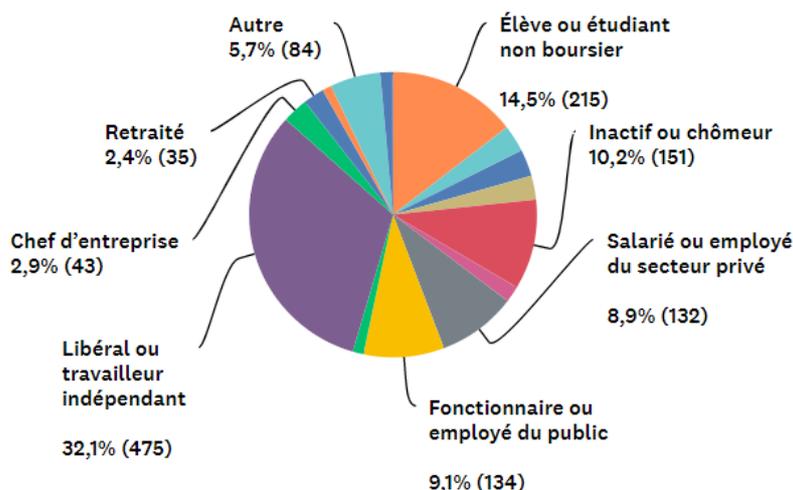


Figure 5. Répartition des enquêtés selon la situation professionnelle

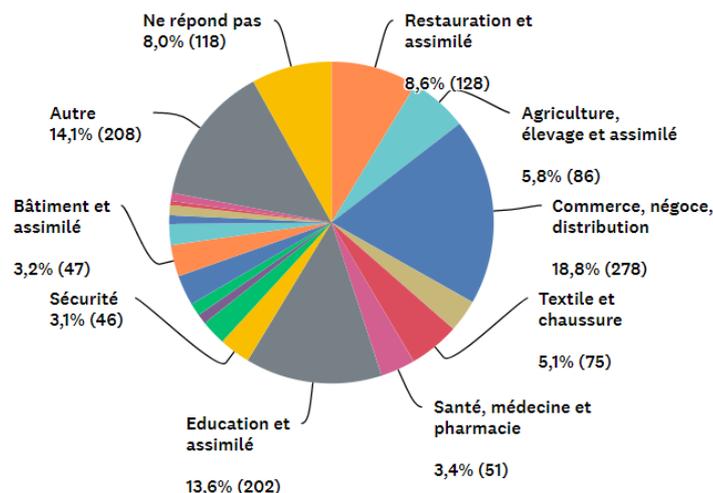


Figure 6. Répartition des enquêté·e-s selon le principal secteur d'activité

## PLAN DE L'ARTICLE

Les résultats de l'enquête sont présentés en sept sections. Une première section décrit le modèle d'analyse à partir duquel nous interprétons les données et de dépasser une approche purement descriptive. Ce modèle croise trois catégories déterminantes (génération, genre et position). A partir de là, nous comparons les niveaux de connaissances et les attitudes face au conflit (section 2, 3)

Dans les sections 4 et 5 les perceptions et les représentations relativement aux institutions qui sont en première ligne lorsque ce conflit émerge sont capturées et analysées : il s'agit essentiellement de l'État, son armée, du mouvement séparatiste et de la société civile. Nous étudions aussi les autres acteurs impliqués notamment les États voisins et quelques pays occidentaux (France, Etats-Unis).

Les sections 6 et 7 traitent enfin des perceptions relatives aux obstacles à la paix et des voies citoyennes de sortie durable du conflit.

## SECTION 1.

### MODELISER LES CONNAISSANCES, LES ATTITUDES ET PRATIQUES FACE AU CONFLIT

Pour éviter de figer les personnes interviewées en groupes monolithiques et anonymes, et pour pouvoir comprendre les origines des variations discursives, un premier défi s'imposait : celui de savoir qui parle ? D'où parle-t-il/elle ? De quelle expérience parle-t-il/elle ? La réponse à ces interrogations préalables permet en effet de « situer » nos interlocuteurs dans le temps, dans l'espace et dans leurs expériences d'hommes ou de femmes.

Ces "coordonnées sociales" nous permettent d'identifier trois catégories simples et opératoires dont la triangulation permet de rendre compte de l'existence de concordances ou d'hétérogénéités dans les discours. Il s'agit de la **génération** (le fait que des âges différents correspondent vraisemblablement à des vécus et à des mémoires différentes), de la **position** (l'hypothèse que les espaces à partir desquels on expérimente le conflit jouent un rôle important dans la connaissance et les perceptions que l'on a de celui-ci) et du **genre** (l'idée que l'expérience du conflit est toujours une expérience sexuée et conséquemment que cette différence informe les connaissances, attitudes et pratiques des personnes interrogées).

L'approche compréhensive des discours qui est la nôtre veille à ne pas cloisonner ou hiérarchiser ces axes<sup>15</sup>, au contraire elle vise à construire une approche intégrée qui permette de rendre compte de l'interaction de ces différents registres. L'examen des résultats de l'enquête tri-nationale permet ainsi d'esquisser un cadre analytique qui convoque simultanément les variables âges, espaces et genre.

#### LES TROIS GENERATIONS ET LEURS MEMOIRES

Nous partons d'abord de l'hypothèse que les connaissances, attitudes et pratiques face au conflit ont partie liée avec le type d'expérience et de mémoire spécifique que partagent ceux qui vivent à une même période et qui ont sensiblement le même âge, c'est-à-dire ceux qui sont de la même génération. La génération telle que nous l'entendons ici, c'est la coïncidence entre une classe d'âge et un événement qui a servi de référence pour la (re)connaissance du souvenir de celui-ci. Pour Nora, « la génération est le produit du souvenir, un effet de remémoration » des événements (1997 : 2999). Avec près de quatre décennies d'existence, le conflit est en effet entré dans les mémoires de différentes manières.

Nous pouvons ainsi distinguer trois générations différentes.

**La première génération née avant 1970**, est aujourd'hui âgée de 50 ans et plus. Elle a connu la Casamance avant le conflit, certains même sous la colonisation française. Son événement fondateur tient dans la concentration sur une année (décembre 1982, décembre 1983) d'une

---

<sup>15</sup> D'autres variables, telles celle de la culture (identifiées ici à l'ethnie, la langue et la religion) peuvent être mobilisées et combinées à d'autres notamment le niveau d'instruction ou la profession exercée.

Ce sont des avenues à emprunter pour les recherches à venir. C'est pourquoi les métadonnées de l'enquête sont disponibles pour des recherches futures sur le site : [casamance-conflict.org](http://casamance-conflict.org).

succession de faits générateurs du maquis (marche réprimée de 1982, le procès des idéologues de l'indépendance (du 05 au 13 décembre 1983), l'assassinat des gendarmes de Diabir le 06 décembre et surtout l'attaque de Ziguinchor du 18 décembre 1983). Les plus jeunes de cette génération qui avaient au moins 14 ans en décembre 1982, étaient déjà en âge de comprendre l'extrême gravité de ce qui était en train de se passer. Ils allaient vivre toute leur vie d'adulte sous le conflit. Les adultes quant à eux avaient subi suffisamment de frustrations pour être au moins solidaires de la contestation sociale, sans aller tous jusqu'à approuver l'idée de se séparer du reste du Sénégal. Cette génération a vu le conflit se dérouler sous leurs yeux depuis ses premiers jours. Hors de la Casamance, cette première génération assiste à l'enlisement et à la transformation du le conflit. Elle constitue **26,62% de notre échantillon**.

**La deuxième génération (1970-1989)** est celle qui a aujourd'hui entre 30 et 49 ans et qui avait tout au plus 13 ans quand émerge le conflit. Elle a grandi avec le conflit, une partie est née juste après son déclenchement. Pour l'essentiel trop jeunes pour comprendre dans les premières années ce qui se passe, le grand tournant est surtout marqué par l'année 1990-91 et la « professionnalisation militaire » des rebelles mieux armés et bénéficiant de nouvelles recrues. Atika mène en effet au début des années 90 une véritable guerre de guérilla contre les forces de défense et de sécurité en faction en Casamance comme le montrent la violence et la régularité des confrontations. Dakar pour sa part accroît la pression militaire, et nomme en cette année 1990 un général comme gouverneur de la région de Ziguinchor. Hors de la Casamance, grâce au pluralisme médiatique naissant, le mot « rebelle » stigmatisant et sa réduction ethnique aux Joólas, s'étale presque partout dans la presse et cette pensée unique de l'irréductible différence de cette région et de ses habitants, devient le principal prisme à l'aune duquel on pense le conflit. Cette deuxième génération représente **37,71% de notre échantillon**.

**La troisième génération (1990-2001)** a aujourd'hui entre 18 et 29 ans. Née après 1990, l'évènement marquant de cette génération est l'alternance de 2000 avec l'arrivée d'Abdoulaye Wade au pouvoir et l'affichage d'un objectif ultra-volontariste de construction de la paix en 100 jours. Le processus de construction de la paix s'organise autour des mécanismes traditionnels, censés être plus adaptés et efficaces, ils donnent un rôle déterminant aux femmes et à la culture. Cette génération représente **35,68% de l'échantillon**.

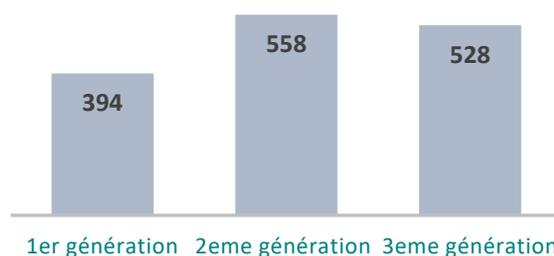


Figure 7. Répartition des enquêtés selon la génération

## LA POSITION GEOGRAPHIQUE OU L'EXPOSITION PAR RAPPORT AU CONFLIT

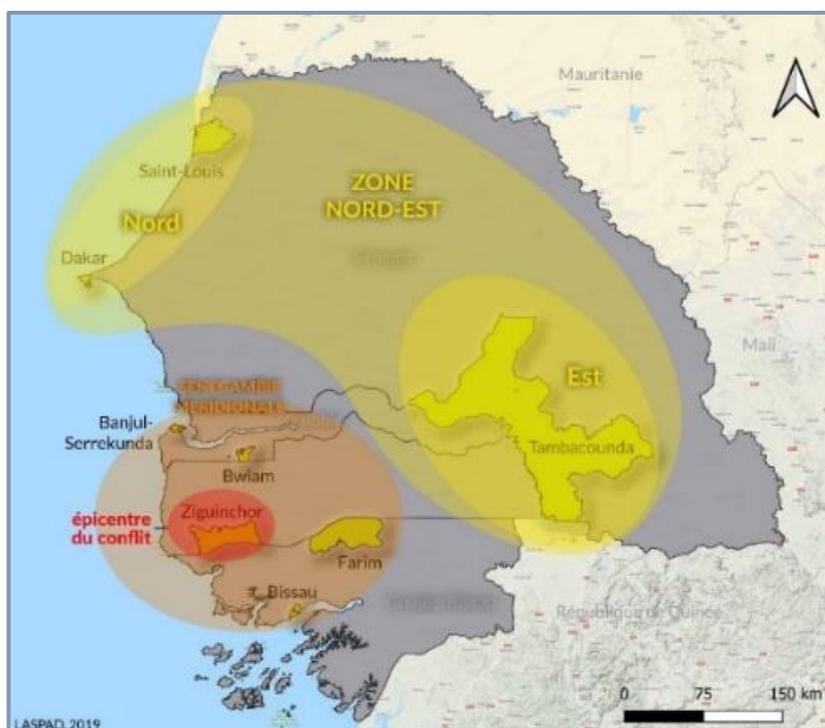
La génération est donc le point de départ mais les hommes et les femmes qui composent chaque génération sont situés dans des espaces spécifiques qui constituent leur position. Cette position est considérée par rapport à un espace de référence qui est l'espace de déploiement du conflit : la Basse Casamance. Être proche ou loin de cet espace, des lieux où

se passent les choses, n'est pas neutre. Être à Ziguinchor, à Bignona, à Banjul, à Thiès, à Saint-Louis ou à Paris lorsque surviennent les attaques et les violences multiformes, génère des expériences très différentes dues en premier lieu à l'exposition par rapport au conflit.

Toutefois, les évidences peuvent être trompeuses et simplistes dans le cas d'espèce. La proximité géographique ne signifie pas une nécessairement un niveau de préoccupation supérieur – c'est effectivement le cas lorsque l'on est directement exposé – mais différent, qui peut aller de la plus grande attention à l'indifférence totale : un Casamançais à Lisbonne ou à Berlin dont le village est sous les feux et un Saint-louisien qui n'a ni attache ni intérêt pour cette question, n'ont évidemment pas le même type de rapport à l'événement. Par conséquent, la position géographique est à la fois physique et relationnelle. Si la position géographique nous intéresse donc, c'est pour vérifier les conséquences de l'exposition quant aux connaissances, attitudes et pratiques. Par ailleurs, au sein d'une même génération et entre générations, il sera possible de comparer les réponses relativement à l'espace.

Nous distinguons ainsi deux grandes zones :

1. La zone Sud à savoir la Sénégambie méridionale qu'on peut encore diviser en deux espaces : l'épicentre du conflit c'est-à-dire la Basse Casamance (ici représentée par Ziguinchor) et sa périphérie immédiate (qui comprend le Sud de la Gambie et le Nord de la Guinée-Bissau, appelés « autres Suds »). Ce Sud global représente un peu moins de 53% de l'échantillon (782 personnes).
2. La zone Nord-Est représentée par Dakar, Saint-Louis et Tambacounda. Ici aussi, cette bande peut être subdivisée en deux espaces principaux : Nord (Dakar-Saint-Louis) et Est (Tambacounda). La zone Nord-Est représente un peu plus de 47% de l'échantillon soit 698 personnes.



Carte 2. Les zones d'enquête

La répartition des effectifs par grandes zones et les effectifs répartis par génération et par zone montre un relatif équilibre.

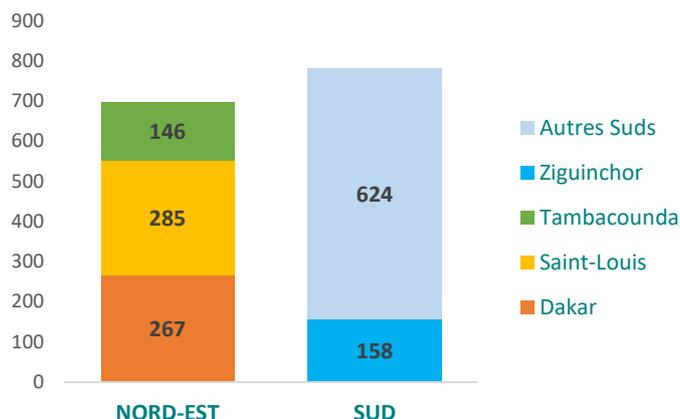


Figure 8. Répartition des enquêté-e-s selon la région étudiée

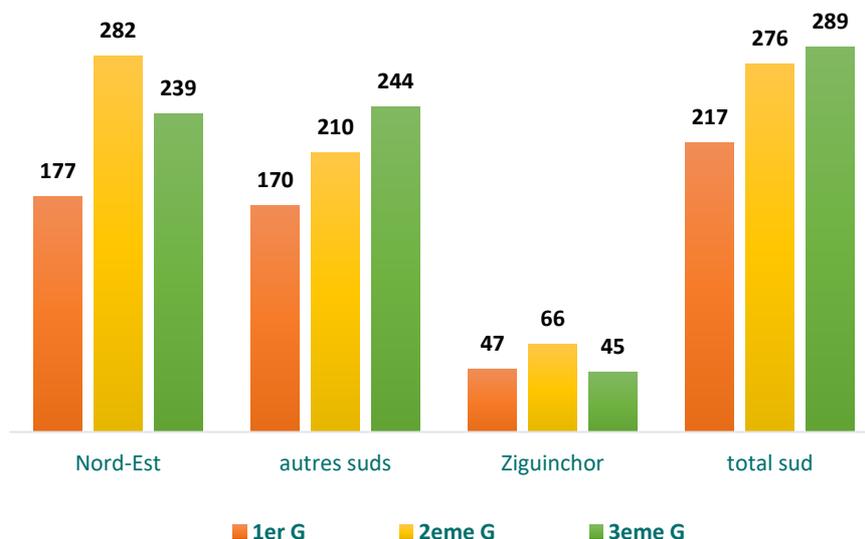


Figure 9. Répartition des enquêté-e-s selon les générations et régions étudiées

## LE GENRE ET LE CONFLIT

Les connaissances, attitudes et pratiques des hommes et des femmes ne ressortent pas seulement de leur génération ou position mais aussi de leur socialisation et des attentes que leurs communautés d'appartenance et la société leur assignent à partir de leur sexe biologique. Leurs réponses sont *genrées* en ce sens qu'être homme ou femme vous soumet à des expériences sociales qui peuvent être (qui sont souvent) radicalement différentes. Ainsi en va-t-il de la prise de parole sur des matières publiques et politiques et plus particulièrement sur un conflit encore en cours. Le type de légitimité et de compétence qui permet d'opiner sur ce genre de sujet est très encadré socialement. Les rapports des enquêteurs ont tous fait mention de la réticence, de la défiance et du refus, plus grands chez les femmes relativement à la passation du questionnaire.

Les extraits suivants d'enquêteurs sont édifiants :

« Comme tout terrain, celui-ci n'est pas exempt de difficultés. [...] moi qui croyais que c'était acquis d'avance, j'ai été fort surprise par les attitudes des femmes surtout, car je pensais que ces propos : "Allez voir les hommes", ou bien "Excusez-moi mais je ne peux me prononcer sur ces questions" ou encore "Les garçons ou le chef de ménage est ou sont là-bas, allez discuter avec eux" étaient le propre des « villageoises », me voilà aujourd'hui confrontée à cela même, en pleine capitale sénégalaise » (enquêteuse à Dakar, quartier Biscuiterie).

« Les femmes refusent presque systématiquement de participer soit pour indisponibilité (parce qu'elles travaillent toute la journée durant) soit par crainte » (enquêteur à Dakar, quartiers de la zone Fass, Geule Tapée, Colobane).

« Et lorsque j'entrais dans les maisons, les femmes me renvoyaient aux pères de famille » (enquêteur à Saint-Louis, quartier Pikine).

Le genre est donc une variable importante à prendre en charge, il s'agira notamment d'essayer de comprendre et d'interpréter cette posture des femmes.

	NORD-EST			SUD		
	1 <sup>ère</sup> G	2 <sup>ème</sup> G	3 <sup>ème</sup> G	1 <sup>ère</sup> G	2 <sup>ème</sup> G	3 <sup>ème</sup> G
<b>FEMMES</b>	65	112	112	99	142	140
<b>HOMMES</b>	112	170	127	118	134	149

Tableau 3. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe, région et génération

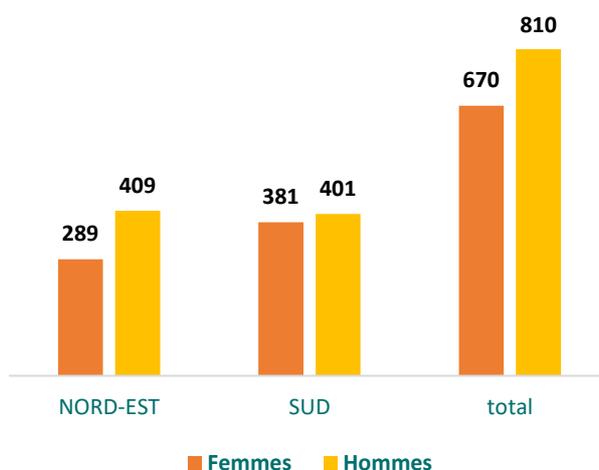


Figure 10. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe et les régions étudiées

## SECTION 2.

### LA CONNAISSANCE DU CONFLIT : GEOGRAPHIES DE L'IGNORANCE ET DU SILENCE

Les questions liées à la connaissance du conflit étaient assez élémentaires. Elles étaient relatives à l'année de son éclatement, à la signification du sigle MFDC, aux causes, leaders, et revendications du mouvement rebelle ainsi qu'à l'existence ou pas d'accord(s) de paix. Pour toutes ces questions, il ressort une méconnaissance assez généralisée : 85% des personnes interrogées ne connaissent pas la date exacte de commencement du conflit. 65% des enquêtés ne peuvent pas dire ce que signifie exactement le sigle MFDC ; près de 48% ne savent pas *exactement* contre qui s'oppose le MFDC. 30% ne connaissent pas les causes principales de la rébellion, 35% ne connaissent aucun leader de la rébellion et 21% n'ont aucune idée de la revendication principale du mouvement. 60% des personnes interrogées ignorent l'existence d'accords de paix, plus de 65% ne connaissent aucune organisation de la société civile qui œuvre pour le retour de la paix en Casamance. Pour toutes les questions qui demandent une connaissance précise<sup>16</sup>, la première réponse, la plus importante numériquement, est toujours celle de celles et ceux qui ne savent pas : le pourcentage moyen des « je ne sais pas » (nsp) est de 51%. Lorsqu'on y rajoute ceux qui ne se prononcent pas, c'est-à-dire les non réponses (nr), on passe à 60%.

	Ne sait pas	Ne répond pas	Autres réponses	Total	% nsp	% nr	% cumulés nsp et nr
<b>Nord-Est</b>	2223	625	1340	4188	53,08%	14,92%	68,00%
<b>Sud</b>	2677	136	1879	4692	57,00%	2,89%	59,89%
<b>Total</b>	<b>4900</b>	<b>761</b>	<b>3219</b>	<b>8880</b>	<b>51,18%</b>	<b>8,56%</b>	<b>59,74%</b>

Tableau 4. Répartition des types réponses sur la connaissance du conflit par zone

	Ne sait pas	Ne répond pas	Autres réponses	Total	% nsp	% nr	% cumulés nsp et nr
<b>Ziguinchor</b>	193	21	734	948	20,35%	2,21%	22,56%
<b>Autres Suds</b>	2484	115	1145	3744	66,34%	3,30%	69,64%
<b>Total</b>	2677	136	1879	4692	57,00%	2,89%	59,89%

Tableau 5. Répartition des types réponses sur la connaissance de conflit pour le Sud

<sup>16</sup> 1) En quelle année le conflit en Casamance a-t-il commencé ? 2) Quel est le nom du mouvement rebelle ? 3) Que signifie MFDC ? 4) Contre qui s'oppose le MFDC ? 5) Un ou des accords de paix ont-ils été signés entre les rebelles et l'État du Sénégal ? si oui en quelle année ? 6) Connaissez-vous une ou des organisations de la société civile qui œuvrent pour la paix en Casamance ?

Comment se peut-il qu'un conflit actif depuis près de quarante ans dans un petit pays comme le Sénégal soit si largement méconnu ? A quoi peut-on associer cette ignorance généralisée à l'exception notable de la seule ville de Ziguinchor ?

Au niveau d'études ? Non, car les effectifs de répondants à Dakar et à Saint-Louis ont *en même temps* un niveau d'éducation scolaire (Bac et plus) largement supérieur à celui de Ziguinchor, et un niveau de méconnaissance près de trois fois supérieur. De même les effectifs interrogés à Tambacounda ont un niveau d'éducation strictement identique à celui de Ziguinchor mais Tambacounda affiche les scores les plus bas en termes de connaissances. Il n'y a pas d'association entre connaissance du conflit et niveau d'éducation. L'explication tient notamment dans le fait que l'histoire du conflit n'est enseignée ni au primaire, ni au secondaire et à l'Université encore moins, ce qui est non seulement surprenant mais troublant<sup>17</sup>. Ceux qui savent quelque chose du conflit le savent de sources autres que l'éducation formelle qu'elle soit publique ou privée.

	% bac et sup.	% bac-
<b>Dakar-Saint-Louis</b>	27,17%	72,46%
<b>Tambacounda</b>	17,12%	82,87%
<b>Ziguinchor</b>	17,72%	81,64%

Tableau 6. Répartition des enquêté·e·s selon leur localité et niveau d'étude

On peut se demander dès lors, si la catégorie socio-professionnelle permet d'expliquer les niveaux de connaissance du conflit ? Là aussi, il semble ne pas y avoir d'association entre les deux variables. Si on se limite aux cinq catégories socio-professionnelles qui regroupent 83% de l'effectif global, Ziguinchor compte autant d'élèves et d'étudiants que le Nord ou l'Est, plus de chômeurs, moins de salariés du privé mais plus de fonctionnaires que Dakar-Saint-Louis. La ville a un profil socio-économique assez proche de celui de Tambacounda (autant de salariés du privé, de fonctionnaires mais moins d'indépendants). Autant de fluctuations allant dans un sens ou un autre qui ne permettent pas d'expliquer les différences significatives avec le Nord ou l'Est, très différentes en termes de CSP mobilisées, mais qui ont des niveaux très élevés de méconnaissance. Là aussi, on peut retenir que le travail ou son absence ne semblent pas donner plus de ressources pour une meilleure connaissance du conflit.

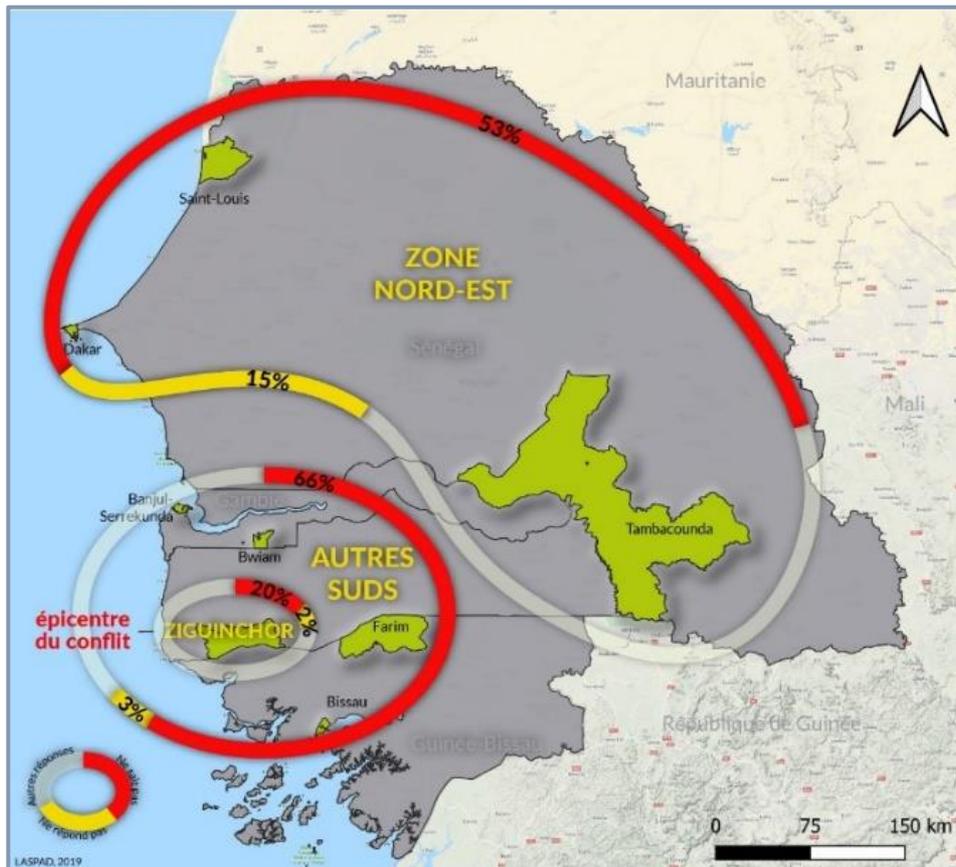
	Élève ou étudiant	Inactif ou chômeur	Employé du privé	Fonctionnaire	Travailleur indépendant
<b>Nord</b>	13,4%	5,9%	13,22%	3,26%	48,73%
<b>Est</b>	15,75%	10,9%	5,47%	9,58%	42,46%
<b>Ziguinchor</b>	13,29%	16,45%	5,69%	8,86%	34,17%

Tableau 7. Répartition des enquêté·e·s selon leur localité et catégorie professionnelle

Si les variables éducation et CSP sont peu éclairantes, il apparaît cependant que la mobilisation des trois variables combinées jette plus de lumière sur cette énigme : la carte de l'ignorance emprunte massivement un axe Nord-Est, elle est plus marquée au sein de la troisième

<sup>17</sup> Dans les cours sur les conflits, il arrive néanmoins que certains enseignants évoquent le conflit en Casamance.

génération et parmi le groupe des femmes. L'exposition directe au conflit semble déterminante dans la connaissance et les attitudes des personnes interrogées. Les populations de Ziguinchor, ville qui en a été l'épicentre<sup>18</sup> sont les plus savantes sur le conflit : la mémoire ne quitte pas les lieux, même quand les chaînes de transmission sont gelées par l'omerta, même quand il n'y a pas ou peu d'espaces publics pour débattre librement du conflit. Alors que le Nord-Est est à un taux d'ignorance de 53%, celui-ci se situe à 20% à Ziguinchor. Quand ceux qui ne se prononcent pas culminent à 15% à Dakar, Saint-Louis et Tambacounda, on est à 2% dans la capitale du Sud.



Carte 3. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par région

C'est dans le Sud que l'on connaît davantage les leaders du MFDC autant les plus fameux (Salif Sadio) que les plus anciens (l'Abbé Diamacoune). Mais plus significatif encore, lorsque les noms demandent une meilleure connaissance du conflit, la surreprésentation du Sud est flagrante : c'est là qu'on connaît davantage Nkrumah Sané, Ousmane Tamba<sup>19</sup>, Jean-Marie François Biagui, Ama Diémé.

<sup>18</sup> La centralité de Ziguinchor dans le conflit : capitale de la Basse Casamance, c'est là que s'est tenue la marche réprimée du 26 décembre 1982. La forêt de Diabir à sa périphérie a accueilli les réunions préparatoires à la marche. C'est là que les trois gendarmes ont été tués le 6 décembre 1983. Et la première attaque des indépendantistes, celle du 18 décembre 1983, se déroule à Ziguinchor.

<sup>19</sup> Ousmane Tamba est un des organisateurs et participants à l'attaque de Ziguinchor du 18 décembre 1983. Il sera emprisonné à une peine de cinq ans qu'il passera en partie dans la même cellule que César Atoute Badiate puis avec l'Abbé Diamacoune. Ousmane Tamba vit actuellement en Suisse où il a fondé une section du MFDC.

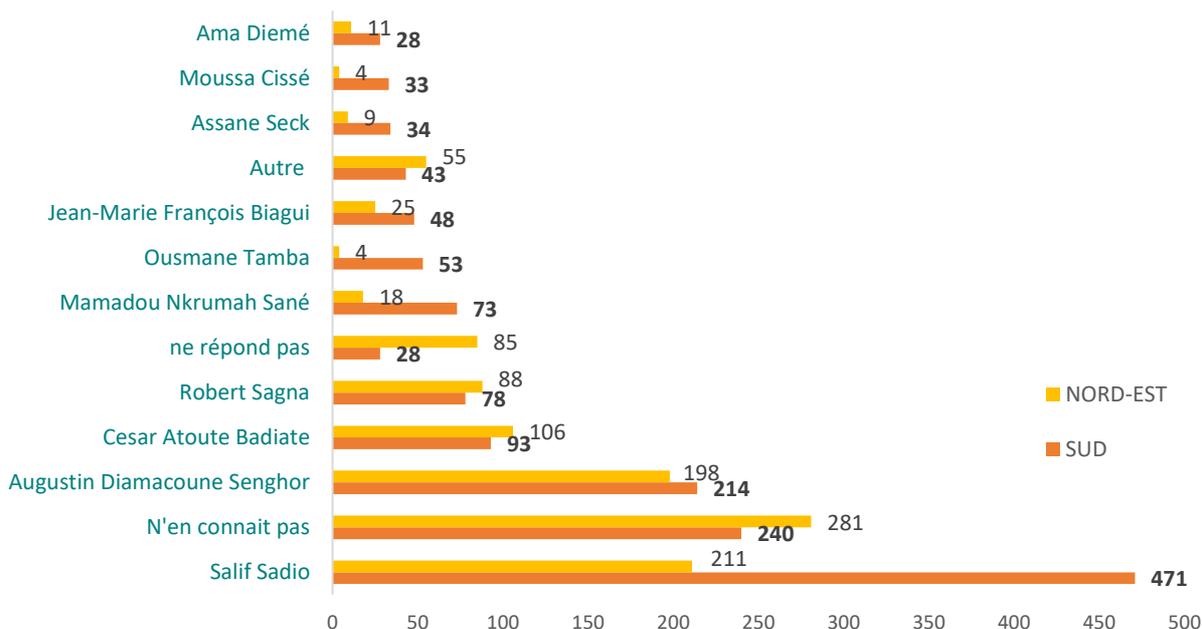


Figure 11. Répartition des réponses par rapport à la connaissance des leaders du MFDC par région

Cette série de tableaux qui suit est particulièrement intéressante parce qu'elle montre que c'est à Ziguinchor qu'on obtient le nombre le plus élevé de bonnes réponses comparativement aux autres villes enquêtées, et le nombre le moins élevé de réponses erronées et d'aveu d'ignorance.

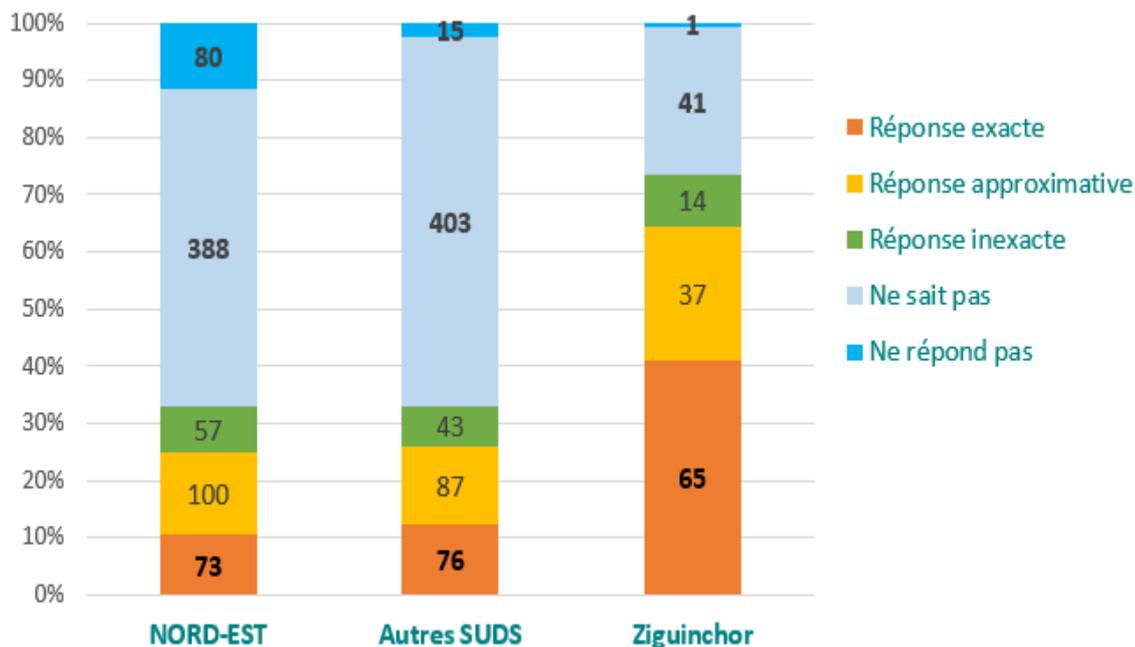


Figure 12. Réponses par rapport à l'année de commencement du conflit par région (bis : Ziguinchor)

Une comparaison entre Ziguinchor et Tambacounda dont les échantillons sont de taille similaire (158 et 146), montre que Ziguinchor a 3 fois plus de réponses exactes et 2,5 fois moins de « je ne sais pas ».

<i>En quelle année le conflit en Casamance a-t-il commencé</i>	Réponse Exacte	Réponse approximative	Réponse inexacte	NSP	NR
Ziguinchor	65	37	14	41	1
Tambacounda	17	8	19	101	1

Tableau 8. Réponses par rapport à l'année de commencement du conflit de Ziguinchor et Tambacounda

Par ailleurs, les réponses strictement exactes à propos de l'année de commencement du conflit sont toujours les plus nombreuses pour les deux premières générations ; la connaissance exacte décroît à partir de la deuxième génération.

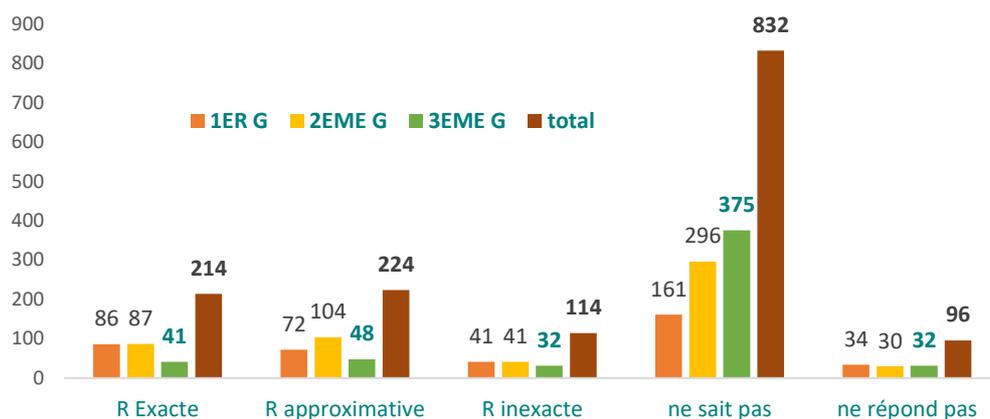


Figure 13. Répartition des réponses par rapport à l'année de commencement du conflit par génération

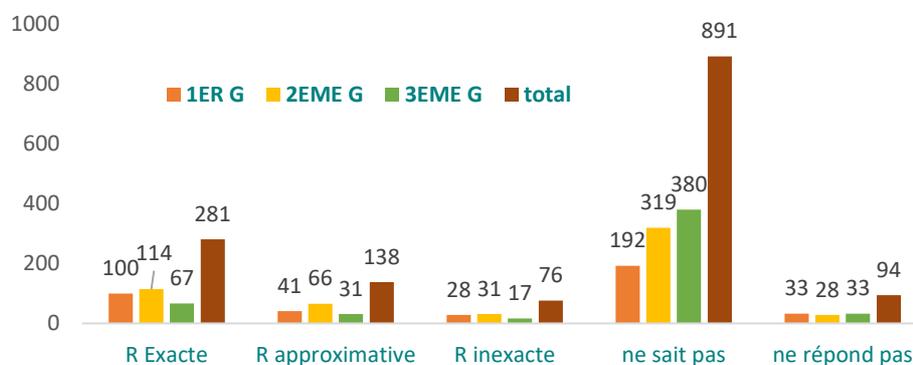


Figure 14. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par génération

Les deux premières générations connaissent davantage les leaders moins médiatiques du conflit comme Mamadou Nkrumah Sané ou Ousmane Tamba ou les anciens leaders disparus comme l'Abbé Diamacoune, personnalités quasiment inconnues chez les plus jeunes. La troisième génération affiche des taux de nsp 2,5 fois supérieurs à ceux de la première génération. C'est cette troisième génération qui, à plus de 45%, a désigné Robert Sagna comme quatrième personnalité la plus connue du MFDC devant Nkrumah Sané. C'est auprès des plus jeunes que les confusions entre médiateurs et leaders indépendantistes sont les plus fortes : le cas Robert Sagna est exemplaire car malgré sa longévité au sein de l'État du Sénégal (il a été Ministre, Maire de Ziguinchor, coordonnateur du Groupe de Réflexion pour la Paix en Casamance (GRPC), il est reconnu comme un des chefs de Atika.

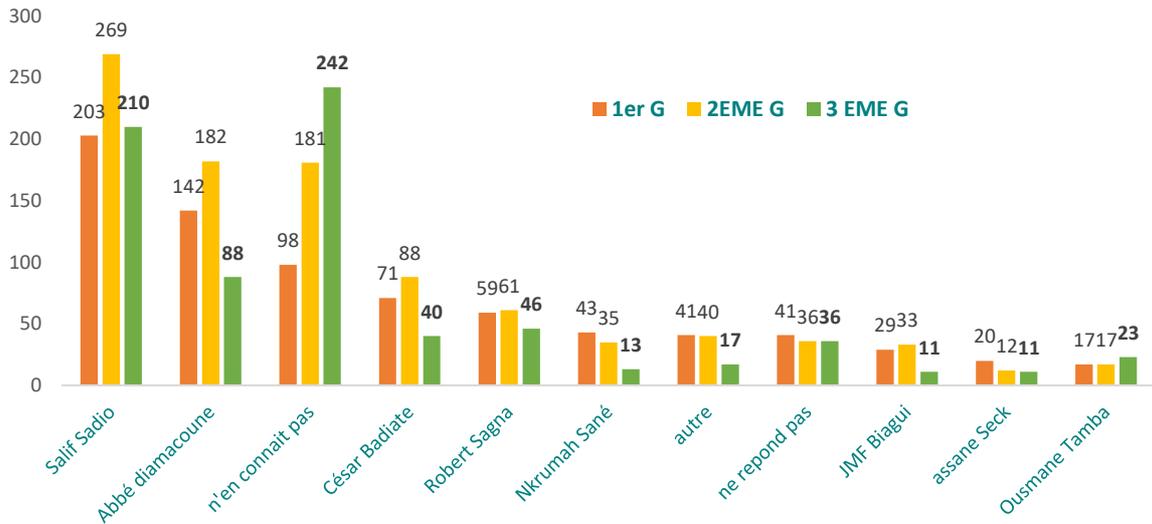


Figure 15. Connaissance des leaders du MFDC par génération

Enfin, cette connaissance est toujours plus marquée chez les hommes que chez les femmes, et plus chez les femmes de Ziguinchor comparativement aux autres femmes. Quelle que soit la question posée, les hommes donnent plus de réponses justes et approximatives. Les femmes sont surreprésentées dans la méconnaissance et les silences. Mais il s’agit majoritairement des femmes du Nord-Est. Les femmes de Ziguinchor ont tendance à répondre plus justement et davantage.

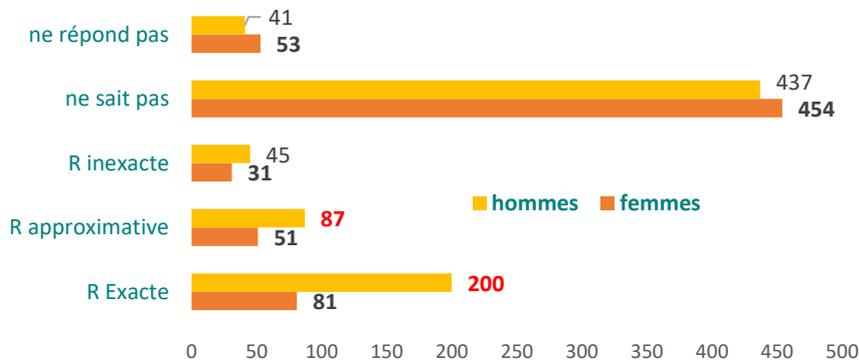


Figure 16. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par sexe

Quelle que soit la question posée, les femmes de Ziguinchor donnent plus de réponses justes que celles de Dakar, Saint-Louis ou Tambacounda. Une comparaison des femmes de Ziguinchor, du Nord et de Tambacounda pour la question de savoir « contre qui s’oppose le MFDC ? » révèle que les femmes de Ziguinchor sont à 64% de réponse justes contre 31% pour celles de Dakar-Saint-Louis et 19% pour celles de Tambacounda. Inversement les aveux d’ignorance et de non réponse sont nettement plus élevées chez les femmes du Nord et de l’Est. Alors que les groupes sont de taille comparable entre Ziguinchor et Tambacounda, leurs réponses sont incomparables.

Femmes de :	Réponse exacte	Réponse inexacte	nsp	nr	Total
<b>Ziguinchor</b>	48	13	14	0	75
<b>Tambacounda</b>	12	11	38	1	62
<b>Nord</b>	71	9	97	50	227

Tableau 9. Répartition des femmes selon la localité : Contre qui s'oppose le MFDC ?

On pourrait provisoirement conclure cette section en retenant que le séparatisme casamançais est un conflit largement méconnu dès que l'on quitte la région concernée. Les facteurs de risque qui accroissent cette ignorance sont le genre (les femmes en savent moins que les hommes) et l'âge (la 3<sup>ème</sup> génération en sait moins que les deux premières).

37 ans après sa survenue, le conflit en Casamance n'est donc pas totalement devenu une question nationale, sa démocratisation est encore inachevée alors même que sa publicisation et sa radicale prise en charge par la société civile permettraient d'affronter les véritables questions qu'il soulève : ses origines, les capacités infrastructurelles de l'État, les relations centre-périphérie, le modèle de construction nationale, etc...

C'est sans doute là, dans cet évitement collectif du conflit, totalement délégué sans aucun contrôle ni sanction aux gouvernants que se trouve une des raisons centrales de sa difficile résolution.

## SECTION 3.

### LES ATTITUDES FACE AU CONFLIT

Nous avons par la suite, accordé une attention soutenue aux perceptions, représentations et croyances relatives au conflit. Il s'agissait tout d'abord de comprendre les imaginaires à l'œuvre dans et derrière le conflit.

#### PERCEPTIONS DE LA REBELLION

Pour ce, nous avons posé les questions suivantes :

1. Pour vous, les rebelles sont principalement de quelle ethnie ?
2. Pour vous les rebelles sont principalement de quelle religion ?
3. A quelle situation correspond le conflit : guerre, paix, autre ?
4. Quelles sont selon vous, les deux principales causes de la rébellion ?

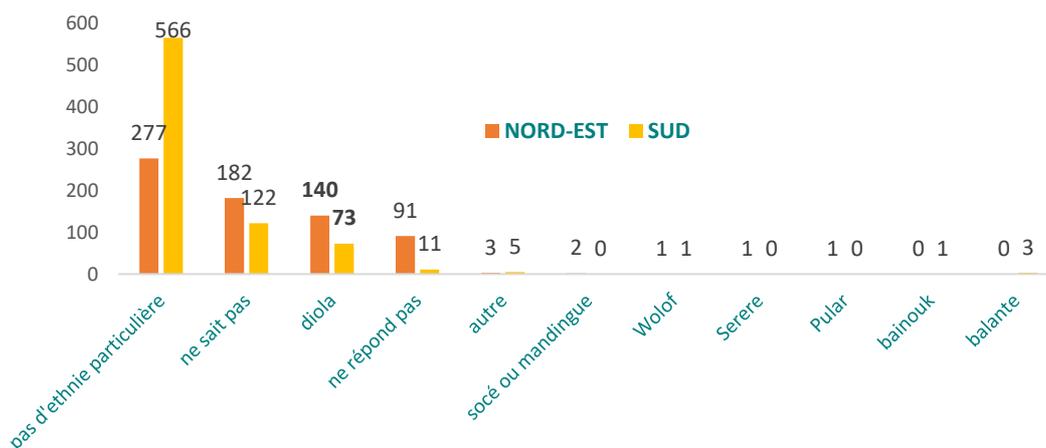


Figure 17. Identification ethnique de la rébellion par région

La réponse à la question des **identités ethniques** ou religieuses des rebelles montre que, d'une manière générale, le conflit n'est pas imaginé à travers les répertoires de l'ethnie ou de la religion. 57% de l'effectif considèrent que la rébellion n'est pas le fait d'une ethnie en particulier et si les Joólas sont la seule ethnie citée, c'est dans des proportions finalement relativement modestes (14,4% des personnes interrogées).

Il est vrai que dans les premières phases du conflit, celui-ci avait une dimension pluriethnique, et on retrouvait dans les réunions préparatoires du stade de Néma et de Diabir aussi bien des Joólas que des Mandingues, des Peuls, des Manjacks ou des Mancagnes. Dans cette séquence du conflit, les récits voudraient qu'il y ait eu une division du travail de la contestation basée sur les avantages comparatifs des différentes ethnies présentes en Casamance. En raison de leur assignation à la fonction militaire, les Joólas ont gagné une visibilité de premier plan : c'est un Joóla, Sidy Badji qui met en place Atika, la branche armée du MFDC à partir de 1984. Mais d'une manière générale, c'est de la rencontre entre l'élite nationaliste joóla autochtone (réunie d'une part autour du Casa Sport ; et d'autre part autour des théories de l'Abbé

Diamacoune) et diasporique (à partir de *Esukolal*, association de casamançais basée à Paris dirigée par Mamadou Nkrumah Sané et Mamadou Mauria Sadio), qu'est venue non seulement la revendication indépendantiste mais aussi son pilotage idéologique et symbolique : tous les chefs de la rébellion, aile politique ou militaire, sont des Joólas ou affiliés, tous les référents culturels mobilisés sont ceux du monde joóla, la langue même de la rébellion est le joóla (Atika, Kelumak, Esukolal).

Cette réalité, l'armée et les médias vont la renforcer et la durcir en faisant de chaque Joóla, de tous les Joólas donc, un rebelle actif ou en puissance. Cette essentialisation génère un réductionnisme qui identifie le Joóla à la Casamance, vaste zone pluriethnique pourtant, et le Joóla à la rébellion, ce qui est évidemment une outrancière simplification. Des villages entiers en effet se sont levés contre la rébellion et les individus, même malgré les dangers et souvent au prix de leurs vies, n'ont jamais manqué de dire leur opposition à la demande indépendantiste, y compris déjà au sein de *Esukolal*. Mieux encore, la présence des Joólas au sein de l'armée en général et dans les opérations en Casamance est particulièrement importante : il y a donc des Joólas des deux côtés du conflit, des deux côtés des belligérants.

De même, les personnes enquêtées n'accroient pas de religion particulière à la rébellion. Ces résultats sont d'autant plus intéressants que le premier et très médiatique secrétaire général du MFDC jusqu'à sa mort en 2007, son principal théoricien, son porte-parole était un homme d'Église. Pourtant le conflit n'a jamais pris de coloration confessionnelle ; l'Église ayant pris grand soin de s'en désolidariser pour jouer un rôle de médiateur. Les référents de l'Abbé Diamacoune par ailleurs célébraient davantage l'authenticité joóla et ses vertus ancestrales inconnues des « Sénégalais » selon lui. Dans le maquis, chrétiens, musulmans et adeptes de la religion traditionnelle se côtoient, et pour ce qu'on en sait, le motif religieux n'est jamais à l'origine des divisions internes.

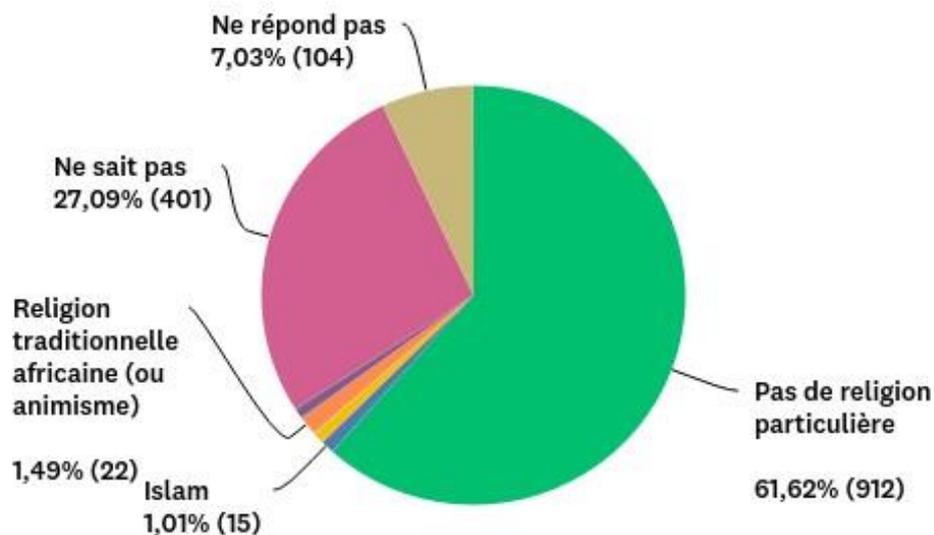


Figure 18. Identification religieuse de la rébellion

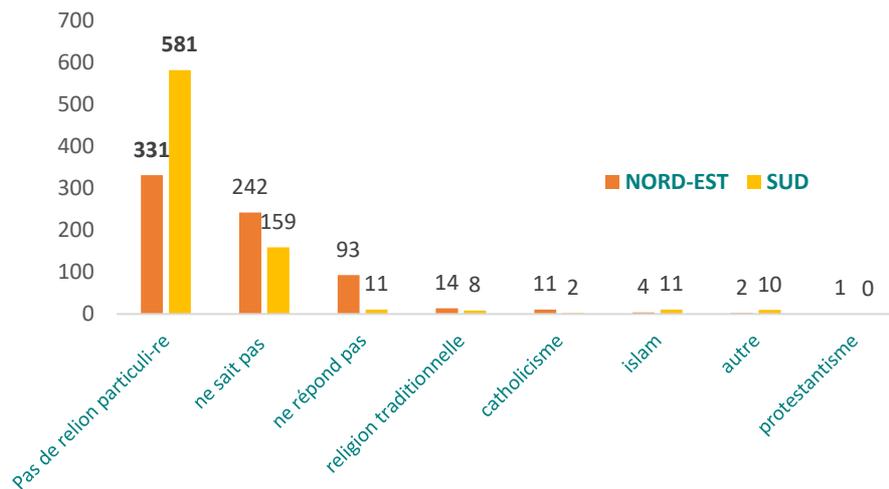


Figure 19. Identification religieuse de la rébellion par région

En revanche, **le religieux** et le sacré traditionnels jouent un rôle extrêmement important dans le déroulement du conflit. Si nous nous limitons uniquement à ses fonctions symboliques, l’une des explications récurrentes de la longévité et de l’insolubilité du conflit s’appuie sur le récit d’un pacte qui aurait été noué au début de la rébellion avec un fétiche spécialement implanté pour lier les parties prenantes au séparatisme : le fétiche de Diabir soutiendrait la guerre et punirait toute défection avant la victoire finale ainsi que toute trahison.

D’autres pactes du même genre, dont le nombre est inconnu, auraient été noués pour des raisons similaires et/ou pour protéger les combattants, aussi bien par des hommes que par des femmes. Dès lors, aucune sortie du conflit ne serait envisageable tant que ces pactes n’auront pas été convenablement dénoués, c’est-à-dire avec des initié·e·s reconnu·e·s pour ce faire. L’efficacité de ces croyances chez les combattants et au sein de la société joóla, permet d’expliquer le tournant traditionnel des formes de résolution du conflit.

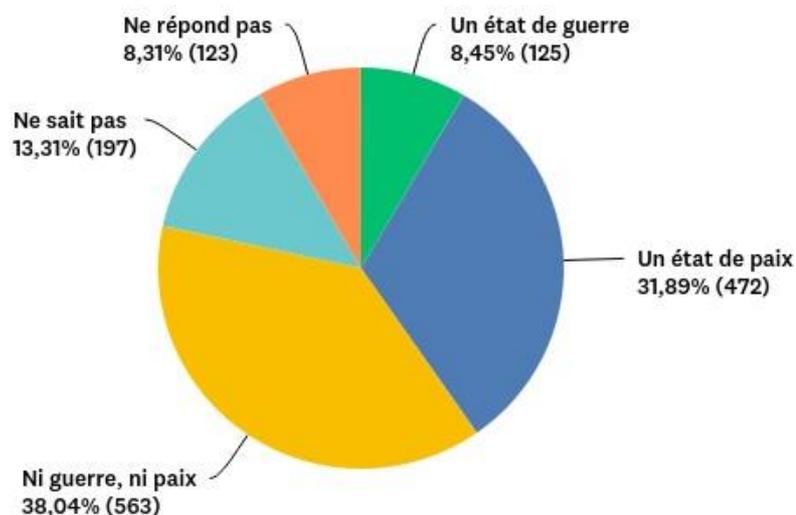


Figure 20. Situation actuelle en Casamance

Quant aux représentations que les enquêté-e-s se font sur **la situation en cours en Casamance**, pour la majorité (38,04%), elle correspond à une situation caractérisée par l’ambiguïté : celle de « ni guerre ni paix ». Cette incertitude – celle de plus de 51,35% de la population enquêtée – qui se manifeste par la propension à définir par la négative « ni...ni » ou « nsp » illustre la complexité d’un conflit à propos duquel on ne peut dire ni qu’il est actif, ni qu’il est terminé. Ce conflit dont les longues phases de sommeil peuvent faire croire qu’il est éteint (31,89% pensent être en état de paix), connaît pourtant encore d’épisodiques éruptions et un état d’exception (check points, présence importante de militaires, etc...) qui font que 8,45% qualifient la situation actuelle d’état de guerre.

C’est dans le Sud, hors Ziguinchor, que l’on considère davantage qu’on est en situation de guerre. La zone Nord considère davantage que la situation correspond à un état de paix.

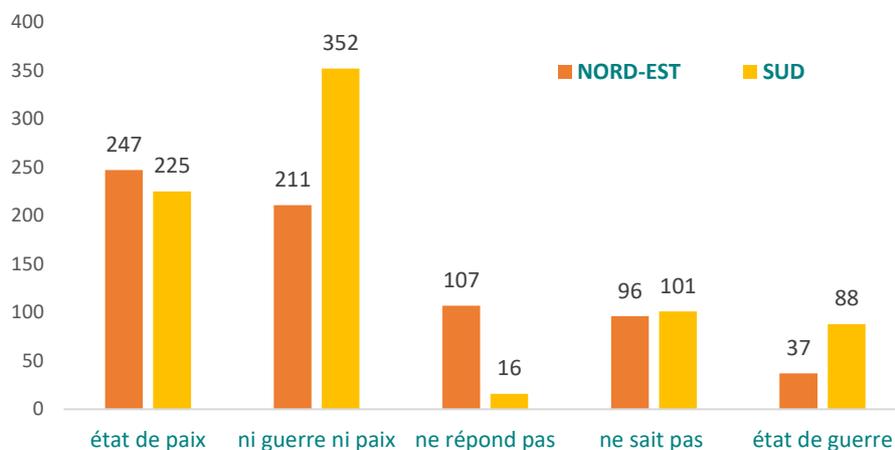


Figure 21. Situation actuelle en Casamance par région

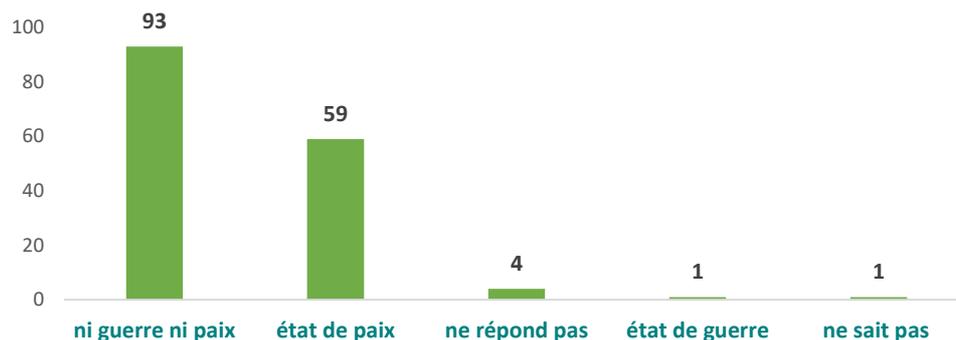


Figure 22. Situation actuelle en Casamance à Ziguinchor

La désagrégation par génération montre une grande convergence dans les réponses : toutes générations confondues, le sentiment le plus partagé est celui de « Ni guerre, ni paix ». Il faut relever que la troisième génération est celle qui considère le plus que la situation actuelle est celle d’une guerre (12% contre 6% pour la première génération et 7% pour la seconde).

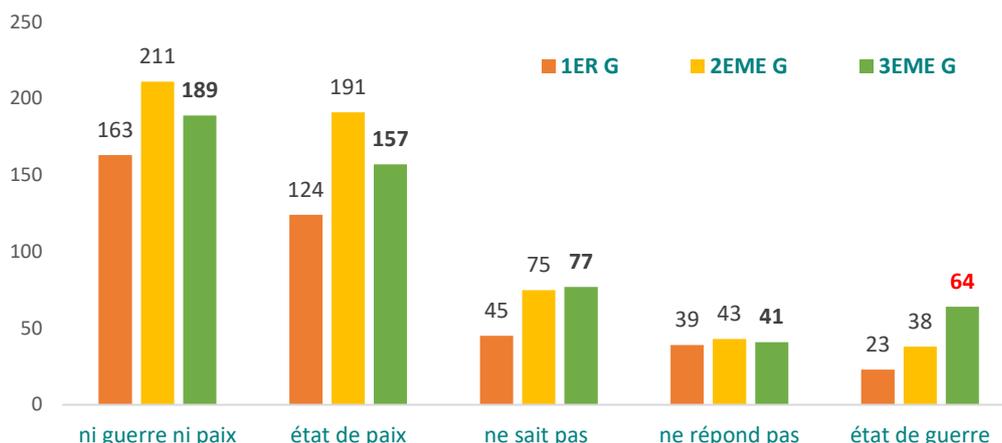


Figure 23. Situation actuelle en Casamance par génération

La désagrégation par sexe montre cette fois-ci un désalignement dans les positions : l’opinion dominante chez les femmes est qu’on est davantage dans un état de paix alors que les hommes se situent de manière très claire dans le ni guerre ni paix.

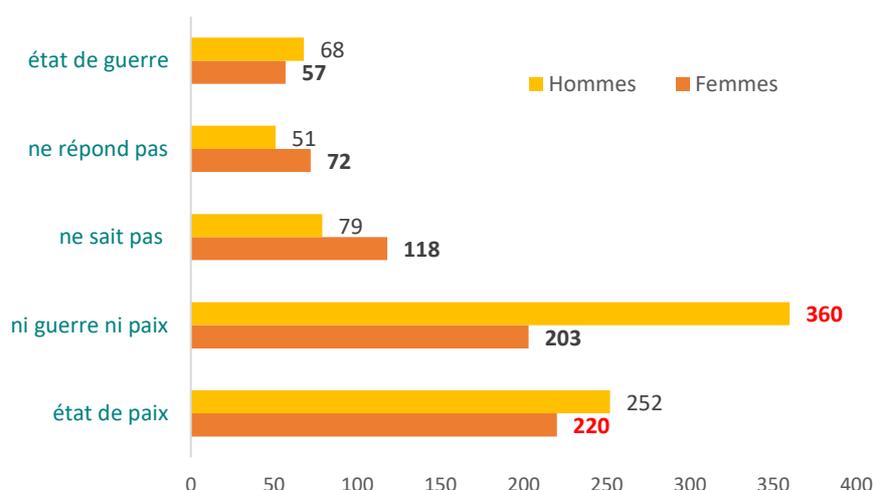


Figure 24. Situation actuelle en Casamance par sexe

C’est donc cette configuration complexe, celle du *statu quo*, de l’incertitude et de l’ambivalence, que les chercheurs doivent décrypter dans son expression quotidienne, ses enjeux et ses conséquences. Quelles vies, quels rapports aux autres et aux institutions mènent-on quand ce n’est ni la guerre ni la paix ?

### DES ORIGINES DU CONFLIT

En revanche, les différences de perceptions sont importantes entre le Nord-Est et le Sud quand il s’agit d’identifier **les causes de la rébellion**.

Quand on leur demande de donner deux causes principales de l’entrée en rébellion du MFDC, la première réponse de la zone Nord-Est est « je ne sais pas » (37%) suivie de la répression de la demande indépendantiste (26,5%) puis du sentiment général d’injustice (13%).

Les enquêté-e-s de la zone Sud donnent la priorité à la répression de la demande indépendantiste – qui obtient plus du double des réponses (58%) comparativement au Nord-Est. Alors que l’exploitation et le pillage des ressources est la seconde principale raison de la rébellion pour le Sud, ce motif apparait seulement à la 7<sup>ème</sup> position pour le Nord-Est. De même, le manque de considération des représentants de l’État est la quatrième cause la plus citée dans le Sud ; ce motif vient en 6<sup>ème</sup> position pour les enquêté-e-s du Nord-Est.

La spoliation foncière (9%) et la répression de la marche du 26 décembre 1982 (7,5%) sont des raisons modérément importantes pour le Sud ; elles sont sous-représentées dans les réponses du Nord-Est (respectivement 3,5% et 0,7%). Inversement les raisons culturelles qui sont tout à fait mineures dans le déclenchement du conflit pour les enquêté-e-s du Sud (10) sont quatre fois plus citées par les habitants du Nord-Est (43).

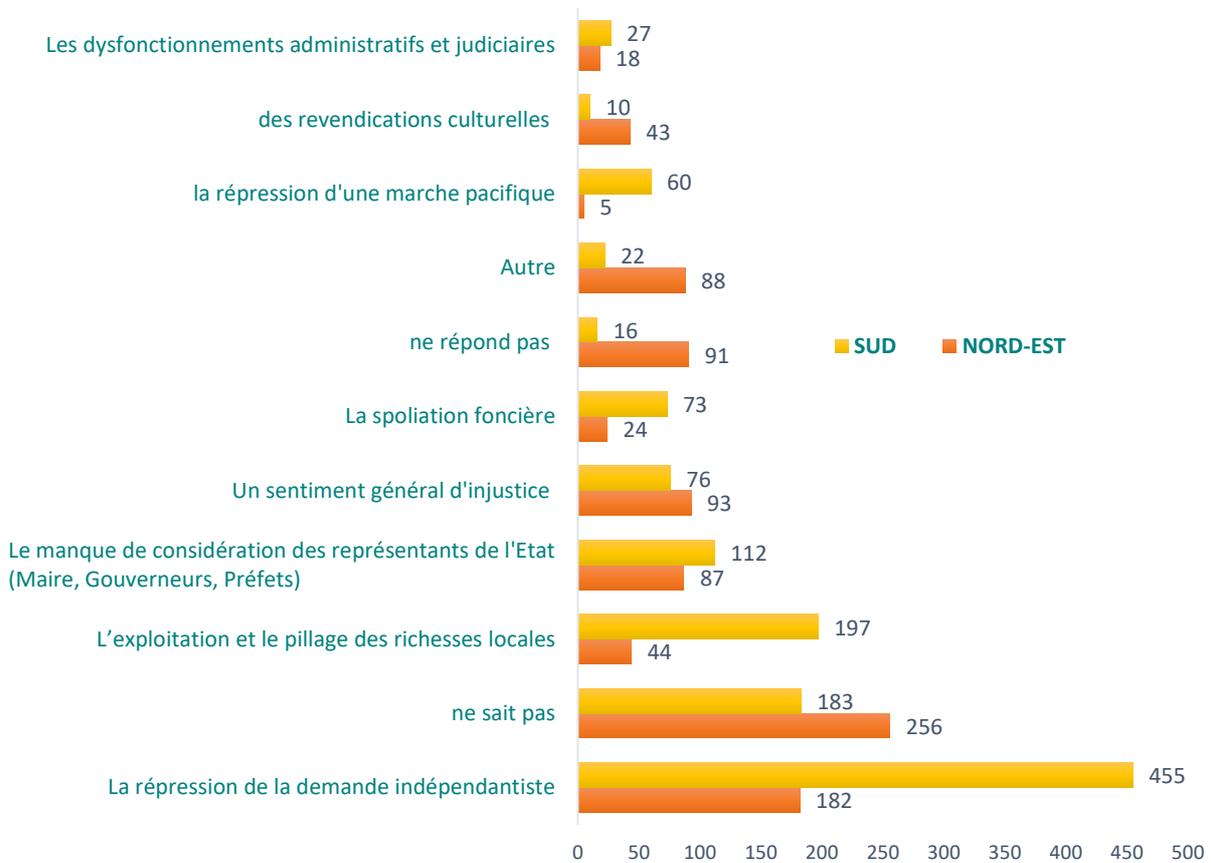


Figure 25. Les principales causes de la rébellion selon les zones

L’analyse des réponses de Ziguinchor permet de montrer que trois problèmes sont identifiés dans des proportions identiques comme sources du conflit :

- le manque de considération des représentants de l’État,
- la répression armée de la demande indépendantiste
- et l’exploitation et le pillage des richesses locales.

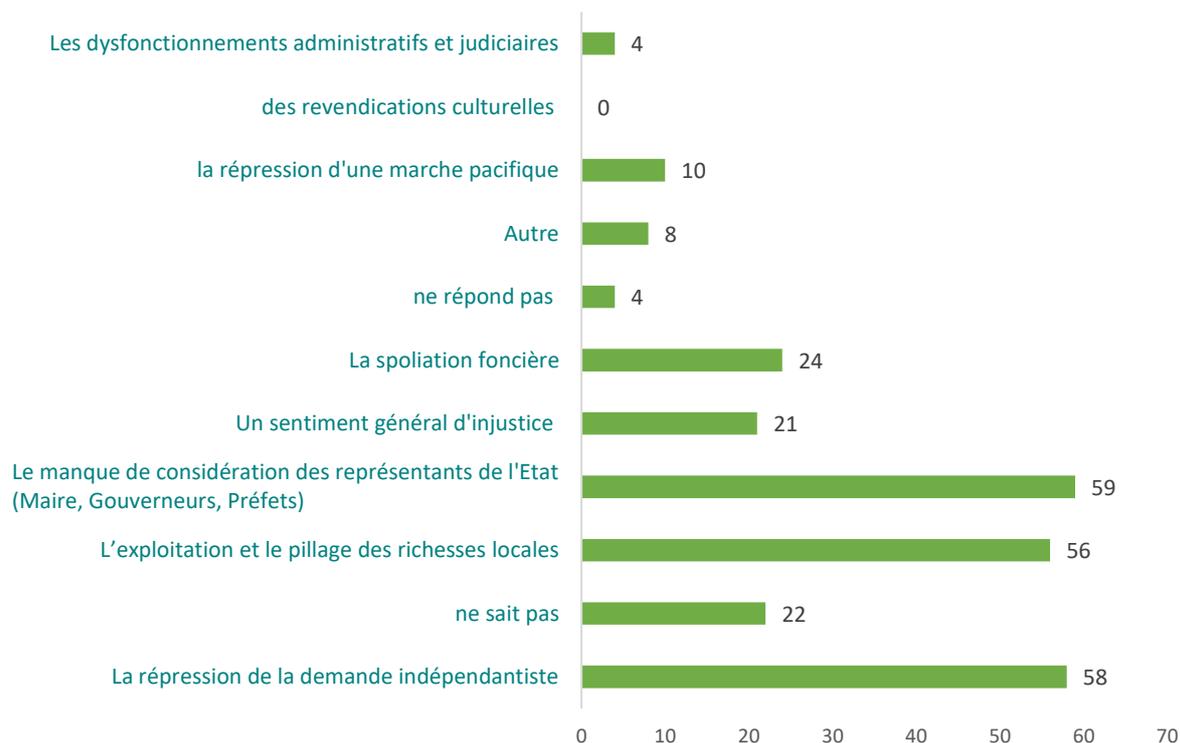


Figure 26. Les principales causes de la rébellion selon les habitants de Ziguinchor

Au-delà du décalage significatif des représentations sur les origines du maquis, il est à noter un point de convergence fort : toutes zones confondues, la première raison de l'entrée en rébellion est politique, et n'est que très secondairement économique et de manière encore plus marginale culturelle. La répression par l'État de la demande indépendantiste est pour 43% des enquêté-e-s à l'origine de la radicalisation du mouvement qui, au départ, n'avait pas nécessairement pris une option violente (voir tract du MFDC<sup>20</sup> et le témoignage de Sidy Badji, le fondateur d'Atika). Il semble que l'incapacité de l'État à gérer les divergences précipite la plupart des contestations non armées vers la guerre interne en donnant davantage de matière et de consistance aux griefs. Le même phénomène a été observé pour Boko Haram par exemple<sup>21</sup>. La guérilla est advenue non pas tant à cause des raisons objectives et subjectives qui sont aujourd'hui bien documentées<sup>22</sup>, mais parce que la voix des gens qui disaient des choses à propos de ces éléments objectifs et subjectifs a été réduite au silence, a été tenue en échec et réprimée. La cristallisation des nombreux griefs – y compris la demande séparatiste ultra minoritaire – en violence armée n'était pas inéluctable au commencement, et n'était qu'une potentialité qui s'est réalisée, éliminant *de facto* les autres possibilités. Si elle l'est devenue, c'est parce que les conditions du dialogue véritable, à savoir parler, être écouté, recevoir une réponse, continuer la dispute sans basculer dans la violence physique n'ont pas

<sup>20</sup> Tract indépendantiste distribué à Dakar et en Casamance, décembre 1982 : « [...] Les choses étant ce qu'elles sont Peuple de Casamance, prends tes responsabilités. Prends immédiatement en main tes propres destinées. Mais fais-le très démocratiquement car tu as le droit pour toi. Fais-le sans violence mais avec détermination ».

<sup>21</sup> « La frustration grandissante quant au *statu quo*, en particulier parmi les jeunes, semble avoir renforcé l'insurrection de Boko Haram. En ce sens, davantage de débat ouvert et de critique de la doctrine Boko Haram plutôt que sa suppression aurait pu aider » (Higazi, 2013).

<sup>22</sup> Voir catalogue du conflit ([www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com)) et notamment : Oumar Diatta, René Capain Bassene, Marut, Foucher, Manga, Tavares, le collectif Gorée Institute...

été institutionnalisées. C'est là sans aucun doute l'une des marques de la faillite du politique en Afrique et dans le monde contemporain. La (re)découverte de la valeur de la parole d'autrui se présente dès lors comme le signe de sortie de la catastrophe.

Il faut sans doute dire quelques mots de cette répression, de sa nature et surtout de son ampleur pour comprendre la corrélation ainsi établie par les personnes interrogées. La répression commence en réalité, avant même la marche du 26 décembre 1982. Dès que l'État a vent de ce qui se prépare (à partir des rencontres de Diabir), une vague d'arrestations a lieu : Nkrumah Sané, Mamadou Mauria Sadio et l'Abbé Diamacoune entre autres suspects<sup>23</sup> sont arrêtés respectivement le 20 et le 23 décembre 1982. En représailles à la condamnation à cinq ans de prison ferme de neuf prévenus dont l'Abbé et Nkrumah, ont lieu les tragiques événements du 18 décembre 1983 qui vont marquer le basculement irréversible dans la guerre. La répression dès lors s'intensifie.

« Elle vise les rebelles, mais c'est toute la population de Basse Casamance qui est touchée : tout Joóla et assimilé est perçu par les forces de l'ordre comme un rebelle en puissance. Les arrestations se comptent par centaines. Loin de se limiter à la région, elles touchent la diaspora casamançaise de Dakar, jusque dans l'entourage de la présidence. Personne n'est à l'abri, pas même les cadres casamançais du parti au pouvoir, soupçonnés, mis sur écoutes, arrêtés. La rébellion fournit un alibi à des règlements de comptes privés, mais aussi à des règlements de comptes politiques : suspectés de connivences avec les indépendantistes, de nombreux militants ou sympathisants du PDS sont ainsi arrêtés sans preuves, sur simple dénonciation. Ces arrestations font le lit du MFDC [...]. S'y ajoutent les exactions des forces de l'ordre à l'encontre des populations civiles comme des combattants. Ces pratiques existent depuis le début du conflit, où humiliations et sévices infligés aux prisonniers, notamment aux femmes, sont monnaie courante. [...] Au lieu de venir à bout de la rébellion, cette répression ne fait que la renforcer, lui apportant de nouvelles recrues et de nouvelles motivations. Arrestations, humiliations, tortures, disparitions sont autant de raisons de se venger, que ce soit en soutenant le maquis ou en le rejoignant » (Marut, 2010 : 116).

Cette dans cette répression généralisée et disproportionnée, disent les personnes interrogées, qu'il faut chercher la vraie naissance du maquis et d'Atika. C'est la répression aveugle qui incite des hommes traqués à rester cachés dans la forêt et à apprendre à y survivre, transformant ainsi une bande de révoltés en combattants et une émeute en guérilla.

Mis à part les jnsp et les non réponses dans lesquelles elles sont toujours plus nombreuses, il y a sur cette sur cette question un alignement assez impressionnant des réponses des hommes et des femmes : 45,50 % des hommes mettent la répression en première réponse ; ce taux est de 40% pour les femmes. Dans certaines réponses apparait un quasi doublement chez les hommes qui semblent plus sensibles au manque de considération des représentants de l'État (16% chez les hommes contre 10% chez les femmes), au sentiment général d'injustice (13,5% chez les hommes contre 9% chez les femmes) et insistent davantage sur la dimension culturelle de la revendication (5% chez les hommes contre 2% chez les femmes).

<sup>23</sup> Ils seront une dizaine environ dont une partie arrêtée à Dakar.

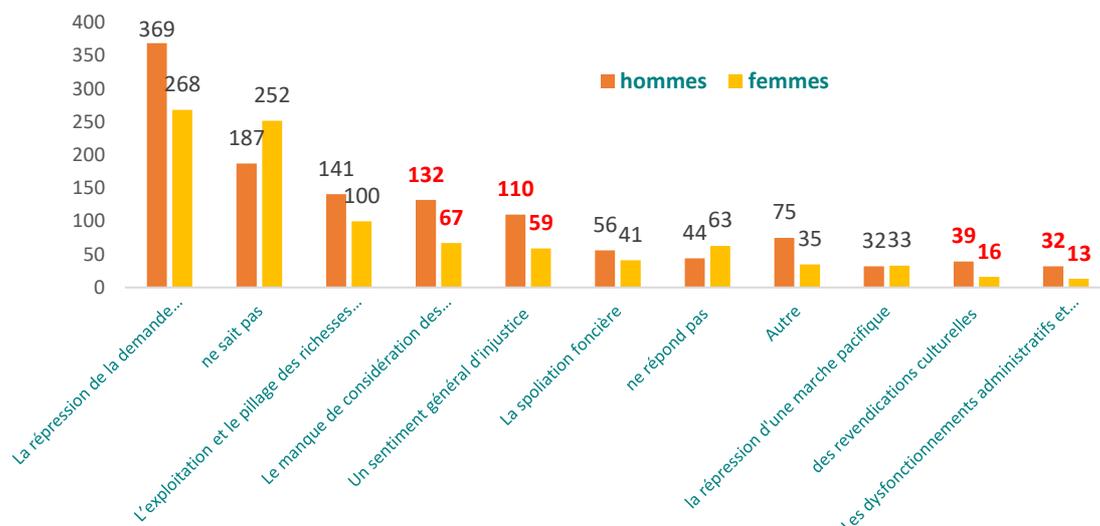


Figure 27. Les principales causes de la rébellion selon le sexe

Mais si nous comparons les réponses des femmes entre elles, de très grandes différences s'affichent : les femmes du Nord sont celles qui répondent massivement qu'elles ne savent pas et qui ne se prononcent pas (53,5%). Les femmes de Ziguinchor en revanche ont les niveaux de méconnaissance et de non-réponse les plus bas (17 contre 43 pour celles de l'Est). La répression de la demande indépendantiste, l'exploitation et le pillage des ressources économiques et le manque de considération représentent, chez les femmes, 51% les raisons principales du conflit.

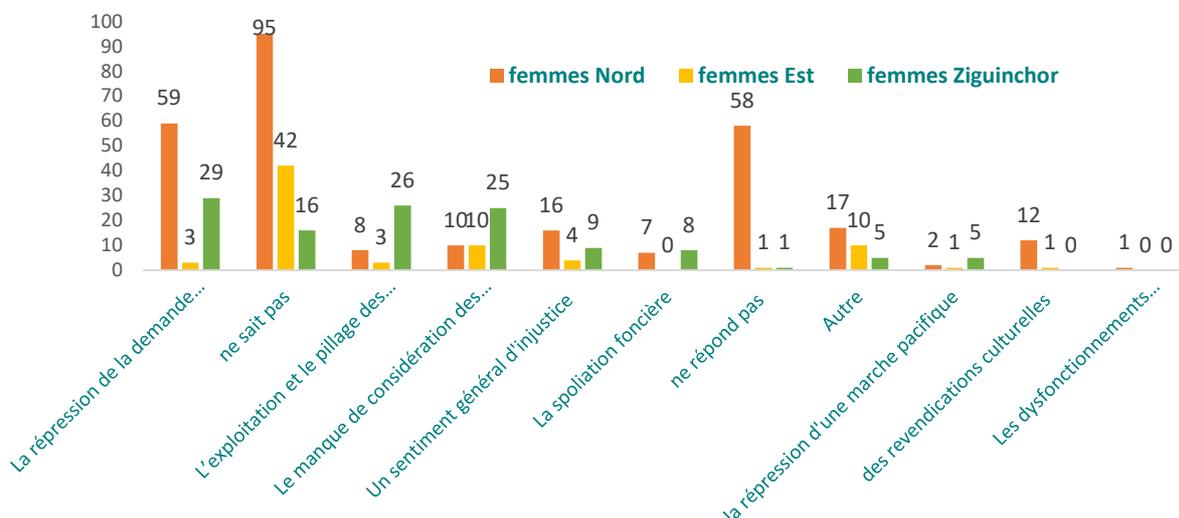


Figure 28. Les principales causes de la rébellion selon les femmes par zone

Si nous comparons maintenant les hommes entre eux, on se rend compte que les mêmes régularités que chez les femmes s'observent. Ici aussi le contraste est grand dans les perceptions quant à l'origine du conflit selon la position géographique. Il est intéressant de remarquer que pour les hommes du Sud interrogés, le triptyque de la rébellion est le manque de considération, l'exploitation des ressources naturelles et la répression de la demande indépendantiste (cause classée en premier par les hommes au Nord).

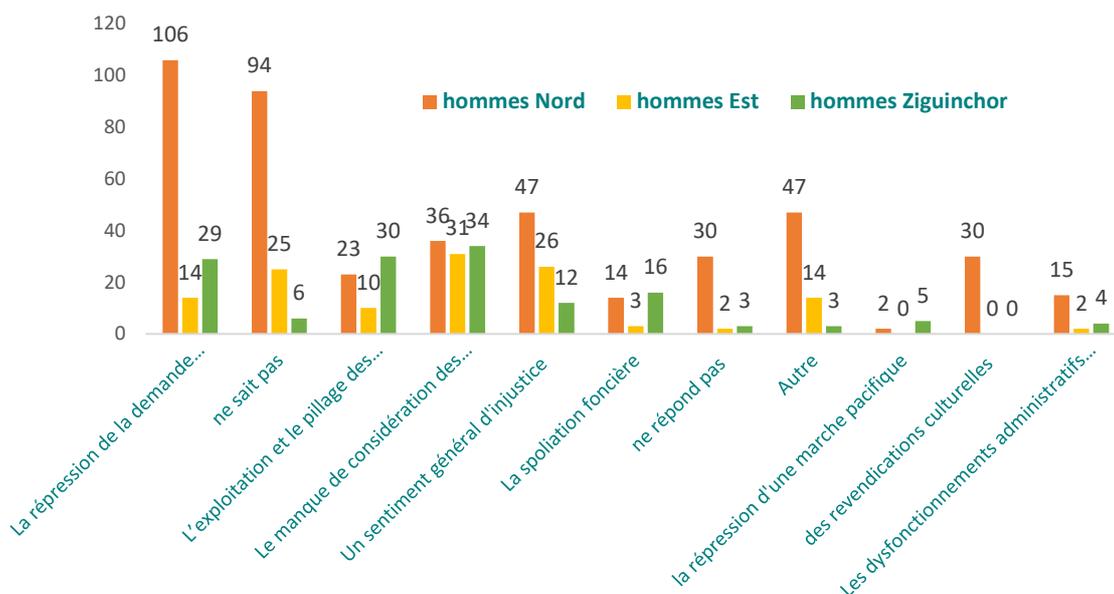


Figure 29. Les principales causes de la rébellion selon les hommes par zone

De ce point de vue, les analyses du sociologue britannique Michael Mann peuvent s’avérer utiles. Mann distingue en effet deux formes de pouvoir d’État, le pouvoir « despotique » des élites de l’État (ou pouvoir sur), et le pouvoir d’État appelé « pouvoir infrastructurel » (ou pouvoir de). Ces deux dimensions se combinent selon Mann, ce qui lui permet de distinguer ce qui nous intéresse ici, à savoir des formes bureaucratiques, impériales ou autoritaires (fort pouvoir despotique et faible pouvoir infrastructurel). Appliqué à la situation casamançaise – et par extension sénégalaise –, nous voyons un État fort sur la dimension despotique (les élites notamment administratives ont beaucoup de pouvoir sur la société), et faible sur sa dimension infrastructurelle (peu de politiques publiques qui lorsqu’elles existent, sont peu efficaces et inclusives). De là, un État avec une faible légitimité<sup>24</sup>.

La seconde chose qui apparaît très clairement est que l’item « revendications culturelles et religieuses » est toujours la réponse d’hommes et de femmes qui sont situés hors de la zone Sud et de Ziguinchor en particulier. Aucune femme et aucun homme de cette localité ne donne cette raison comme source du conflit. Ces réponses viennent en appui aux auteurs qui considèrent que le conflit est éminemment politique : il mobilise des questions de reconnaissance d’une souveraineté politique et de justice économique. A la question : quelle est la principale revendication du MFDC ? La réponse largement majoritaire est en effet celle-ci : l’indépendance politique/l’autonomie à 65%-67%, suivie de très loin par celle d’une plus grande justice économique et sociale (2%). Là aussi, les réponses liées à la reconnaissance culturelle sont quasi nulles.

<sup>24</sup> La question qui peut être posée est celle de savoir si depuis l’émergence du conflit, on a assisté à des réformes « comportementales » radicales de l’administration et de l’État pour passer d’un État bureaucratique autoritaire à un État plus respectueux de ses citoyen-ne-s. Rien n’est moins sûr...

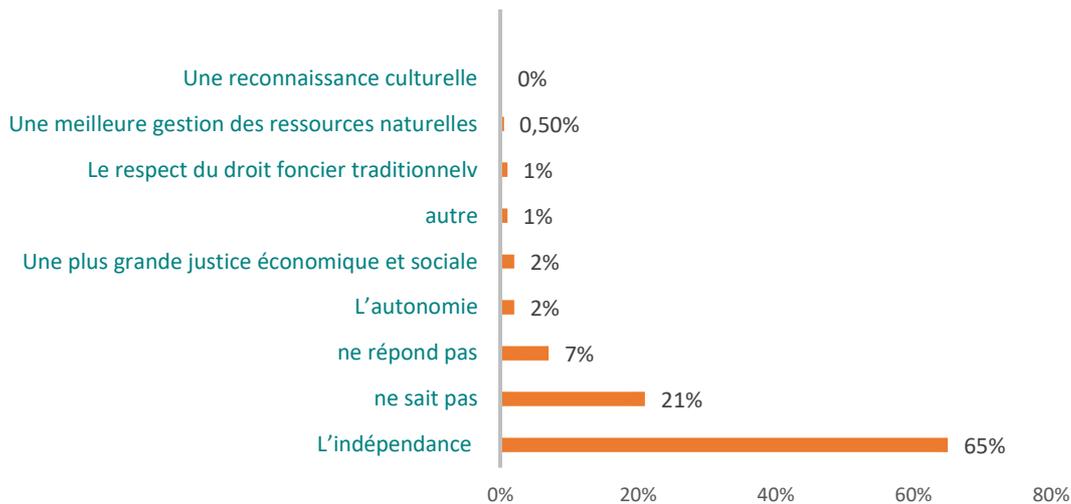


Figure 30. La principale revendication du MFDC selon les enquêté-e-s

Désagrégeons maintenant cette réponse par zone : la quasi-totalité des répondants de Ziguinchor, soit 81% répondent par « l'indépendance et l'autonomie » suivie de très loin par « la justice sociale ». Dans cette localité, les items « demande de reconnaissance culturelle » et « respect du droit foncier traditionnel » ne reçoivent aucune approbation.

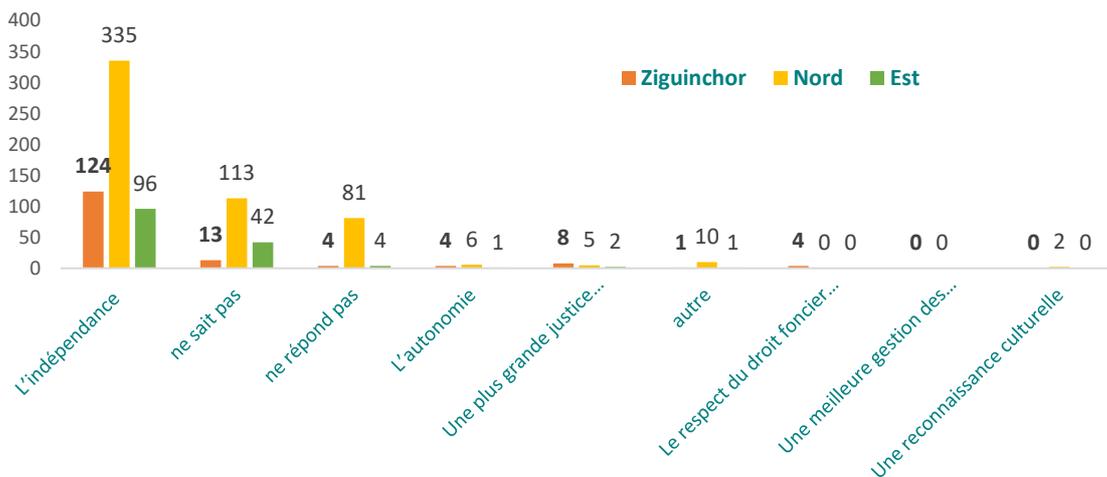


Figure 31. La principale revendication du MFDC par zone

Si tout le monde considère que la principale demande des combattants est celle de l'indépendance, quelle est la légitimité de celle-ci selon les générations, les géographies et le genre ?

Précisons d'abord qu'ici les niveaux de « je ne sais pas » et de personnes qui ne se prononcent pas sont particulièrement élevés (35,6%) notamment dans l'Est (52%) et le Nord (35,7%). Sur les 64.4 % de l'effectif qui répondent, 76% considèrent que la revendication n'est pas légitime (soit 49% de l'effectif global).

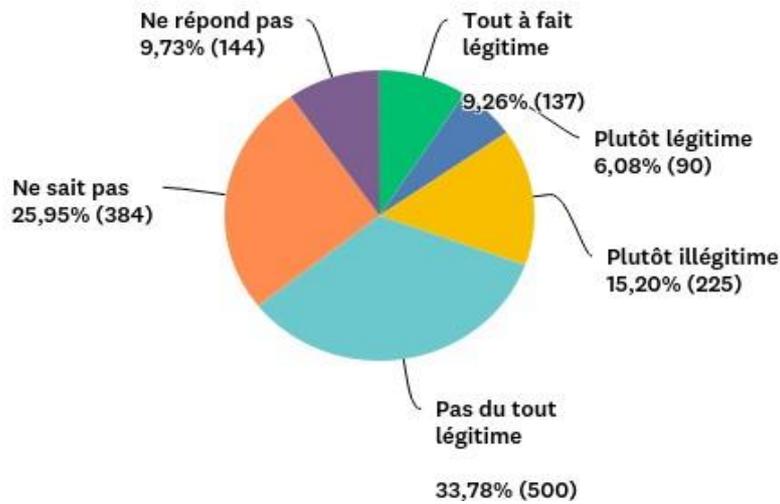


Figure 32. La légitimité de la revendication indépendantiste

Ceux qui considèrent que la demande indépendantiste est « plutôt illégitime » et « pas du tout légitime » représentent 60% des personnes enquêtées du Nord, contre moins de 5% qui pensent le contraire. Ils sont 42% *versus* 6% dans l’Est mais les taux se rapprochent beaucoup plus dans le Sud global (43% *versus* 24,5%). On doit faire une lecture prudente des taux plutôt élevés dans le Sud car ce n’est pas parce qu’on trouve une revendication légitime qu’on y est favorable. On peut être parfaitement d’accord avec les revendications des femmes sans être soi-même féministe, c’est-à-dire sans rajouter des éléments de militantisme à l’adhésion intellectuelle. On peut en effet être favorable à une idée sans pourtant approuver sa mise en acte.

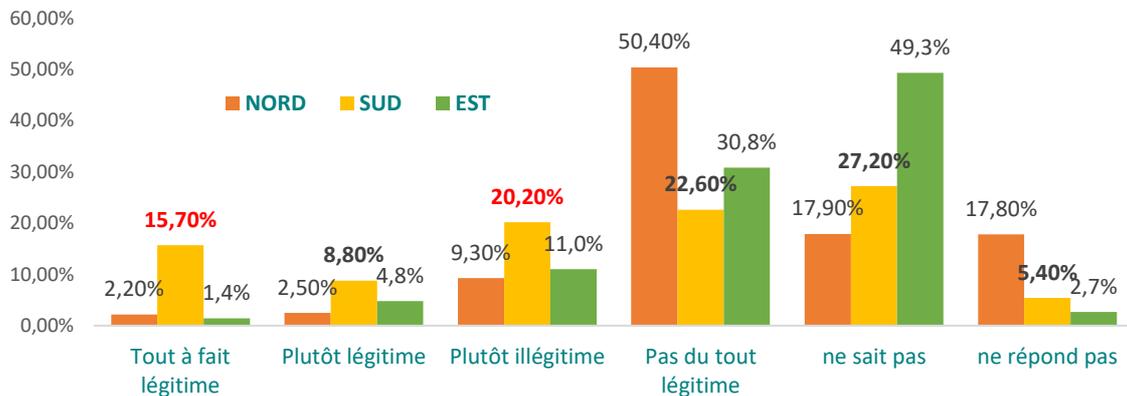


Figure 33. La légitimité de la revendication indépendantiste par zone

A Ziguinchor en particulier, 33% des personnes interrogées pensent que la revendication est légitime (43% des hommes contre 21% des femmes). C’est exactement la même proportion 32,3% qui donnent une fin de non-recevoir à la demande indépendantiste (32,5% des hommes contre 32% des femmes). On le voit donc, dans la zone épicertrique, la population est très également partagée mais les femmes sont plus nombreuses à rejeter la revendication d’indépendance. On comprend mieux alors que le combat pour la paix soit en très grande partie portée par des organisations féminines.

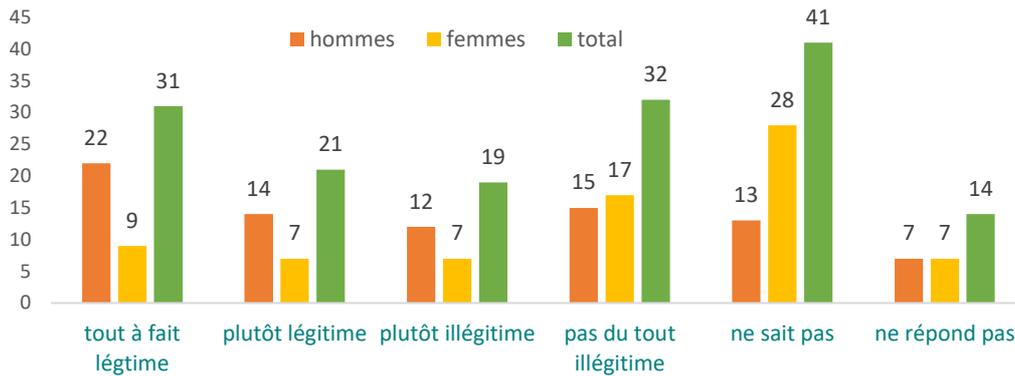


Figure 34. La légitimité de la revendication indépendantiste à Ziguinchor par sexe

Ces résultats questionnent en partie l’analyse de nombreux chercheurs qui mettent l’accent sur le processus de désaffection progressive que le conflit a suscité chez des populations qui lui étaient pourtant sympathiques dans ses premières heures. La politique de l’équilibre de la terreur vis-à-vis de l’armée – induisant les meurtres de ceux qui étaient considérés par les rebelles comme des traîtres voire parfois simplement des Nordistes – les brutalités ignominieuses, les viols, les braquages contre les civils, l’impôt de guerre, les recensements forcés de maquisards, les menaces de représailles, les vols de bétail, le minage des villages etc... Toutes ces violences et injustices ont durablement creusé une fracture qui s’est agrandie entre la rébellion et les populations qu’elle était censées libérer.

Ces chiffres obtenus à Ziguinchor reflètent-ils cette baisse ou au contraire un renouveau de la demande indépendantiste, au vu des derniers évènements (mobilisation contre le zircon, la tragédie de Boffa, les assemblées de Salif Sadio etc.) ? En l’absence d’éléments de comparaison (les taux de légitimité au début de la rébellion), il est très difficile de trancher en toute rigueur. On peut toutefois considérer comme un indice de taille les résultats de l’analyse générationnelle. Celle-ci montre en effet que c’est la troisième génération (celle qui connaît le moins le conflit) affiche les niveaux les plus élevés de reconnaissance de légitimité (16,25% contre 15,75% pour la première génération et 14% pour la deuxième). De même, c’est cette génération qui attribue les taux les plus « faibles » d’illégitimité : 42,5% contre 51,25% pour la première génération et 53,5% pour la seconde génération, soit plus ou moins de 10 points de différence. Pour ceux qui seraient tentés de miser sur la disparition de la vieille garde indépendantiste pour espérer que le conflit meure de « sa belle mort », il y a là certainement matière à réflexion.

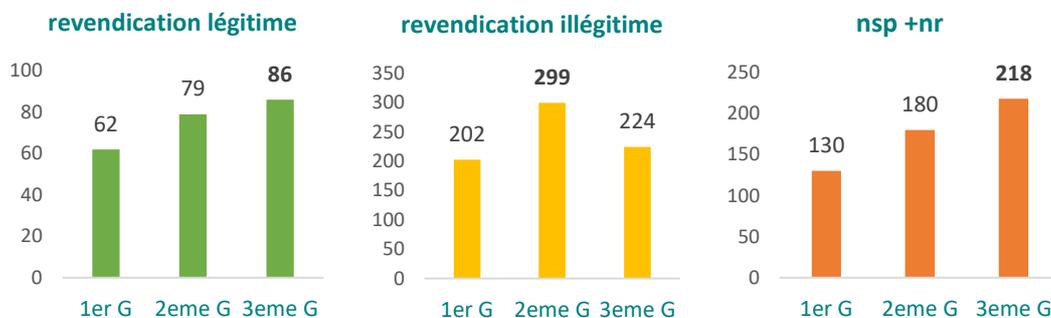


Figure 35. La légitimité de la revendication indépendantiste par génération

## REGARDS CITOYENS SUR LA GEOPOLITIQUE DU CONFLIT

Les perceptions sur la géopolitique du conflit ont aussi fait l'objet de notre attention. Lorsqu'on leur demande si les rôles joués par les pays voisins (Gambie et Guinée-Bissau) et les pays stratégiques comme la France et les Etats-Unis<sup>25</sup> ont été plutôt positifs ou plutôt négatifs, on obtient les résultats suivants

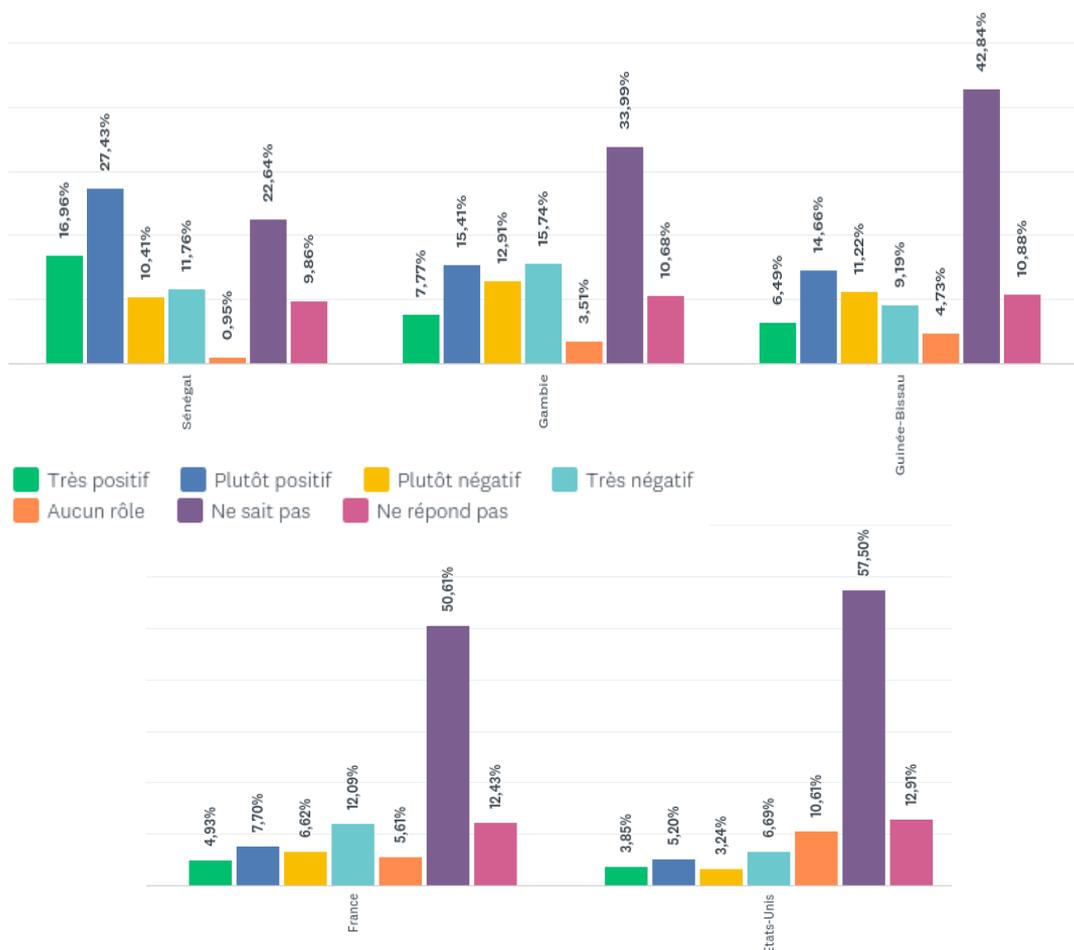


Figure 36. Opinions sur le rôle joué par ces pays dans le conflit

Les personnes interrogées répondent par des niveaux très élevés de méconnaissance et de non réponse : en moyenne 58% ne connaissent pas ou ne répondent pas à cette question. Le rôle des pays voisins est moins ignoré en moyenne (49%) que celui des pays occidentaux (près de 67%). Ce qui peut se comprendre par la régularité avec laquelle les médias commentent dans les langues nationales, les relations avec des pays voisins. Quant à l'ignorance du rôle de pays comme la France ou les États-Unis, il peut s'expliquer notamment par des motifs diplomatiques : après l'armée, la diplomatie est sans doute la profession la plus liée par la discrétion notamment lorsqu'il s'agit de conflit et de négociations, médiations internationales. On sait en revanche que la question est importante non seulement pour la France (ancienne puissance colonisatrice) et les États-Unis (dont l'agenda sécuritaire couvre le monde entier), mais aussi pour l'essentiel des chancelleries occidentales établies à Dakar.

<sup>25</sup> Rôle important d'autres pays notamment arabo-musulmans dont le Maroc (Marut, 2010 : p. 227 et ss).

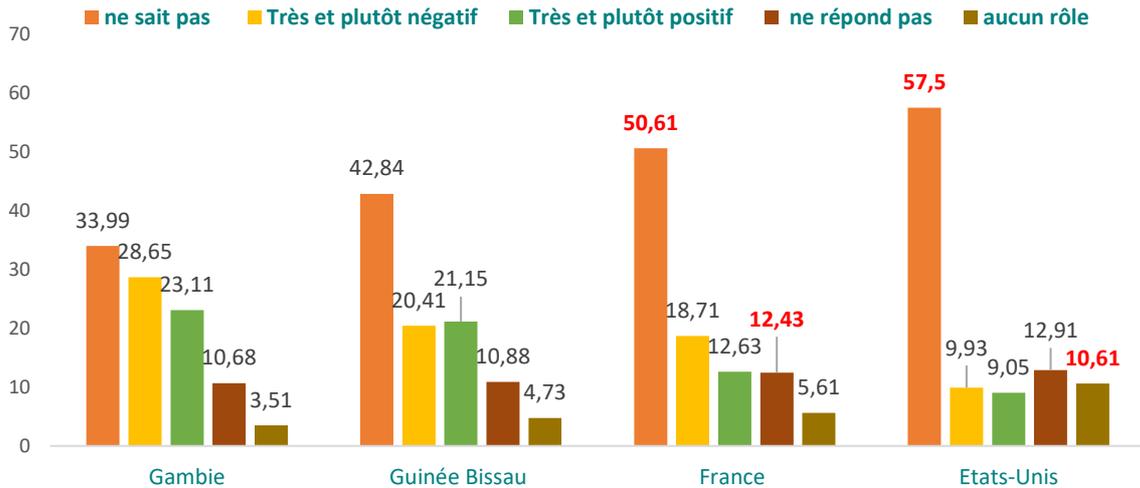


Figure 37. Perception du rôle de ces pays dans le conflit

D'une manière générale, les avis sont plutôt partagés pour ce qui concerne **la Gambie et la Guinée-Bissau** dans la guerre. La Gambie est considérée par 29% des personnes interrogées comme ayant eu un rôle très et plutôt négatif dans le déroulement du conflit contre 20% pour la Guinée-Bissau. Dans les deux cas, ce rôle négatif s'est traduit par un soutien aux rebelles (notamment accueil sur le sol et armement). Mais la Gambie est en même temps réputée jouer un rôle plus positif que la Guinée-Bissau dans le déroulement du conflit et ce soutien a pris la forme de facilitation des négociations entre les belligérants (le processus de Banjul 1 à 4). Cette ambivalence révèle de manière intéressante l'état des relations entre le Sénégal et ses voisins marquées par la fragilité et l'ambiguïté. La Guinée-Bissau est exemplaire de ce que l'on pourrait appeler une volatilité diplomatique liée à des successions politiques nombreuses et souvent intempestives, s'opposant à puis se rapprochant de Dakar ou d'une faction de la rébellion, selon les circonstances et les élites dominantes. Autant sinon davantage qu'au Sénégal, la question casamançaise a été centrale dans la vie politique de ce pays comme l'a démontré la guerre civile de 1998-1999 durant laquelle le Général Ansoumane Mané réussit à contraindre le Président Nino Vieira (soutenu militairement par Dakar) à l'exil grâce au soutien des combattants de Salif Sadio. A la mort de Mané, la Guinée de Kumba Yala soutient la faction rivale de Salif Sadio – devenu trop encombrant – celle de César Atoute Badiate, qu'elle arme et aide à déloger Salif Sadio du Sud. Avec le retour du Président bissau-guinéen, Nino Viera ainsi que sous les gouvernements de ses successeurs (Kumba Yalla, Malam Bacaye Sangna, José Mario Vaz) se consolide la politique de rapprochement avec Dakar.

Quant à la Gambie de Yahya Jammeh, elle a constitué pendant au moins deux décennies la donnée la plus problématique dans la politique casamançaise de l'État. La porosité des frontières, judicieusement utilisée par les combattants comme base de repli, à quoi se rajoute l'extrême ambiguïté d'une relation marquée par une défiance mutuelle (la Gambie accusant le Sénégal d'accueillir des dissidents et des candidats putschistes au régime de Jammeh et le Sénégal accusant la Gambie de soutenir Salif Sadio, le plus radical des chefs militaires du MFDC), ont en grande partie diminué les possibilités d'action pour le Sénégal. On comprend pourquoi Dakar a joué un rôle déterminant dans le départ de Jammeh. Pour l'heure, la partie géopolitique semble être gagnée par l'État sénégalais : au Nord comme au Sud de la Casamance, Dakar cohabite avec des régimes alliés.

Pour 17% des personnes interrogées, la France soutient l'État du Sénégal, et les États-Unis davantage les négociations de paix. Mais pour l'un comme pour l'autre pays, la stabilité du Sénégal est un enjeu stratégique dans une région ouest-africaine volatile – c'est en effet l'une des plus conflictogènes dans les années 1990 –et elle est aujourd'hui soumise au péril terroriste et à la criminalité transnationale de grande envergure. La France en particulier ne peut en effet –pour l'heure du moins- avaliser la déstabilisation d'un régime allié depuis les indépendances quand sa présence en Côte d'Ivoire, au Mali et dans la Sahel est de plus en plus remise en questions. Pour les États-Unis, le Sénégal est tout aussi stratégique puisque jouant le rôle de tête de pont dans leur lutte contre le terrorisme en Afrique subsaharienne<sup>26</sup>.

Les relations entre la France et le Sénégal dans le cadre du conflit, sont dictées par l'ancienneté des relations, le pragmatisme ainsi que des enjeux qui dépassent la seule question du séparatisme casamançais. Ancien colon, victime collatérale du conflit parfois, (disparition de quatre touristes en avril 1995), pays accueillant sur son sol depuis 1991, le chef radical de l'aile politique, Mamadou Nkrumah Sané, la France est un acteur toujours présent en arrière fond dans le conflit. Elle déploie un large répertoire d'actions en soutien à la fois à l'État du Sénégal (appui militaire et logistique, facilitation et médiation) et aux populations (action humanitaire). Quoique fort discrète dans les processus de médiation (si l'on écarte le Rapport Charpy et la négociation avortée tentée par l'Ambassadeur Lewin), la France demeure un acteur important dans le conflit. Elle est la garante financière de plusieurs accords (hébergement des anciens rebelles au Sénégal ou ailleurs, émoluments payés à certains anciens chefs rebelles, visas...).

A partir de 2000, l'implication tridimensionnelle (cf infra) des États-Unis dans le conflit se fait de plus en plus visible. En effet, dès l'arrivée du Président Abdoulaye Wade au pouvoir au Sénégal, les États-Unis, à travers l'USAID, se positionnent comme partenaire privilégié dans le processus de paix. Dans ce tournant néo-traditionnel des négociations, c'est l'agence qui finance les assises du MFDC, la rencontre entre Diamacoune et le roi d'Oussouye, la formation à la paix des « acteurs clés » ainsi qu'un réseau de radios communautaires. Ces actions se consolident à partir de 2012, avec l'arrivée de Macky Sall au pouvoir car les USA affichent au grand jour leur agenda dans la recherche de solutions au Conflit. En effet, un conseiller pour la Casamance est nommé par l'Administration Obama. Avec ce « Monsieur Casamance » américain, se met en place une politique casamançaise structurée autour des 3D : diplomatie, développement, défense<sup>27</sup>.

La diplomatie est ainsi complétée par des interventions humanitaires à travers les activités de l'USAID et de certaines ONG financées par cette dernière pour la reconstruction post-conflit (santé, logement, agriculture, déminage, infrastructures etc.). Quant à la défense, elle prend forme d'abord à travers les relations militaires qui se renforcent; en 2011 et en 2016, deux accords dont un de défense sont signés entre les deux pays consacrant ainsi la présence militaire américaine au Sénégal.

<sup>26</sup> Marut, 2010, p. 22-26.

<sup>27</sup> Voir Tavares 2020, notice « États-Unis » du dictionnaire sur le conflit et la paix en Casamance, en cours.



Figure 38. Le rôle joué par ces pays selon les enquêté-e-s

## SECTION 4.

### LES INSTITUTIONS POLITIQUES, MILITAIRES ET LE CONFLIT

Depuis 1982, l'intervention de l'État a pris plusieurs formes et a eu différentes intensités. Le conflit en effet a été gouverné à travers trois présidents de la République et des dizaines de gouvernements. De l'axe allant de la brutale répression à la négociation internationale, en passant les politiques publiques de désenclavement et de développement, la reconnaissance culturelle, la politique étrangère, la fragmentation du MFDC, la politique de dé-radicalisation des rebelles, tout ou presque aura été tenté pour le succès fragile que l'on connaît. Il s'agissait donc ici de mesurer les perceptions des citoyen-ne-s relativement à ces diverses actions de l'État et de son institution militaire en particulier.

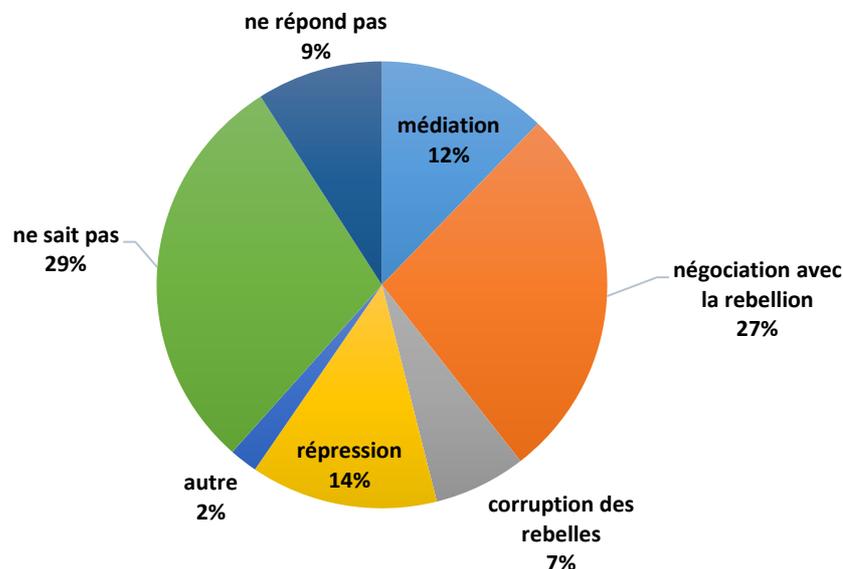


Figure 39. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit

Une fois écartée la majorité des nsp et des non réponses (38%), l'effectif interrogé considère que la principale action de l'État a consisté à négocier avec le MFDC (27,30%). Lorsqu'on y rajoute la promotion de la médiation, l'approche dialogique devient la réponse majoritaire (39%). Il y a là une coïncidence intéressante avec les traits dominants de la culture politique sénégalaise – celle du modèle islamo-wolof – qui magnifie les vertus du dialogue et de la modération, évite les positions extrêmes et la *fitna* (désordre, sédition) qu'elles peuvent générer. Même si ces traits jurent avec la violence de la répression des années 1980 et 1990, l'État semble avoir renoué assez rapidement avec son image de marque, celle d'un pays *in medio virtus* dans lequel les élites politiques sont très souvent dans l'évitement de la confrontation physique. Cette culture politique (qui est entre fiction et réalité) lui vaut sa respectabilité et son positionnement international ; elle l'empêche du même coup de verser durablement dans des excès inacceptables pour combattre la rébellion<sup>28</sup>.

<sup>28</sup> L'anti-modèle étant ici le Nigéria face au séparatisme biafrais.

Mais il faut aussi dire qu'en plus de l'imaginaire politique, l'enlèvement dans une guerre de guérilla a contraint l'État au pragmatisme : rien en effet n'est moins sûr que la certitude de gagner définitivement la partie militaire. Tout ici joue contre l'armée du Sénégal, même hautement professionnelle, mieux équipée et expérimentée que la rébellion armée : la géographie d'une région forestière, humide, entrelacée de cours d'eau, peu connue des allogènes, la proximité de deux pays voisins qui servent de base arrière et selon les périodes d'alliés aux rebelles, etc... On comprend donc mieux pourquoi, l'item « répression / confrontation » avec les rebelles est faiblement citée comme action régulière de l'État (14%). Négocier avec la rébellion c'est à l'épreuve du temps et du terrain *in fine* la seule option raisonnable, option à la fois politiquement habile et militairement réaliste.

L'analyse générationnelle permet d'observer des réponses globalement convergentes qui identifient d'abord la négociation comme intervention principale de l'État. Les deux premières générations la plébiscitent. Effectivement, quand on fait le décompte des périodes de conflit et de répit, il ressort que les périodes d'accalmie sont de loin plus nombreuses. En plus d'une conflictualité latente et d'une présence militaire omniprésente, les affrontements intenses se situent en 1983, 1990-1991, 1998-2000 et en 2009. Entre 1990 et 2000, d'épisodiques attaques et accrochages sont notés alternativement sur les fronts Sud ou Nord. Il est important de souligner que la répression est surtout présente dans les réponses de la troisième génération, celle-là même qui n'a pas vécu les périodes les plus violentes du conflit. Une des « lois » de la science politique est ici vérifiée, le fait de vivre dans une société de plus en plus démocratique et de plus en plus exigeante quant aux droits humains, rend insupportable tout excès de coercition.

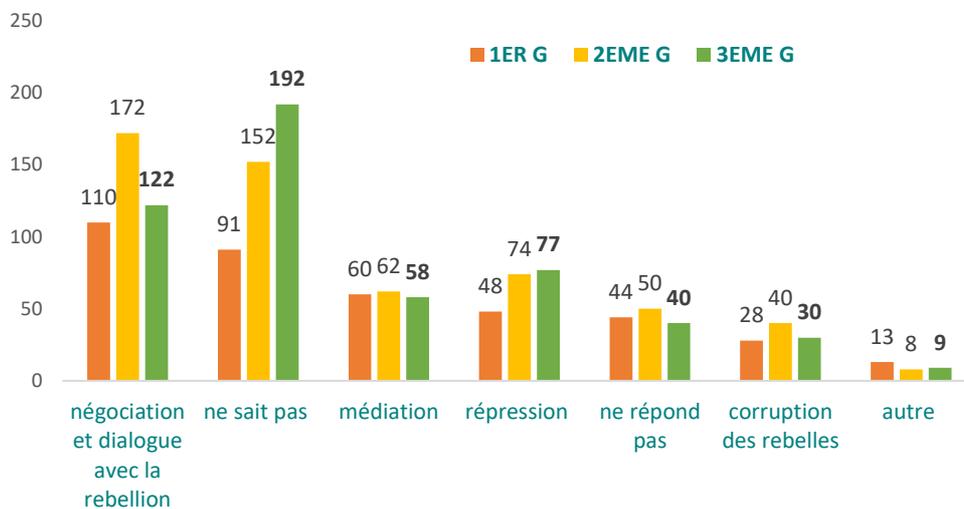


Figure 40. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit par génération

De même, ce sont majoritairement les populations de Ziguinchor, de la Guinée-Bissau et dans une moindre mesure de la Gambie qui estiment qu'il y a eu davantage de répression de la part de l'État du Sénégal.

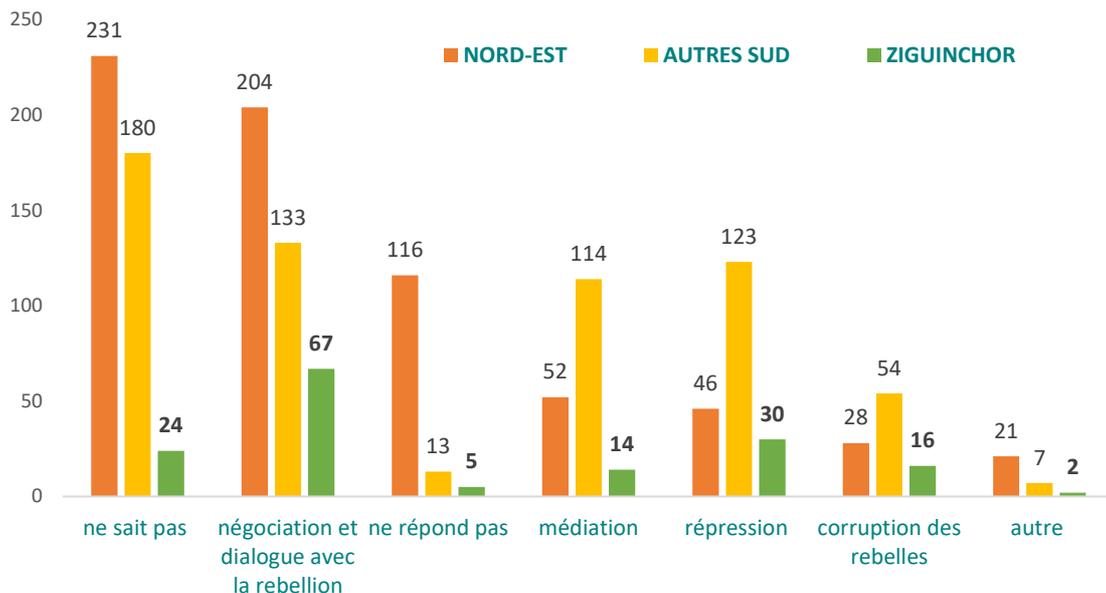


Figure 41. La principale intervention de l’État du Sénégal dans le conflit par zone

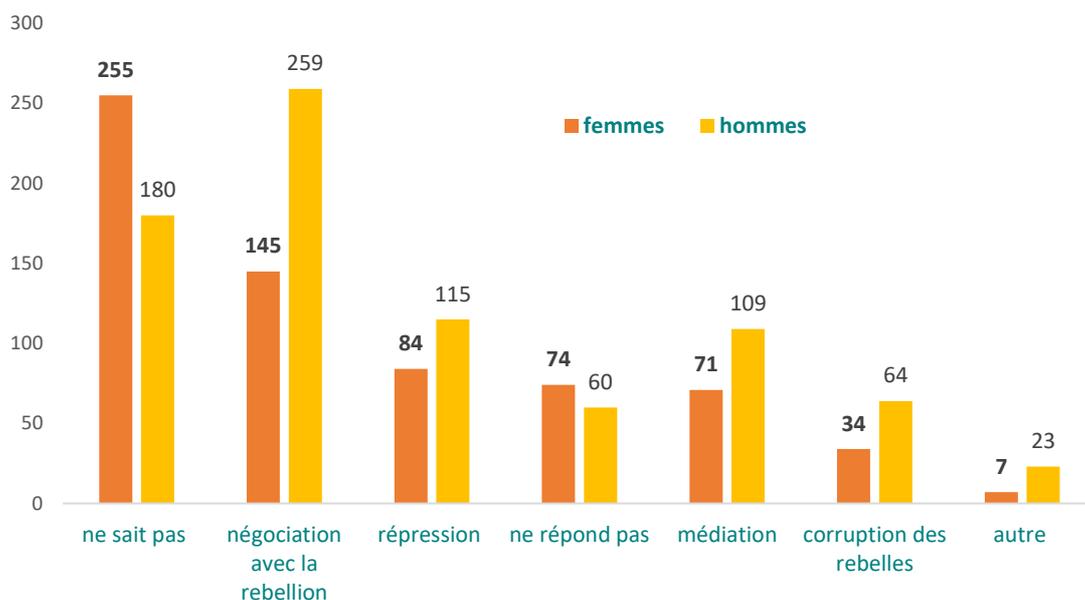


Figure 42. La principale intervention de l’État du Sénégal dans le conflit par sexe

Alors même qu’elles en font leur principale réponse, les populations interrogées ne connaissent pas les résultats de cette négociation. Plus de la moitié des personnes interrogées (52%) ignore qu’un ou plusieurs accords de paix ont été signés entre l’État du Sénégal et le MFDC et 8% pensent même qu’aucun accord n’a été signé.

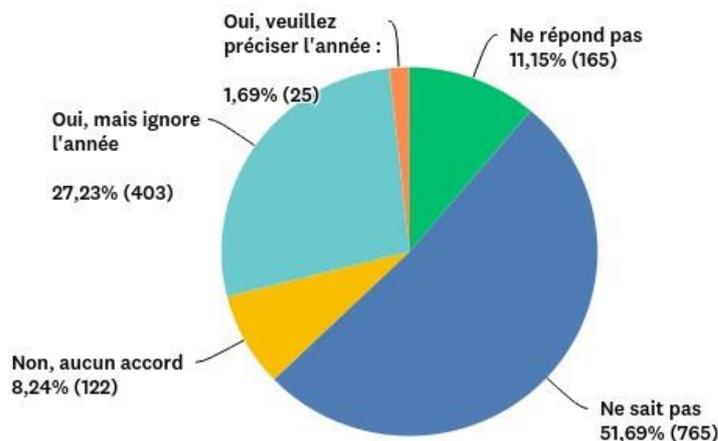


Figure 43. Connaissance de l'existence d'un accord entre l'État du Sénégal et le MFDC

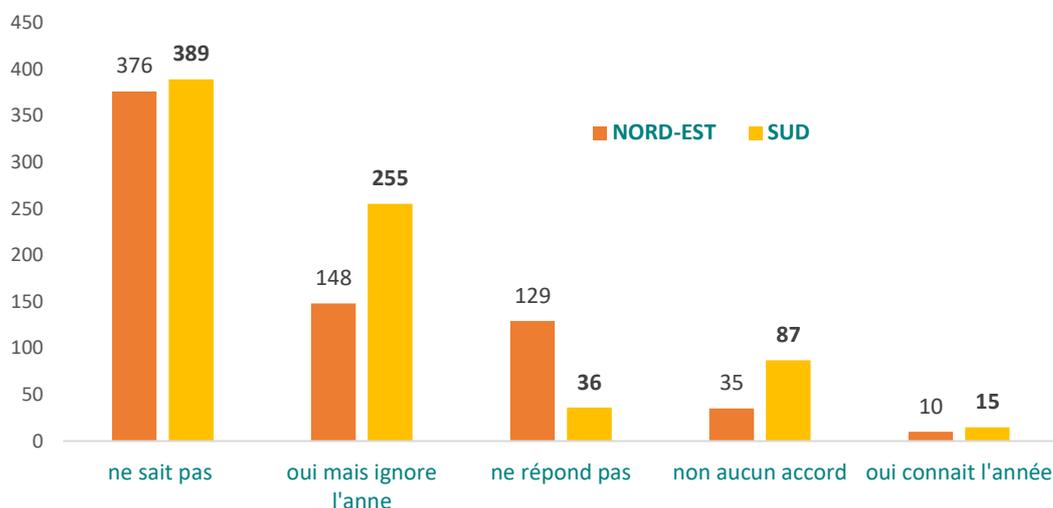


Figure 44. Connaissance de l'existence d'un accord entre l'État du Sénégal et le MFDC par zone

Pourtant, on compte au moins trois accords de cessez-le-feu et trois accords de paix :

1. Accord de cessez-le-feu de Cacheu en Guinée-Bissau (31 mai 1991) entre Sidy Badji et Médoune Fall, Ministre des forces armées du Sénégal ;
2. Accord de cessez-le-feu (8 juillet 1993) grâce à la médiation du Comité clérical ;
3. Accord de cessez-le-feu (26 décembre 1999) à Banjul, signé entre le gouvernement sénégalais et le MFDC ;
4. Accords de Banjul 1 à 4 (21-25 juin 1999 ; 03-05 jan 2001 ; juin 2001 ; 6 août 2001) : congrès de réunification du MFDC ; rencontres pour adopter des positions communes face à l'État du Sénégal et assises internes du MFDC ;
5. Accord de paix (30 décembre 2004) signé entre le Ministre de l'Intérieur du Sénégal, Ousmane Ngom, et Diamacoune Senghor ;
6. Accords de Foundiougne 1 (1<sup>er</sup> février 2005).

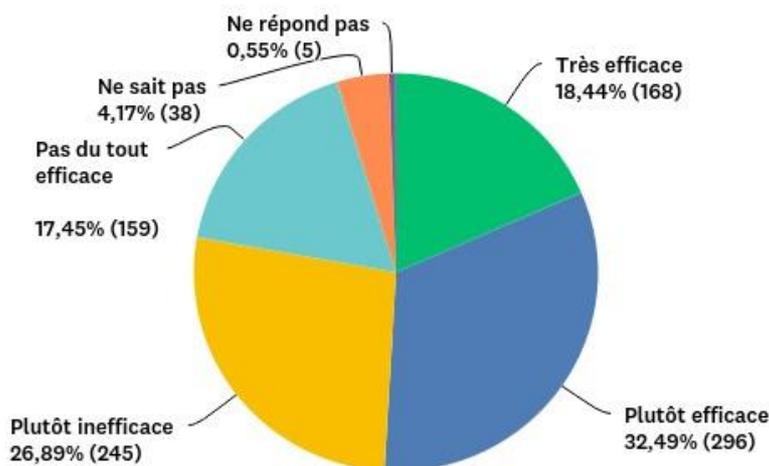


Figure 45. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal

Dans l'ensemble, les avis portés sur l'intervention de l'État indiquent une polarisation assez équilibrée des opinions : près de 51% des personnes interrogées considèrent que l'action de l'État a été très à plutôt efficace. Ils sont aussi très nombreux (44%) ceux qui estiment *a contrario* que l'action de l'État n'est pas du tout ou plutôt peu productive. Un peu moins de la moitié de la population a donc une appréciation négative de l'action de l'État.

La désagrégation de ces données montre que cette polarisation est très clairement géographique : ce sont les personnes enquêtées dans le Sud qui estiment que les interventions étatiques ont été marquées par l'inefficacité (41% des personnes enquêtées à Ziguinchor, 36% pour les autres Suds contre 16% dans le Nord-Est) alors que plus de la moitié de la zone Nord-Est reconnaît une grande ou relative efficacité.

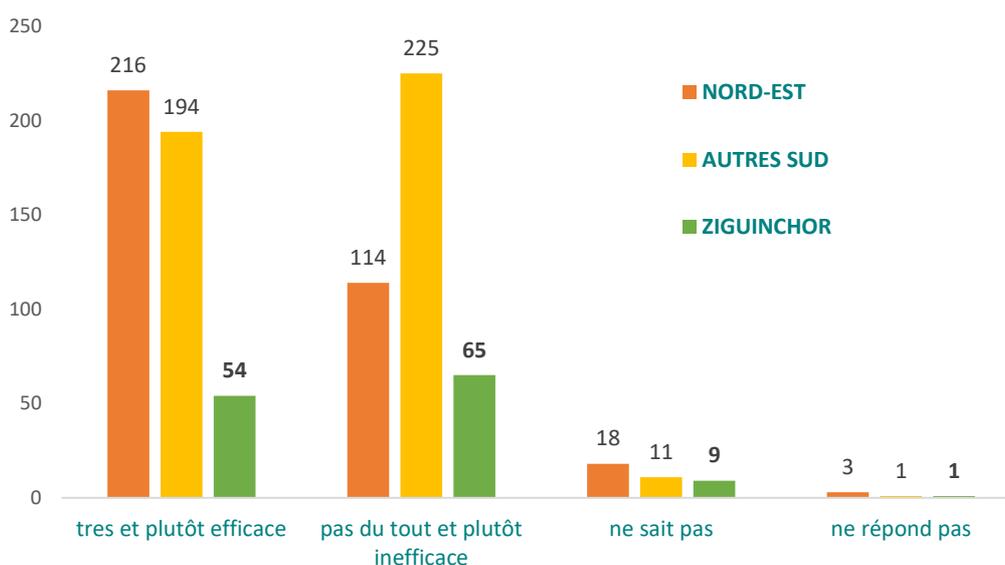


Figure 46. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal par zone

		-30 ans	31-49 ans	50 ans et +	Total
NORD	<i>Très efficace</i>	15.9%	14.8%	15.4%	<b>15.3%</b>
EST	<i>Très efficace</i>	0.0%	14.3%	27.3%	<b>15.9%</b>
SUD	<i>Très efficace</i>	23.1%	16.5%	22.0%	<b>20.4%</b>
NORD	<i>Plutôt efficace</i>	48.9%	58.2%	43.6%	<b>51.4%</b>
EST	<i>Plutôt efficace</i>	23.1%	25.0%	18.2%	<b>22.2%</b>
SUD	<i>Plutôt efficace</i>	25.1%	21.4%	25.8%	<b>23.9%</b>
NORD	<i>Plutôt inefficace</i>	21.6%	12.3%	24.4%	<b>18.4%</b>
EST	<i>Plutôt inefficace</i>	15.4%	42.9%	36.4%	<b>34.9%</b>
SUD	<i>Plutôt inefficace</i>	28.7%	34.5%	27.0%	<b>30.4%</b>
NORD	<i>Pas du tout efficace</i>	10.2%	11.5%	12.8%	<b>11.5%</b>
EST	<i>Pas du tout efficace</i>	7.7%	10.7%	9.1%	<b>9.5%</b>
SUD	<i>Pas du tout efficace</i>	19.5%	22.8%	22.0%	<b>21.4%</b>
NORD	<i>Ne sait pas</i>	3.4%	2.5%	1.3%	<b>2.4%</b>
EST	<i>Ne sait pas</i>	53.8%	7.1%	9.1%	<b>17.5%</b>
SUD	<i>Ne sait pas</i>	3.6%	4.4%	2.5%	<b>3.6%</b>
NORD	<i>Ne répond pas</i>	0.0%	0.8%	2.6%	<b>1.0%</b>
EST	<i>Ne répond pas</i>	0.0%	0.0%	0.0%	<b>0.0%</b>
SUD	<i>Ne répond pas</i>	0.0%	0.5%	0.6%	<b>0.4%</b>

Tableau 10. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal par classe d'âge

Cela a des implications directes sur la confiance globale que les citoyen·e·s ont dans la capacité de l'État à trouver des solutions à cette crise. Ils sont 45% à n'avoir aucune confiance et partiellement confiance en l'État pour une résolution définitive du conflit.

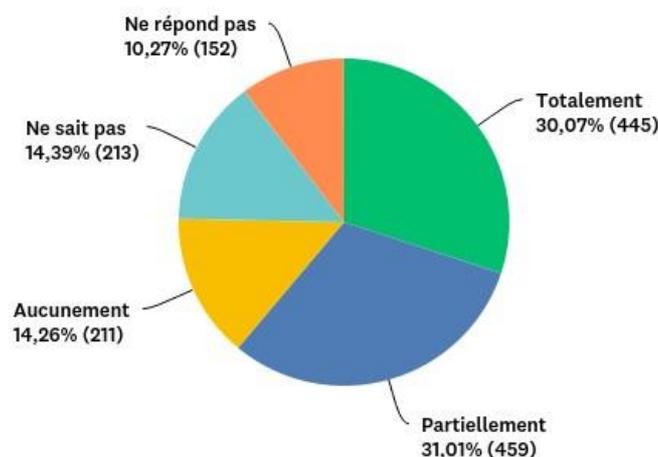


Figure 47. Confiance en l'État du Sénégal pour résoudre le conflit

Les habitants de Ziguinchor n’ont que partiellement confiance en la capacité de l’État à résoudre le conflit : 53% contre 38% pour les autres Suds et 19% pour le Nord-Est. Seuls 23% des ziguinchorois ont totalement confiance en l’État dans cette matière. Ce qui interroge davantage, c’est le fait que cette population marquée par la défiance vis-à-vis des capacités de l’État est composée des plus jeunes (les moins de 30 ans).

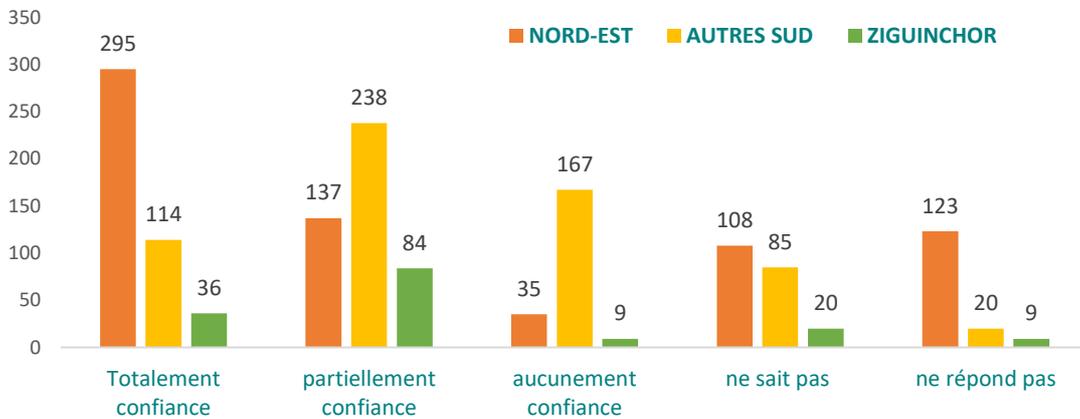


Figure 48. Confiance en l’État du Sénégal pour résoudre le conflit selon la région

### ARMEE-NATION OU L'ARMEE CONTRE LA NATION ?

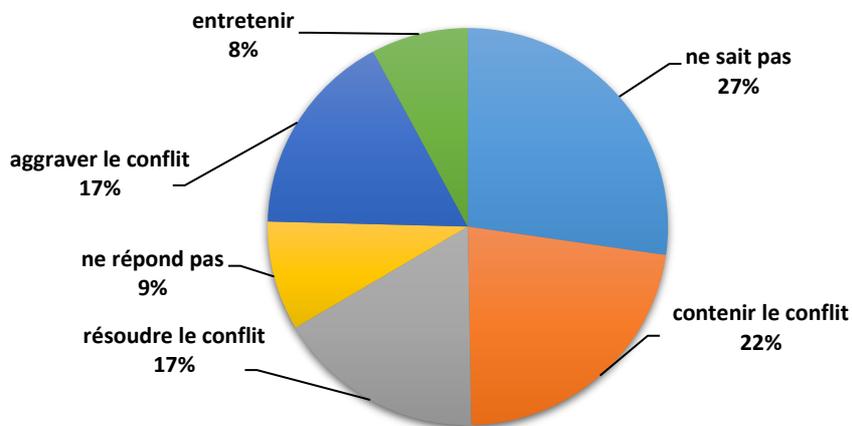
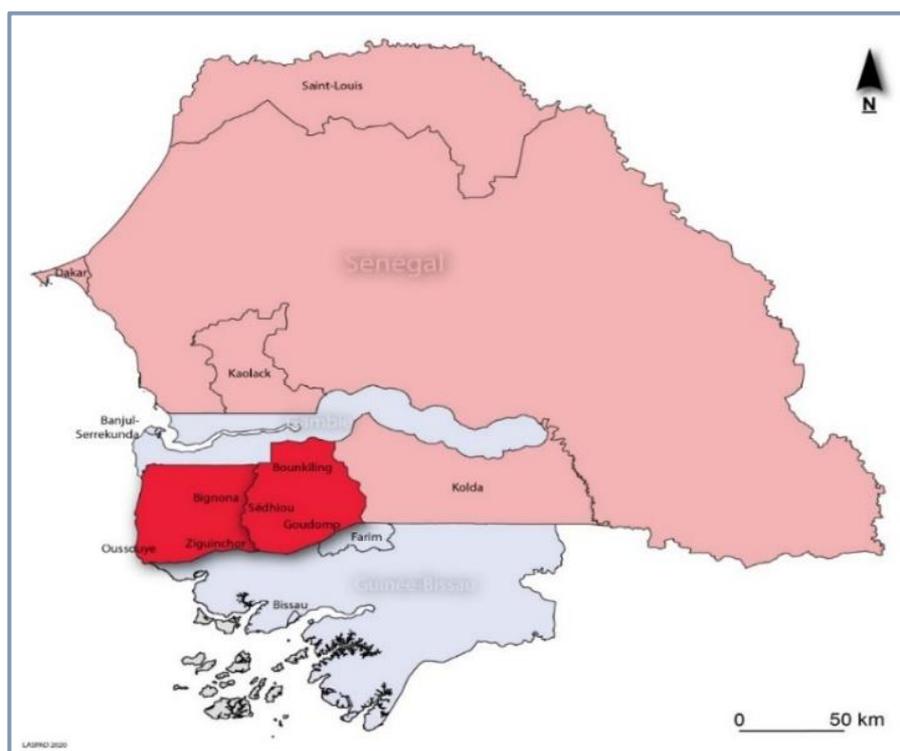


Figure 49. Rôle des interventions de l’armée du Sénégal

Au cœur de l’intervention de l’État, se trouve la mobilisation de l’armée, institution qui a joué et continue de jouer un rôle nodal dans le conflit. La présence militaire est très visible en Casamance. C’est la seule zone du pays où l’on rencontre des cantonnements militaires et où on peut croiser régulièrement des convois militaires au point de surprendre le visiteur non averti. On estime que selon les périodes, le tiers ou la moitié de l’armée sénégalaise est déployé en Casamance. Cette présence militaire a permis de sécuriser une bonne partie de la région. La présence continue des militaires ainsi que l’efficace de leurs interventions sont diversement appréciées.

De manière générale, ils sont fort peu parmi les personnes interrogées à estimer que l'intervention de l'armée en Casamance a contribué à résoudre le conflit (17%). Selon eux/elles, cette intervention a eu en revanche, comme première fonction, de contenir le conflit (22%) et ce, quel que soit l'âge ou le sexe du répondant. « Contenir le conflit », c'est-à-dire tenir celui-ci dans des limites spatiales précises, éviter son débordement<sup>29</sup>, son extension mais aussi son aggravation. En effet, la zone du conflit n'a jamais dépassé la Basse et une partie de la Moyenne Casamance (les régions de Ziguinchor et de Sédhiou).



Carte 4. Carte de la zone du conflit en Casamance

« Contenir la rébellion » dans des limites données, est donc une position réaliste et productive. Elle permet de ne pas épuiser toutes les forces militaires<sup>30</sup>, de maintenir le conflit silencieux et invisible, de protéger la vitrine d'un pays en paix et en harmonie. Et l'impossibilité pour les rebelles de gagner la guerre face à l'armée (aucun village n'a été conquis et gouverné par le maquis) devait en principe, favoriser les négociations :

« On n'a réellement jamais vraiment eu tous les effectifs là-bas pour donner un coup de massue et écraser la rébellion. Cela n'a jamais été dans les objectifs qui ont été assignés par l'État et qui étaient surtout de faire en sorte de neutraliser le MFDC et permettre à l'État d'aller vers les négociations ». Colonel Wardini, porte-parole de l'armée sénégalaise cité par Marut (2010 : 161).

Mais surtout, elle permet à terme de laisser le temps faire son œuvre (usure, mort, renonciation, dé-radicalisation des rebelles) et d'obtenir cette paix sans vainqueur ni vaincu que le Président Macky Sall appelait de ses vœux en 2019.

<sup>29</sup> Les débordements se sont déroulés en Guinée-Bissau.

<sup>30</sup> Le Sénégal est en effet un grand fournisseur de Casques bleus...

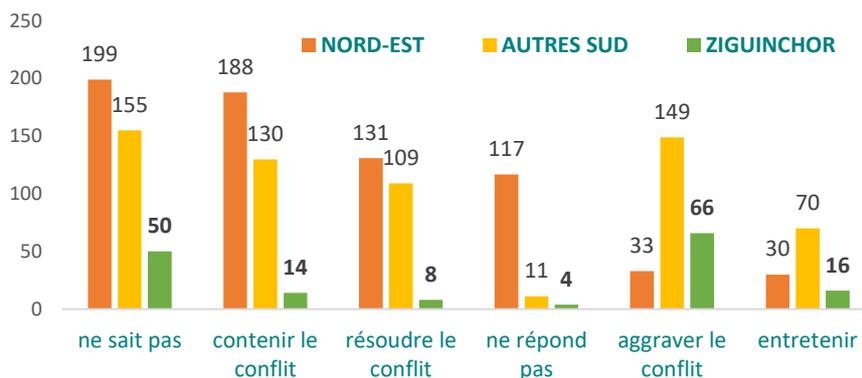


Figure 50. Rôle des interventions de l'armée du Sénégal par zone

Plus problématique encore, est le sentiment de 24% des répondants pour qui l'intervention de l'armée aurait été un facteur d'aggravation du conflit ou, à défaut, aurait entretenu celui-ci. Ce point de vue est majoritairement partagé par ceux qui habitent la région méridionale. A Ziguinchor, ils sont 52% à penser que les actions de l'armée ont contribué à aggraver et entretenir le conflit contre 9,5% pour les populations du Nord-Est. Les différences de perceptions sont ici extrêmes.

Ceux qui pensent de la sorte sont davantage ceux de la seconde génération et sont majoritairement des hommes. Il est bon à ce niveau de prendre en compte le vécu direct de ces populations en interrogeant les actions spécifiques de l'armée pendant les différentes périodes du conflit. La mémoire des années 1990 notamment durant lesquelles :

« [...] les militaires pillent, violent et tuent impunément, et reconnaissent en privé « s'amuser comme des fous » [...]. La bride est encore plus lâchée en 1997, lorsque le point de vue des « éradicateurs » l'emporte à Dakar, permettant à l'armée, selon un de ses responsables, de « se dévouer » sans risque d'être inquiétée par le pouvoir politique. La répression est souvent aveugle : les soldats ne font pas toujours la distinction entre les villageois et des rebelles qu'ils cherchent à éliminer par tous les moyens. Les exactions des forces de l'ordre sénégalaises sont dénoncées par des organisations de défense des droits de l'homme dès 1990. Les accusations viennent d'abord d'Amnesty International, qui publie de nombreux communiqués et quatre rapports consacrés aux violations des droits de l'homme en Casamance. Elles sont par la suite reprises par la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et par une organisation sénégalaise, la Rencontre africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO), [...] le rapport 1998 d'Amnesty International met sévèrement en cause les autorités sénégalaises : « Les violations des droits de l'homme en Casamance sont essentiellement le fait de l'armée et de la gendarmerie, qui agissent depuis des années en toute impunité. [...] De nombreux interlocuteurs rencontrés par Amnesty International ont insisté sur la volonté délibérée des forces de sécurité sénégalaises de maintenir la population civile casamançaise dans un état de terreur et de se venger sur elles des pertes humaines causées par les attaques des combattants armés du MFDC ». Sont visées les incarcérations pour délit d'opinion. Mais ce sont surtout les disparitions, l'usage de la torture, les exécutions extrajudiciaires, qui sont dénoncés » (Marut).

Cette mémoire est encore vivace notamment chez les deux premières générations : ils sont respectivement 28,5% et 24,5% à considérer négativement l’action de l’armée (22% pour la 3<sup>ème</sup> génération).

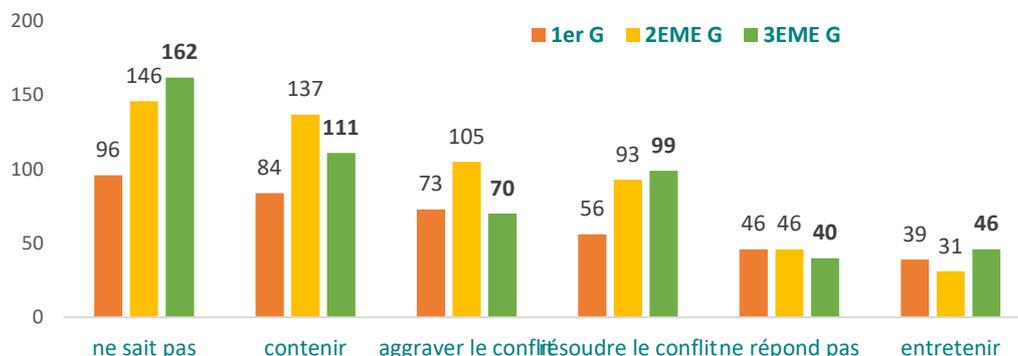


Figure 51. Rôle des interventions de l’armée du Sénégal par génération

De là sans doute le fait que la confiance en l’armée dans sa capacité à résoudre le conflit est encore plus basse que celle vis-à-vis de l’État. Plus de 45% des répondants ont partiellement et aucunement confiance en l’État et son armée pour résoudre le conflit. Seul un tiers des répondants a totalement confiance dans ces deux institutions. Tout laisse à croire, quel que soit le sexe du répondant, que ceux qui ne font pas confiance à l’État ne font pas confiance à son armée pour le retour définitif de la paix. Un autre fait marquant est la constatation qu’**aucun** des habitants de Ziguinchor ne pense que l’armée respecte totalement les droits humains, contre 28% pour ceux qui habitent à Dakar et 17% pour ceux qui sont à Saint-Louis.

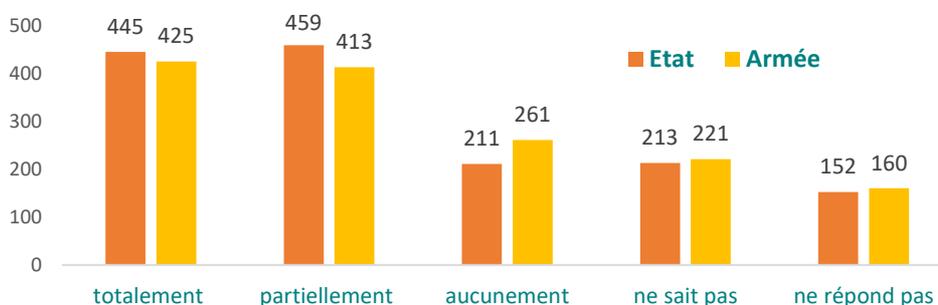


Figure 52. Confiance en l’État et en l’Armée du Sénégal pour résoudre le conflit

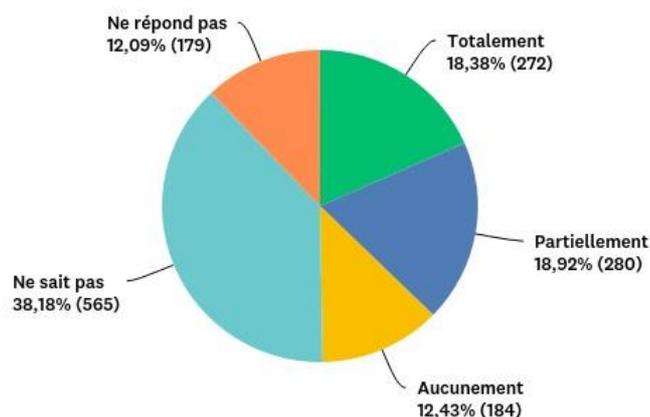


Figure 53. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal

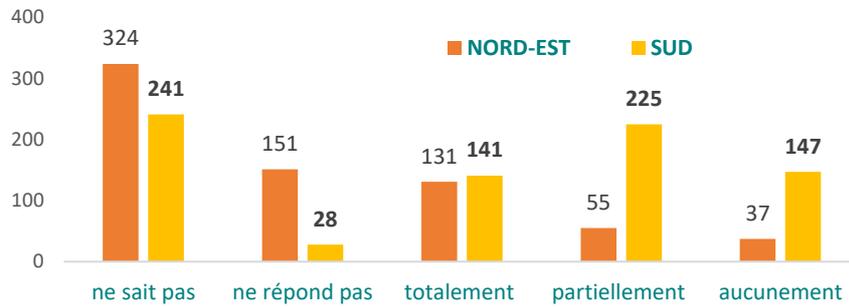


Figure 54. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal par zone

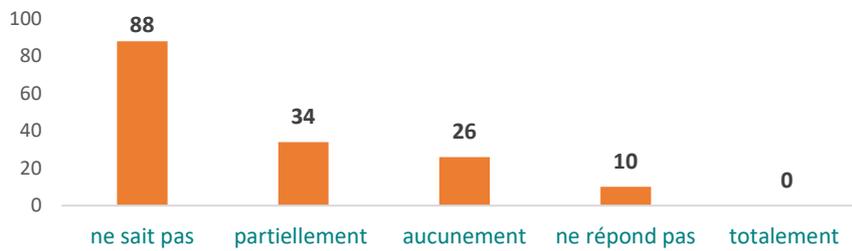


Figure 55. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal selon Ziguinchor

On peut interpréter les résultats ci-dessus, notamment pour l'effectif de Ziguinchor et du Sud en général, comme le différentiel entre les valeurs et principes que l'État et son armée affichent et leurs accomplissements réels. L'État du Sénégal se présente en effet *officiellement* comme un État de droit, soucieux du respect des droits humains, quand, en Casamance, il a piétiné pendant des années les libertés élémentaires de ses propres ressortissants. De fait, cet État a été un État policier et autoritaire dans le Sud. Quant à l'armée, dont le crédo *officiel* est d'être consubstantielle à la Nation et donc de la protéger (d'où l'appellation d'Armée-Nation), elle a de fait, pendant des années, participé dans le cours de la guerre à distinguer ethniquement ses cibles et donc à traiter discriminatoirement une communauté, entravant précisément par-là, la constitution d'une communauté nationale. L'expérience vécue de la guerre crée de fait deux pays et deux rapports à l'État : celui des populations qui ont été directement exposées à la violence d'État et dont les perceptions sont faites de défiance et de distance et celui de ceux qui n'ont jamais été confrontés à un État en guerre et qui partagent un imaginaire glorieux de l'armée (Casques bleus, *Jambars* et armée républicaine).

Il faut dire que depuis l'alternance de 2000, l'Armée a appris de ses erreurs et a complètement changé ses relations avec les populations affectées par le conflit : aujourd'hui, on ne reporte plus de cas d'exactions, de disparitions ou de tortures. Au contraire, engagée dans la réforme des FDS et dans le processus du *peacebuilding*, l'Armée, met l'accent sur un objectif de maintien de la paix et de collaboration avec les populations. L'armée se veut proche des civils : elle aide au retour des populations, creuse des puits, organise des consultations médicales, cohabite même avec les rebelles...

Il n'empêche que dans le cadre d'une dynamique de justice et de réconciliation, ce passé gagnerait à être vidé et le futur avec les Sénégalais du Sud refondé.

## SECTION 5.

### L'APATHIE CITOYENNE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE, CETTE INCONNUE

Dans un pays connu pour sa société civile vibrante et sa jeunesse contestataire, il n'est pas surprenant que 78% des personnes interrogées considèrent que le rôle des citoyens dans la résolution du conflit est important. C'est le score le plus élevé d'unanimité obtenu et nous avons aussi pour cette question les niveaux les plus bas de nsp et de non réponse.

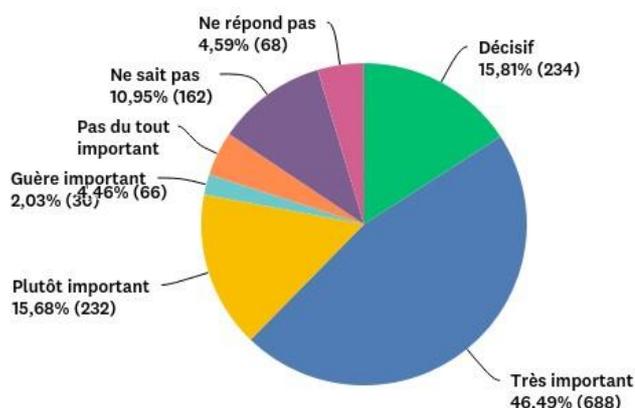


Figure 56. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit en Casamance

Ce consensus traverse les générations, le genre, la géographie et les pays. La centralité de la figure valorisante du citoyen et son rôle actif dans les transformations sociales est fortement affirmée. Il est intéressant de voir d'ailleurs les niveaux de nsp et de nr ont significativement chuté ici, surtout pour ce qui concernent la 3<sup>ème</sup> génération. C'est la première fois qu'elle sait plus que la 2<sup>ème</sup> génération et qu'elle est à égalité quant à ceux qui ne se prononcent pas. Il semblerait que, quand il s'agit d'enjeux liés à la participation citoyenne, les jeunes, quelle que soit la zone en question, se montrent particulièrement exigeants. Gouverner avec cette génération ne peut donc être un acte solitaire et éloigné, mais une activité qui s'ancre dans un rapport dialogique et délibératif.

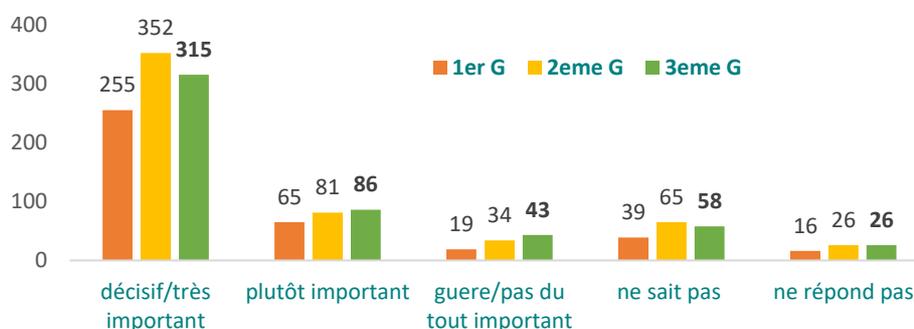


Figure 57. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit par génération

Pris par zone, on observe le même large consensus autour du rôle du citoyen. A Ziguinchor, plus de 95% des réponses consacrent son importance. Dans les autres Suds, on est à 83% et dans le Nord-est, on est à plus de 69%.

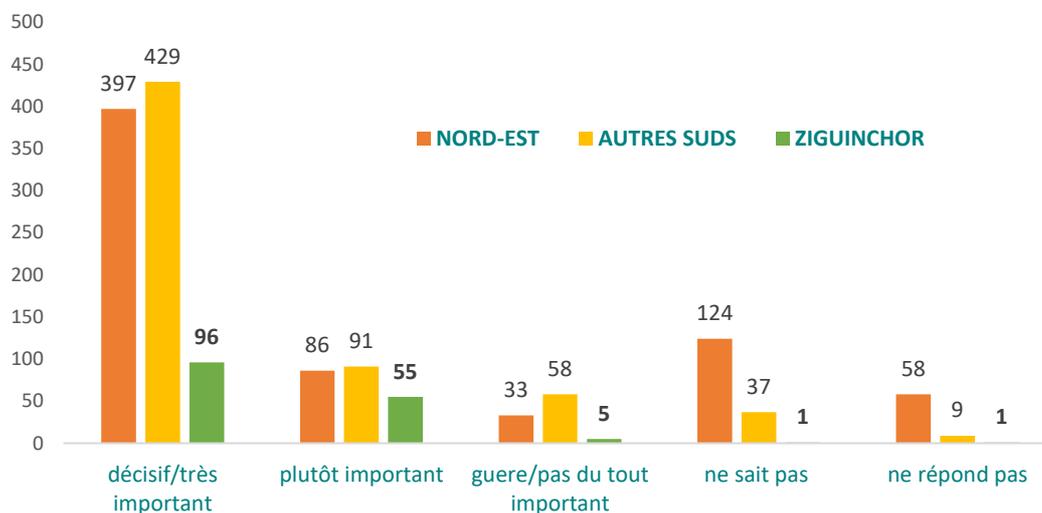


Figure 58. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit par zone

Les réponses des hommes et des femmes sont ici parfaitement identiques : près de 78% des femmes et 78,27% des hommes plébiscitent le rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit.

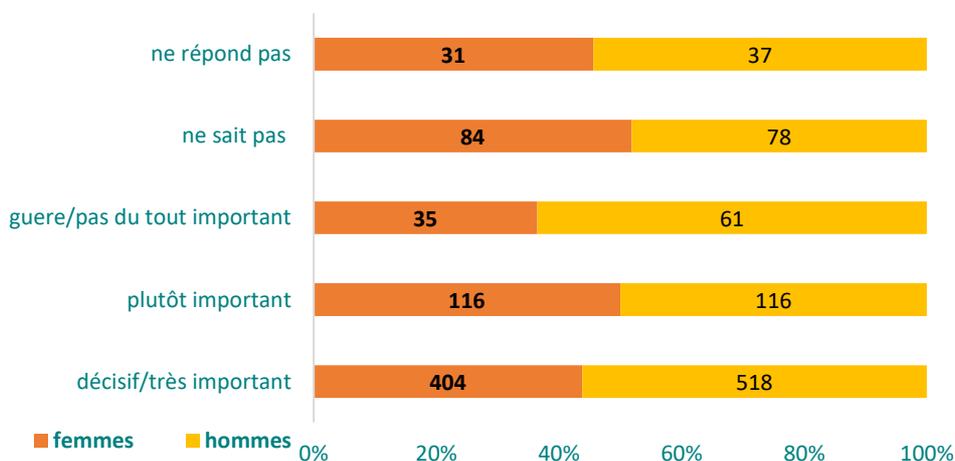


Figure 59. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit selon le sexe

Il faut pourtant signaler une contradiction majeure entre l’affirmation théorique du rôle du citoyen et l’exercice pratique de celle-ci. L’analyse par zone montre que seuls près de 8% à Dakar et Saint-Louis, 3,5% à Tambacounda et 30% à Ziguinchor des personnes interrogées ont été effectivement engagées dans la promotion de la paix. A l’ignorance se rajoute donc, encore plus massivement, l’indifférence et/ou l’apathie.

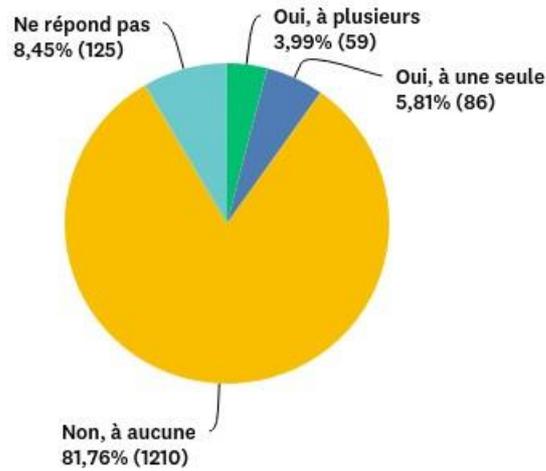


Figure 60. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance

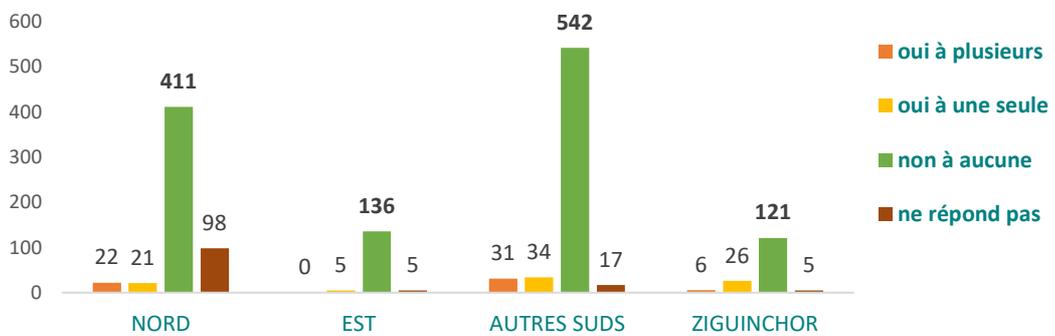


Figure 61. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance par zone

Les interventions du peacbuilding avaient beaucoup mis sur les mécanismes traditionnels de résolution du conflit et avaient mis au cœur de ce dispositif les organisations de femmes. On s'étonne de voir pourtant que même à Ziguinchor, ville dans laquelle sont basées la plupart des organisations de femmes qui militent pour la paix, le niveau de participation est particulièrement faible (12% contre 28% pour les hommes). Ces taux descendent à 3% pour les femmes de Dakar et Saint-Louis contre 11% pour les hommes de ces localités). Cela pose véritablement la question de l'évaluation des politiques de construction de la paix.

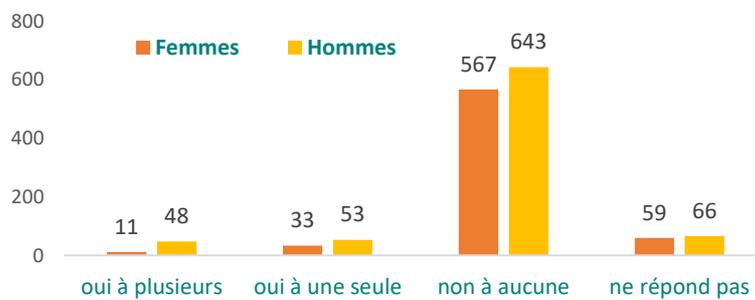


Figure 62. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance par sexe

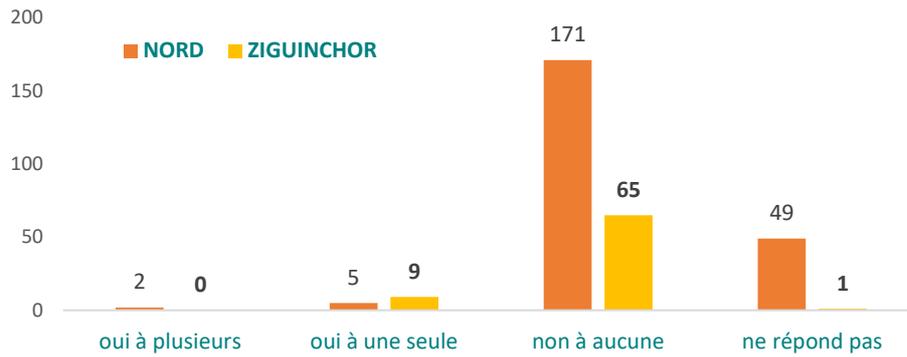


Figure 63. Participation déclarée des femmes à une action pour la paix par zone

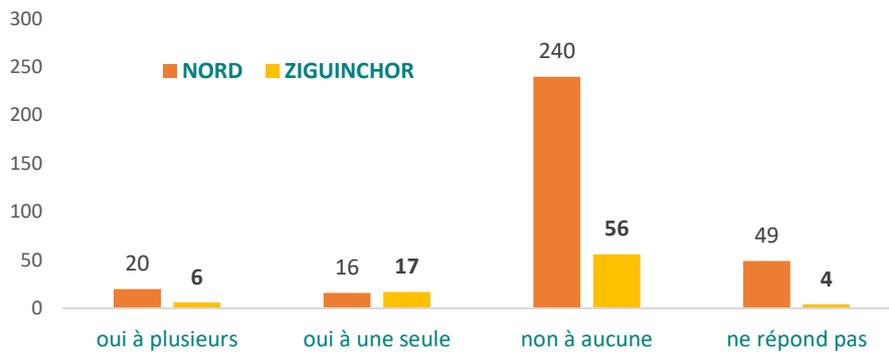


Figure 64. Participation déclarée des hommes à une action pour la paix par région

Ce sont aussi ceux des premières générations (12% en moyenne) qui s’investissent dans ces actions. La 3<sup>ème</sup> génération est à 5,68% en termes de participation à des actions relatives à la paix en Casamance. Les plus exigeants en termes de participation citoyennes sont les plus apathiques quand il s’agit d’engagement sur le terrain. C’est bien là l’un des paradoxes de la démocratie prise entre la revendication de droits toujours plus nombreux et leur sous mobilisation au quotidien.

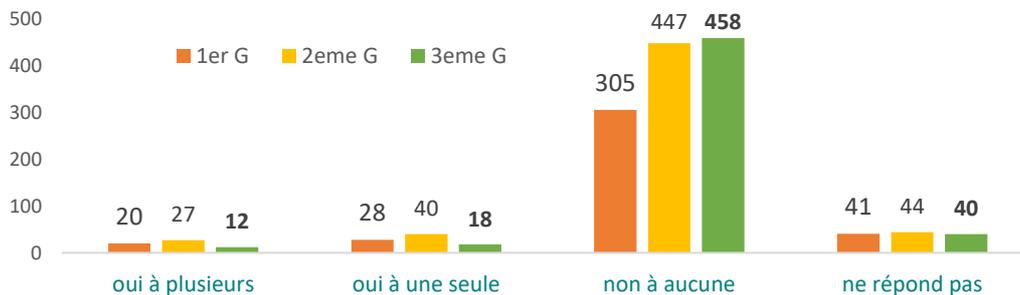


Figure 65. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance par génération

Dans le registre des bonnes nouvelles, on soulignera que 68% des personnes interrogées se disent prêtes à participer à une action de promotion de la paix en Casamance : ces chiffres disent à quel point les populations désirent le retour à la paix en Casamance. Si l’opportunité leur en est donnée, 46,5% des personnes interrogées à Dakar et à Saint-Louis, 42,5% de celles de Tambacounda, 35,5% à Ziguinchor sont « absolument prêtes » à participer à une action pour la paix en Casamance. Ces taux montent respectivement à 72%, 64% et 65% lorsqu’on y

rajoute ceux qui disent « oui peut-être ». Les femmes à 61% et les hommes à 75%, la 1<sup>ère</sup> génération à 61%, la 2<sup>ème</sup> à 75% et la 3<sup>ème</sup> génération à 66%, se disent être prêts à s’engager pour atteindre cette paix durable. On a là une fenêtre d’opportunité intéressante. La question est celle de savoir de quelles manières il convient de mobiliser cette grande motivation à agir à des fins positivement transformatrices ?

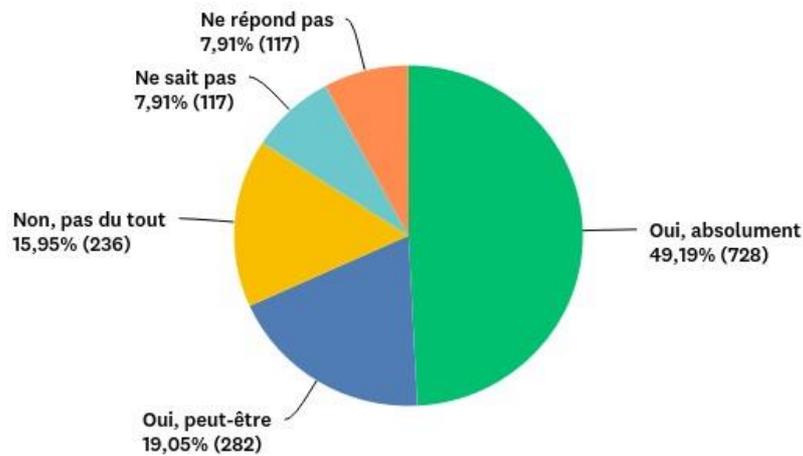


Figure 66. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance

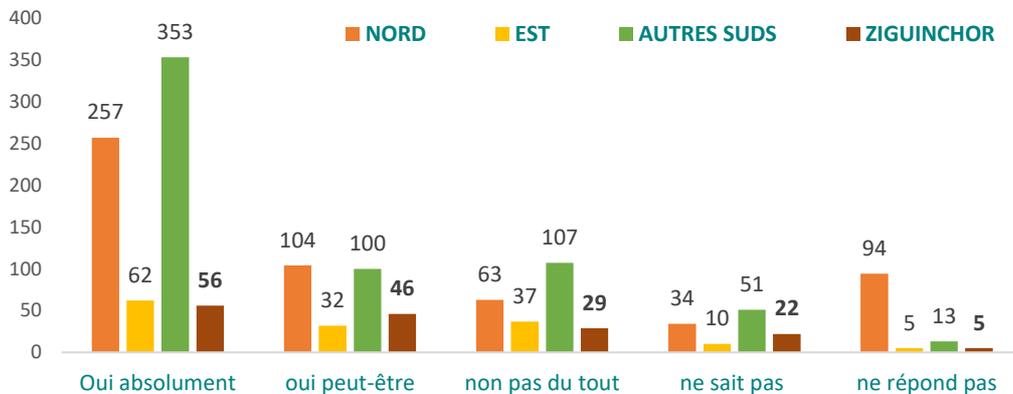


Figure 67. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance par zone

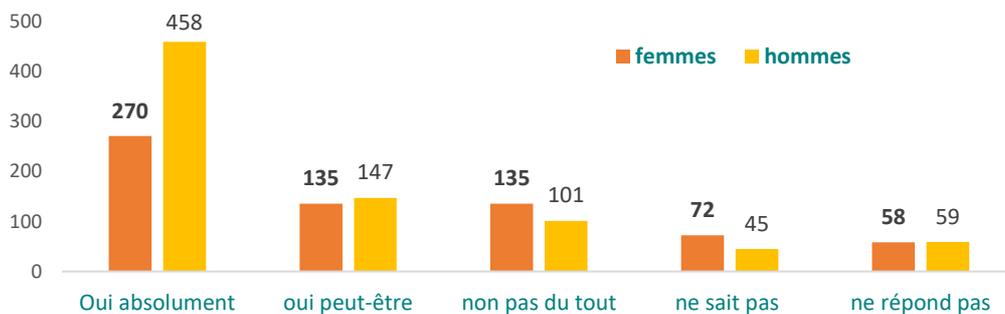


Figure 68. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance par sexe

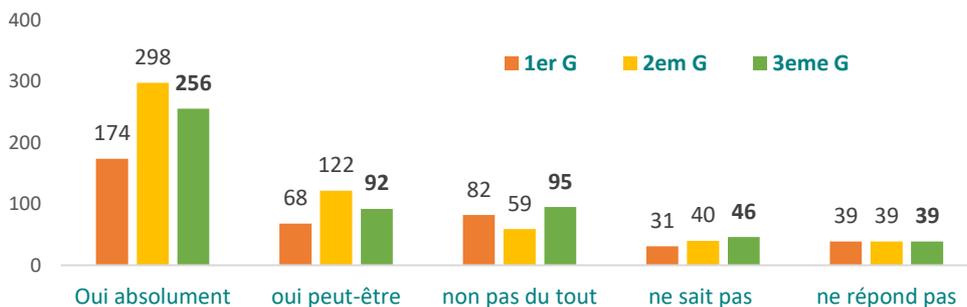


Figure 69. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance par génération

Nous avons complété cette série de questions par deux interrogations relatives aux organisations de la société civile. La situation que connaît la Casamance a provoqué le foisonnement des organisations de la société civile dans la région. Ces OSC font en effet souvent des appels pour une paix définitive en Casamance. Divers répertoires d’actions sont déployés pour la paix qu’il s’agisse de la prise en charge des déplacés ou encore de l’amélioration des conditions de vie des victimes du conflit (Goudiaby 2018). Il s’avère pourtant que la très grande majorité des personnes interrogées ne connaît aucune de ces organisations de la société civile qui travaille principalement ou secondairement autour du retour à la paix en Casamance.

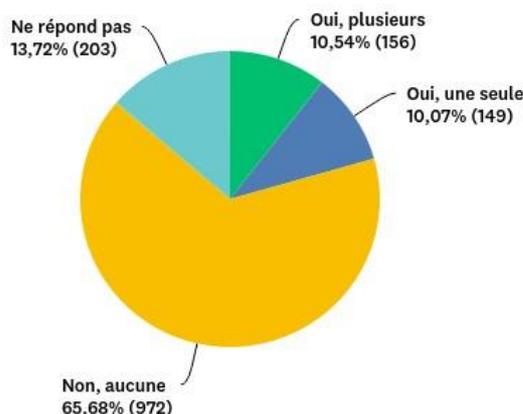


Figure 70. Connaissance d’une ou plusieurs OSC œuvrant pour la paix en Casamance

Cette « action invisible » des acteurs de la société civile est accrue chez les moins de 30 ans (74,46% d’entre eux). Ceux qui connaissent une ou plusieurs structures de la société civile sont majoritairement ceux de la 2<sup>ème</sup> génération (pour 42,08%) et de la première (pour 43,55%).

Les hommes ont une meilleure connaissance de l’existence des organisations de la société civile que les femmes. Les habitants de Ziguinchor connaissent mieux l’existence des organisations de la société civile que les autres citoyens sénégalais et les Sénégalais plus que les Gambiens et les Bissau-guinéens.

On comprendra, par ailleurs, pourquoi la plupart des interrogés ne savent pas si les actions des organisations de la société civile sont capables d’aider à une construction durable de la paix. Seulement 10,41% de l’ensemble des citoyens pensent que leurs actions sont « très efficaces » et 15,34% les considère « plutôt efficace ». Ce sont les citoyens bissau-guinéens (22%) et gambiens (20%) qui estiment que leur action est « très efficace » lorsque les Sénégalais ne sont que 3% à le penser.

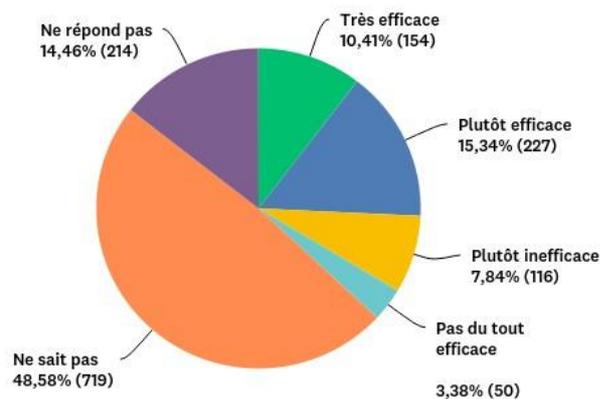


Figure 71. Efficacité de l'action de la société civile pour la paix en Casamance

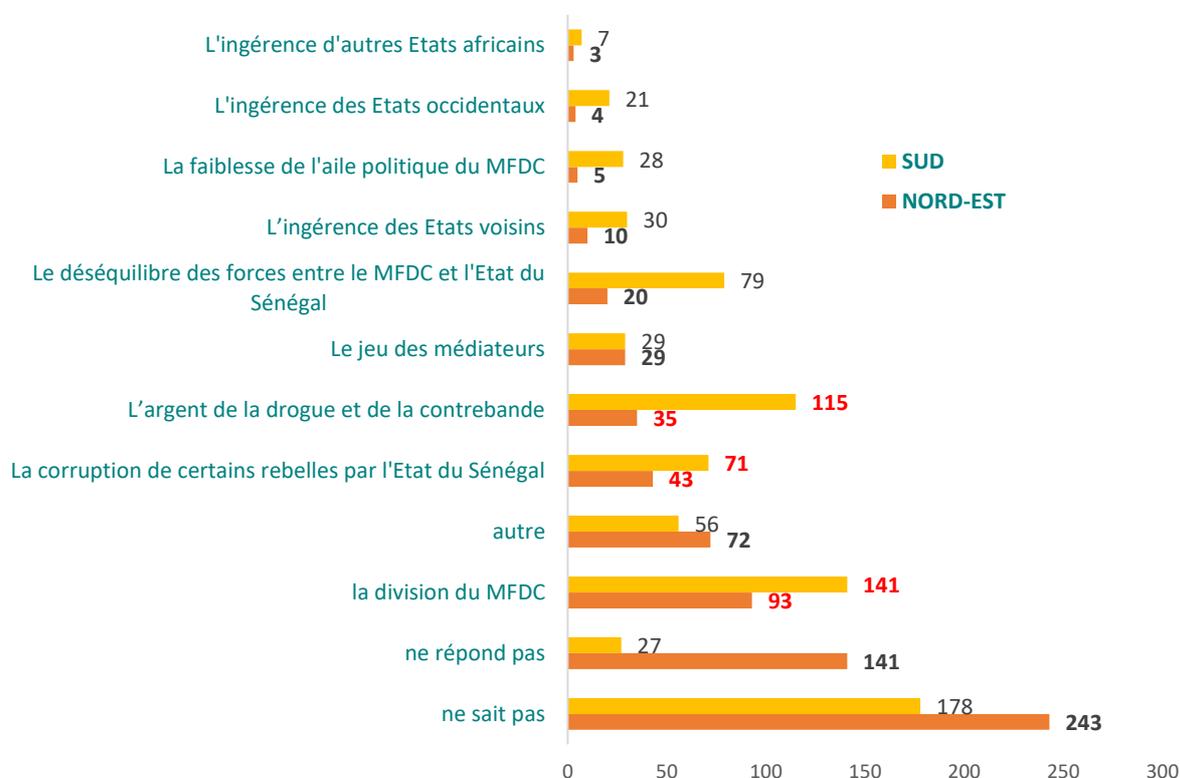
Ces constatations donnent à réfléchir sur la visibilité des actions des organisations de la société civile. Il semble que ces dernières soient quasiment invisibles autant sur le territoire local que sur la scène nationale.

## SECTION 6.

### L'ECONOMIE MORALE DU CONFLIT ET LA « DISQUALIFICATION DE L'ETHIQUE COMME VOLANT REGULATEUR DU POLITIQUE »<sup>31</sup>

Dans la dernière partie du questionnaire, nous avons voulu mesurer les attentes morales des répondants afin de dessiner les contours d'une gouvernance du conflit coïncidant avec les valeurs des citoyen·ne·s. Les personnes interrogées formulent en effet des prises de position critiques par rapport à l'économie morale du conflit et proposent en filigrane une autre gestion. L'économie morale renvoie à ce qui, dans la gouvernance du conflit fonde le juste et l'injuste, le tolérable et l'intolérable, le digne et l'indigne, ce qui lie en somme l'action politique et la vertu, aussi bien pour l'Etat que pour la rébellion.

Quand on leur demande : « Selon vous, quel est le principal obstacle à la paix en Casamance ? », des raisons d'abord éthiques (corruption de certains rebelles par l'État, l'argent de la drogue et de la contrebande) puis politiques (division du MFDC, faiblesse de son aile politique, déséquilibre du rapport de forces entre belligérants, le jeu des médiateurs) sont invoquées. Ce sont donc aussi bien les actions de l'État que celles de la rébellion (argent de la drogue et de la contrebande) qui sont questionnées. Ces trois items recueillent 33,5% des réponses.



<sup>31</sup> La formule est d'Ousseynou Faye, 2015 : 15

Figure 72. Principaux obstacles à la paix en Casamance

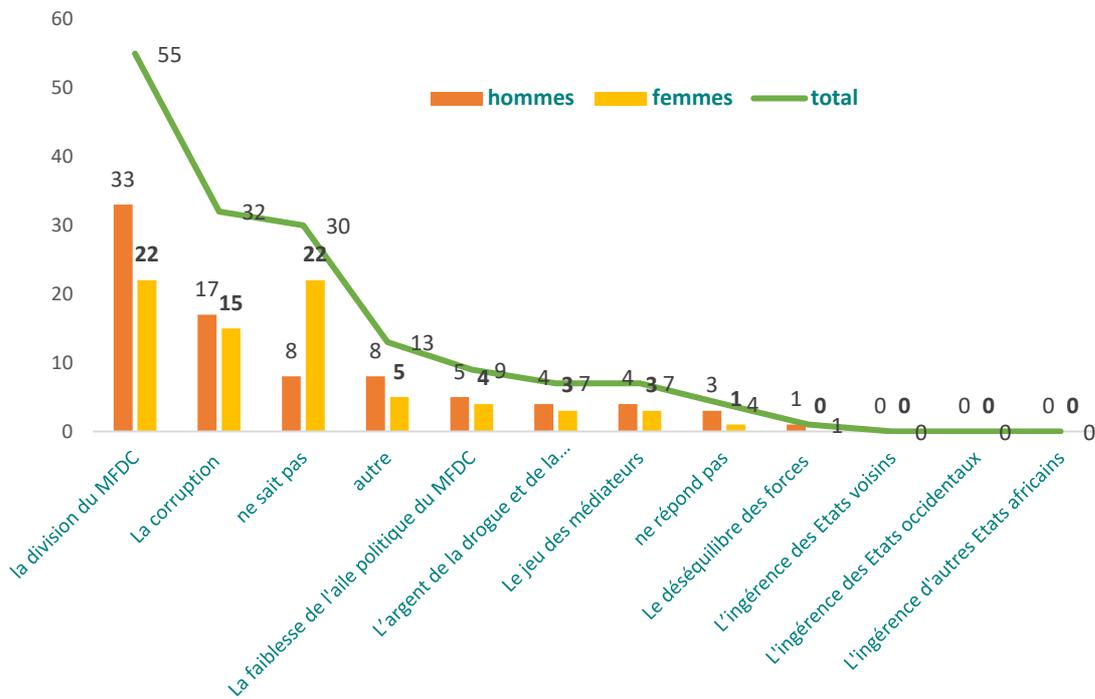


Figure 73. Principaux obstacles à la paix en Casamance par sexe

La **division du MFDC** qui est la première raison identifiée aussi bien au niveau tri-national qu’au niveau de Ziguinchor, aussi bien par les hommes que par les femmes, est un enjeu transversal au politique et à l’éthique. Elle est certes dû à des guerres de positionnement internes mais aussi à une stratégie politique de l’État qui a réussi à faire de l’émiettement de la rébellion son principal talon d’Achille. Davantage occupés à sécuriser du pouvoir pour leurs proches (en général issus du même terroir) et prompts à la vengeance au détriment des valeurs de fraternité, de confiance, de solidarité, les différents chefs de guerre en ont presque totalement perdu de vue l’objectif de l’indépendance qui était le leur. Si ces divisions ont rendu toute victoire impossible (et c’est là, l’objectif principal de Dakar), elles ont aussi abouti à rendre la paix impossible car l’une des conditions de possibilités de celle-ci – à savoir le dialoguer avec le MFDC – semble inatteignable tant les hostilités entre factions semblent aujourd’hui insurmontables. Aucune possibilité d’entente ne semble réalisable entre les différents groupes modérés -qui acceptent de négocier avec l’État autour de perspectives fédérative ou autonomiste- et les ultraradicaux tels Salif Sadio et Nkrumah qui revendiquent encore l’indépendance – mais sont en conflit ouvert à la fois entre eux et avec les modérés. On comprend dès lors l’issue toujours précaire des négociations / médiations, qui parce que nécessairement segmentées ne pacifient pas toute la Casamance en même temps.

Ce qui est décrié, c’est une gouvernance de la paix bâtie sur un machiavélisme, qui, aux fins de contenir le conflit, l’a divisé, acheté, décrédibilisé car ce que la ruse politique a permis d’obtenir, c’est un affaiblissement mais pas un règlement en profondeur. Ce mode de gouvernance opportuniste qui refuse d’affronter les questions essentielles que soulèvent le séparatisme, mis en place dès l’époque du Président Abdou Diouf et perpétué jusqu’aujourd’hui, crée certes des fissures dans la rébellion mais n’arrive pas à en venir à bout.

Si ce mode de gestion génère émiettement et dispersion, il assure aussi et par là même la renaissance et la continuité du mouvement. La situation de « ni paix ni guerre » en cours reflète donc en réalité davantage la conséquence de cette gestion amoralisée et immorale du conflit.

Une deuxième stratégie qui s'est retournée contre le processus de paix en Casamance et en constitue aujourd'hui l'un des fardeaux, est la circulation de l'argent à travers la médiation locale et informelle. Le **courtage en paix** a été depuis Diouf une filière juteuse, objet d'une concurrence féroce entre acteurs dont les finalités sont obscures : « beaucoup de gens se demandent ce que cachent l'implication et la multitude de ces *peacemakers* dans le conflit : collectif des députés, collectif des cadres casamançais, comité de coordination, coordination des organisations non gouvernementales ; comité des sages, les messieurs et mesdames Casamance etc. » (Tavares 2015 : 35). Ces courtiers qui réussissent à capter une grande partie de la rente du *peacebuilding* ont installé une économie de la prédation qui a précisément besoin du conflit pour prospérer. Le marché du conflit se sert ainsi aussi bien des institutions traditionnelles que de la terminologie onusienne. Ce faisant, les courtiers les détournent et les vicent, et du même coup se coupent d'une partie au moins des rebelles et des populations.

Enfin, le conflit s'est littéralement nourri du **crime organisé** sous régional qui l'entretient. Une véritable économie criminelle fondée sur la culture et le trafic du cannabis, du bois, de la noix de cajou, de la contrebande et du banditisme s'est développée.

Au cœur de l'échec de la paix durable se trouve donc la faillite des valeurs aussi bien du côté de l'Etat que de la rébellion. C'est dire donc que toutes les réponses au conflit – y compris celles qui arrivent même durablement à le contenir- ne sont pas bonnes lorsqu'on les restitue dans la longue durée.

## SECTION 7.

### POUR UNE SCIENCE CITOYENNE DU CONFLIT : NOUVELLES VOIX, NOUVELLES SOLUTIONS ?

Nous avons enfin voulu savoir comment les citoyen-ne-s peuvent contribuer par leurs idées au processus de gouvernance du conflit. Leurs voix, on le sait, sont rarement entendues et dans le cas d'espèce, l'absence de cadre délibératif voire participatif est patente. Il convient pourtant de prendre au sérieux, ce que disent les citoyen-ne-s, à savoir qu'une autre gouvernance de la paix est possible, que les solutions à courte vue ne sont pas une fatalité.

Ainsi, les installant dans la position de décideur, nous leur avons demandé de choisir deux principales actions, s'ils étaient en charge de la résolution du conflit.

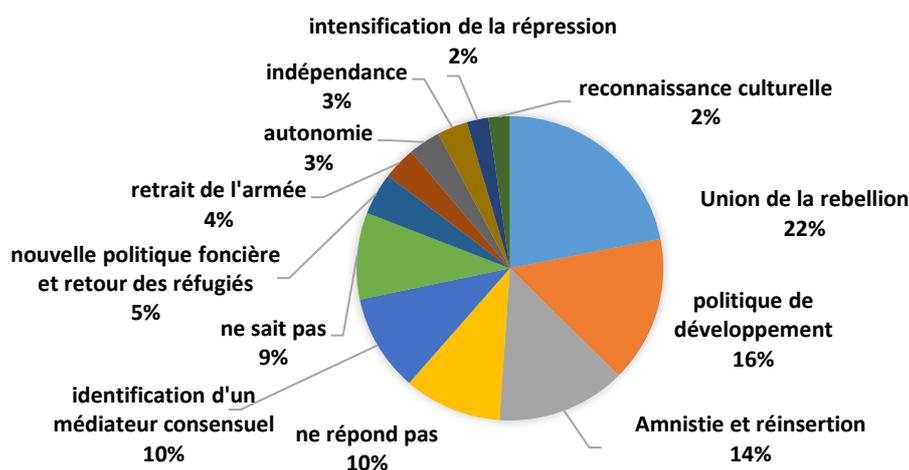


Figure 74. Principales actions que les enquêté-e-s engageraient pour résoudre le conflit

Le binôme « union de la rébellion » et « renforcement des politiques de développement » mobilise 38% des réponses. Si l'on y rajoute l'item qui vient en troisième position « l'amnistie et la réinsertion des combattants », on obtient 52% des réponses. L'indépendance ne recueille pas plus de 3% de réponses favorables, l'autonomie autant. Mais ce qu'il est significatif de relever ici c'est la conscience qu'il n'y a pas de paix durable sans l'unité préalable de rébellion (aile politique et militaire, locale et diasporique).

On peut aussi remarquer qu'il n'y a pas de réponse majoritaire qui se dégage véritablement. Aucun item ne remporte un quart des réponses. Ce qui montre sans doute que les citoyens non plus ne savent pas véritablement comment faire pour sortir de la crise.

Le retrait de l'armée ne semble pas souhaité, du moins tant qu'une paix définitive n'aura pas été éprouvée ; mais en même temps, c'est davantage une armée chargée de mission de peacebuilding et de peacekeeping, en conformité avec la règle de droit, qui semble être recherchée puisque l'intensification de la répression recueille avec la reconnaissance culturelle les plus faibles taux.

L'analyse par zone montre que Ziguinchor privilégie fortement la réponse économique : 68% des personnes interrogées dans la localité considèrent les politiques de développement sont la réponse la plus adéquate pour la sortie du conflit. Réponse logique car l'injustice économique était citée par les effectifs du Sud comme la deuxième cause du conflit. Le renforcement du pouvoir infrastructurel de l'État est un atout pour la recherche de la paix. Il faut dire que les interventions en la matière ne sont pas négligeables : politiques de désenclavement, politique sanitaire et mise en place d'une agence gouvernementale spécifiquement dédiée à la région : l'Agence nationale pour la relance des activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC).

Nous retrouvons des taux très faibles en faveur de l'indépendance : ils sont 5% de répondants à promouvoir l'indépendance et 3% l'autonomie. Il est aussi fort intéressant de remarquer qu'en dépit des points de vue très critiques envers l'Armée dans cette région, le retrait des FDS ne semble pas souhaité, seuls 6% mobilisant cet item. La défiance vis-à-vis de l'armée semble donc moins liée à sa présence qu'à la forme de ses interventions.

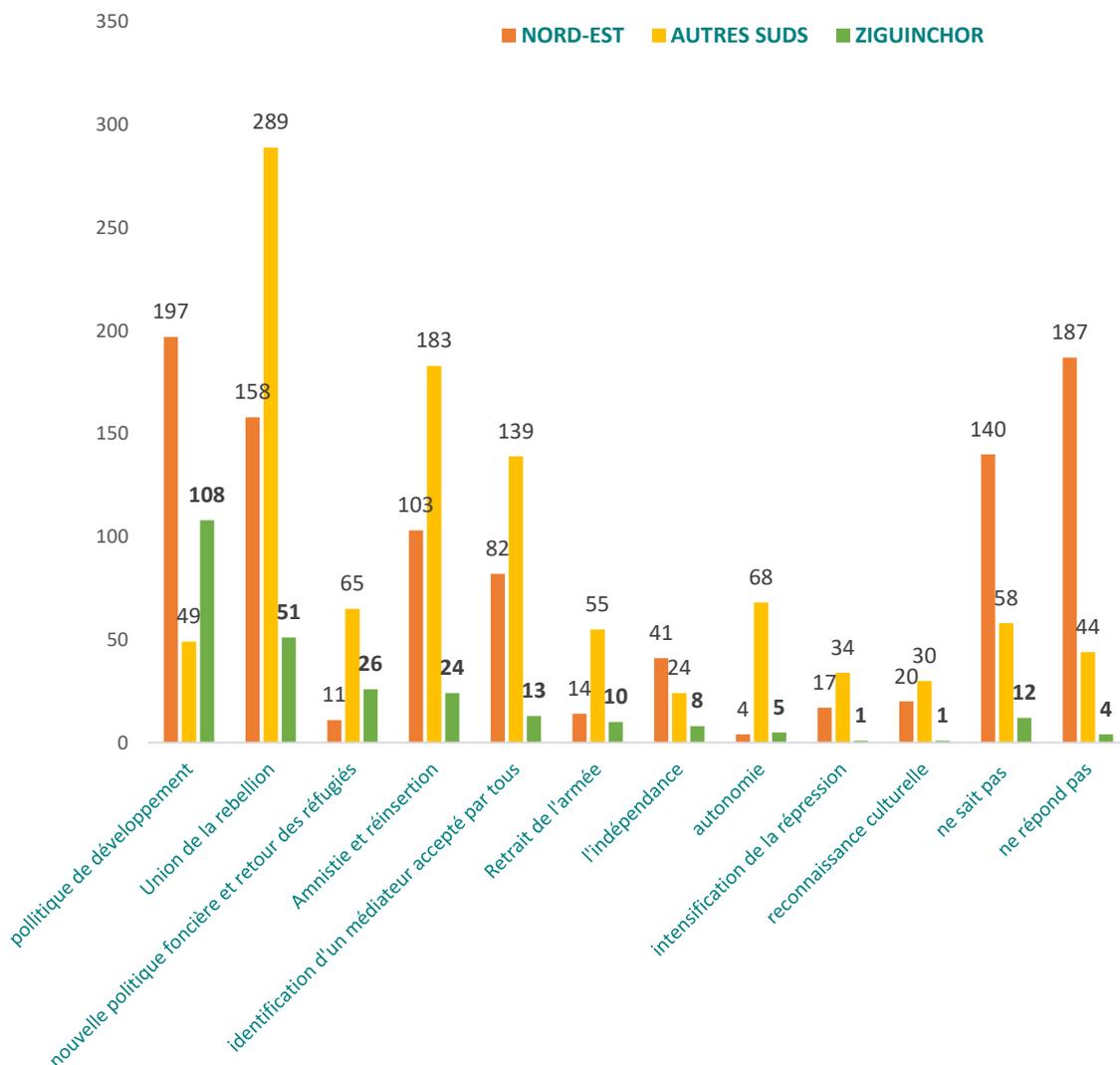


Figure 75. Principales actions que les enquêté-e-s engageraient pour résoudre le conflit par région

Les solutions complémentaires retenues sont :

1. L'identification d'un médiateur consensuel ;
2. Une nouvelle politique foncière.

Ces mesures demandent un "mix" de solutions juridiques et politiques liées à la justice transitionnelle adossées sur des techniques traditionnelles de réconciliation. Et fort certainement, le processus de paix devra être multi-niveaux pour être efficace : le niveau micro des relations intra-villages c'est-à-dire inter-familles, le niveau méso des relations inter-villages, et le niveau macro des relations État-MFDC. Devant une telle complexité, une des possibilités classiques de prise en charge serait la mise en place d'une **Commission Dialogue, Justice, Réconciliation et Paix**.

Nous avons creusé cette question et avons demandé à l'effectif plus ouvertement, s'il était en charge de la résolution du conflit en Casamance, quelle serait une éventuelle autre action qu'il privilégierait ?

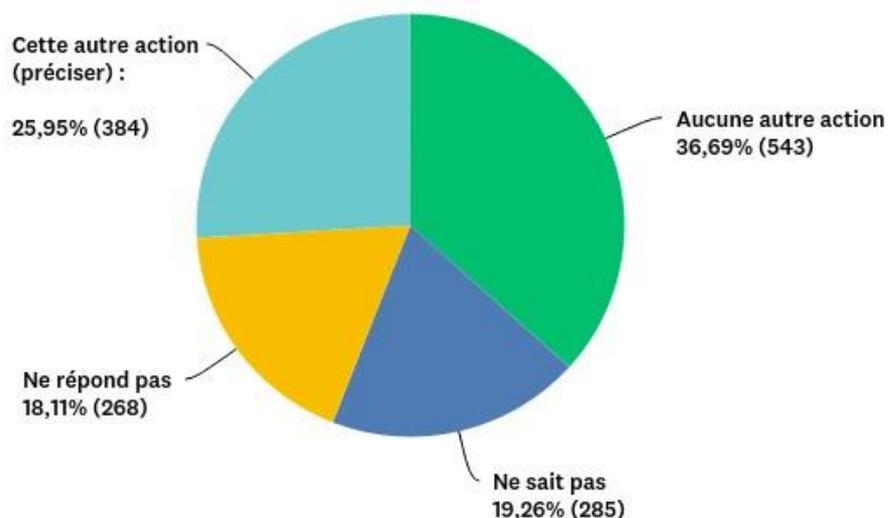


Figure 76. Autre action que les enquêtés engageraient pour résoudre le conflit

Le dialogue et la négociation *sincères* sont revenus en force dans les réponses. Les répondants ont insisté sur le caractère « *honnête* » et « *inclusif* » que devraient avoir ces discussions. Une plus grande et plus efficiente décentralisation administrative, le déminage de toute la région, le désarmement et la destruction des bases de la rébellion, l'emploi des jeunes, l'éducation à la paix et à la sécurité civile inclusive, l'érection de Ziguinchor comme 2<sup>ème</sup> capitale du Sénégal, des délibérations au niveau de l'Assemblée nationale sont aussi des pistes qui ont été proposées.

Les répondants privilégient par ailleurs très clairement les États et les institutions africaines dans la médiation et la négociation pour la paix en Casamance. Les pays voisins (Gambie et Guinée-Bissau) plafonnent avec un score moyen de 60% qui passe à près de 70% lorsqu'on y rajoute ceux qui disent « oui peut-être ». L'institution communautaire à intégrer prioritairement est la CEDEAO selon les répondants, suivie un peu plus loin de l'Union africaine et des Nations-Unies.

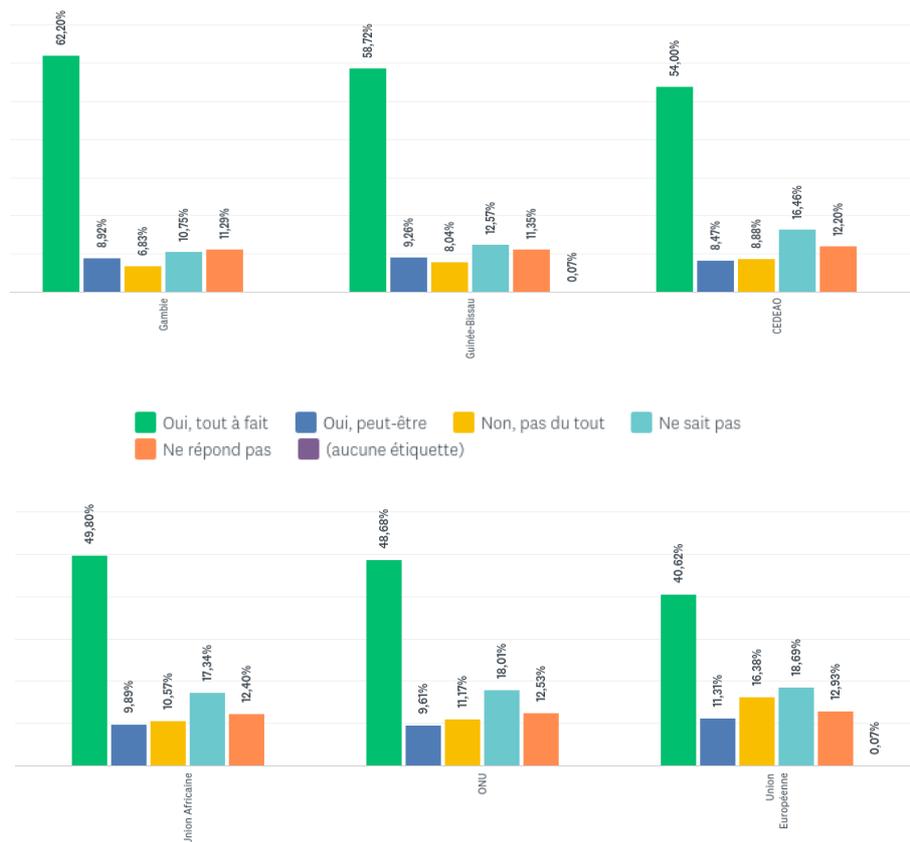


Figure 77. Institutions ou pays à intégrer pour la résolution définitive du conflit

Le cas de la France est spécifique car même si l'ensemble des oui cumulés donnent 53,25% de voix favorables à son implication dans la résolution du conflit, c'est aussi le pays qui obtient les plus hauts niveaux de rejet : plus de 18% des personnes interrogées ne souhaitent pas son implication dans la médiation. Quant aux États-Unis, près de 53% de répondants se prononcent fortement ou modérément pour sa présence dans la résolution du conflit.

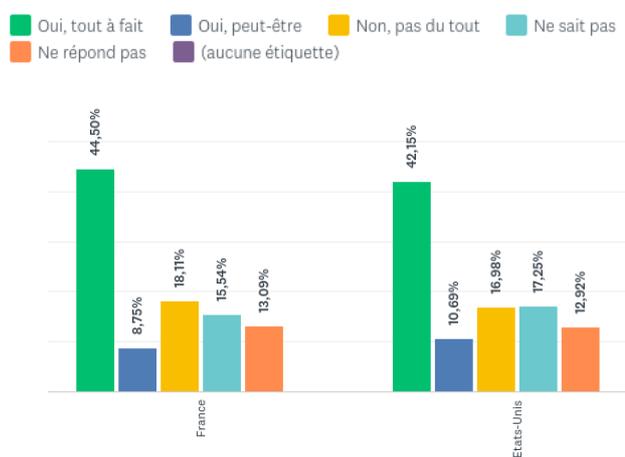


Figure 78. Opinion en faveur ou non de l'intervention de ces pays pour la résolution du conflit

## CONCLUSION.

### QUELQUES HORIZONS POUR LA RECHERCHE SUR LE CONFLIT ET LA PAIX EN CASAMANCE

Ce que cette étude a fait ressortir, c'est la nécessité :

- de démocratiser le conflit en Casamance c'est-à-dire d'en faire une question nationale prioritaire, objet de débats aussi bien au sein des institutions délibératives (Assemblée nationale, Conseil économique, social et environnemental, Haut Conseil des Collectivités Territoriales, Haut conseil du Dialogue social) que dans les médias.
- de renforcer la production de savoirs et des publications savantes ainsi que les notes de politique destinées à aider à la prise de décisions, à la mise en place d'interventions socio-économiques à l'usage des décideurs, des collectivités territoriales, des PTF et des OSC.
- De renforcer la confiance dans les administrations d'Etat (à travers la qualité du service à l'accueil, la diligence dans le traitement des dossiers, l'évaluation des services publics et la reddition des comptes
- Reconstruire des relations de confiance entre l'armée et les populations de la région en utilisant les mécanismes prévus dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité.
- d'encourager et accompagner les acteurs de la société civile (les OSC de jeunes et de femmes en particulier) à jouer un rôle plus actif et direct dans la résolution du conflit en mettant par exemple les technologies digitales au service de cette mobilisation ;
- de soutenir la construction d'une histoire mémorielle qu'il faut prendre en charge à partir d'une confrontation bienveillante des différents récits en circulation, vers une coproduction de la réhabilitation publique des victimes (commission Dialogue, Justice, Réconciliation et Paix).
- de co-construire avec les populations concernées et impliquées une analyse prospective des différents modèles de dialogue politique à initier pour sortir de la situation de « ni guerre ni paix » ainsi que les modèles de reconstruction post-conflit.

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

### TABLEAUX

Tableau 1. Répartition du nombre d'enquêté-e-s par localité .....	9
Tableau 2. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe .....	9
Tableau 3. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe, région et génération .....	17
Tableau 4. Répartition des types réponses sur la connaissance de conflit par région .....	18
Tableau 5. Répartition des types réponses sur la connaissance de conflit pour le Sud .....	18
Tableau 6. Répartition des enquêté-e-s selon leur localité et niveau d'étude .....	19
Tableau 7. Répartition des enquêté-e-s selon leur localité et catégorie professionnelle .....	19
Tableau 8. Réponses par rapport à l'année de début du conflit de Ziguinchor et Tambacounda .....	22
Tableau 9. Répartition des femmes selon la localité : Contre qui s'oppose le MFDC ? .....	24
Tableau 10. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal par classe d'âge .....	47

### CARTES

Carte 1. Localisation des communes de l'enquête .....	8
Carte 2. Les zones d'enquête .....	15
Carte 3. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par région .....	20
Carte 4. Carte de la zone du conflit en Casamance .....	49

### FIGURES

Figure 1. Répartition des enquêté-e-s selon l'âge .....	10
Figure 2. Répartition des enquêté-e-s selon la langue d'entretien .....	10
Figure 3. Répartition des enquêté-e-s selon l'identité religieuse .....	10
Figure 4. Répartition des enquêté-e-s selon le plus haut niveau scolaire .....	11
Figure 5. Répartition des enquêté-e-s selon la situation professionnelle .....	11
Figure 6. Répartition des enquêté-e-s selon le principal secteur d'activité .....	12
Figure 7. Répartition des enquêté-e-s selon la génération .....	14
Figure 8. Répartition des enquêté-e-s selon la région étudiée .....	16
Figure 9. Répartition des enquêté-e-s selon les générations et régions étudiées .....	16
Figure 10. Répartition des enquêté-e-s selon le sexe et les régions étudiées .....	17
Figure 13. Répartition par rapport à la connaissance des leaders du MFDC par région .....	21
Figure 14. Réponses par rapport à l'année du conflit par région (bis : Ziguinchor) .....	21
Figure 15. Répartition des réponses par rapport à l'année du conflit par génération .....	22

Figure 16. Répartition par rapport à la signification du sigle MFDC par génération .....	22
Figure 17. Connaissance des leaders du MFDC par génération .....	23
Figure 18. Répartition des réponses par rapport à la signification du sigle MFDC par sexe.....	23
Figure 19. Identification ethnique de la rébellion par région .....	25
Figure 20. Identification religieuse de la rébellion.....	26
Figure 21. Identification religieuse de la rébellion par région .....	27
Figure 22. Situation actuelle en Casamance .....	27
Figure 23. Situation actuelle en Casamance par région.....	28
Figure 24. Situation actuelle en Casamance à Ziguinchor.....	28
Figure 25. Situation actuelle en Casamance par génération.....	29
Figure 26. Situation actuelle en Casamance par sexe.....	29
Figure 27. Les principales causes de la rébellion selon les zones .....	30
Figure 28. Les principales causes de la rébellion selon les habitants de Ziguinchor.....	31
Figure 29. Les principales causes de la rébellion selon le sexe .....	33
Figure 30. Les principales causes de la rébellion selon les femmes par zone.....	33
Figure 31. Les principales causes de la rébellion selon les hommes par zone.....	34
Figure 32. La principale revendication du MFDC selon les enquêté·e·s .....	35
Figure 33. La principale revendication du MFDC par zone .....	35
Figure 34. La légitimité de la revendication indépendantiste.....	36
Figure 35. La légitimité de la revendication indépendantiste par zone.....	36
Figure 36. La légitimité de la revendication indépendantiste à Ziguinchor par sexe.....	37
Figure 37. La légitimité de la revendication indépendantiste par génération .....	37
Figure 38. Opinions sur le rôle joué par ces pays dans le conflit .....	38
Figure 39. Perception du rôle de ces pays dans le conflit .....	39
Figure 40. Le rôle joué par ces pays selon les enquêté·e·s .....	41
Figure 41. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit .....	42
Figure 42. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit par génération .....	43
Figure 43. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit par zone .....	44
Figure 44. La principale intervention de l'État du Sénégal dans le conflit par sexe.....	44
Figure 45. Connaissance de l'existence d'un accord entre l'État du Sénégal et le MFDC.....	45
Figure 46. Connaissance de l'existence d'un accord entre l'État du Sénégal et le MFDC par zone.....	45
Figure 47. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal .....	46
Figure 48. Appréciation de l'intervention de l'État du Sénégal par zone .....	46
Figure 49. Confiance en l'État du Sénégal pour résoudre le conflit.....	47
Figure 50. Confiance en l'État du Sénégal pour résoudre le conflit selon la région .....	48
Figure 51. Rôle des interventions de l'armée du Sénégal.....	48
Figure 52. Rôle des interventions de l'armée du Sénégal par zone .....	50

Figure 53. Rôle des interventions de l'armée du Sénégal par génération .....	51
Figure 54. Confiance en l'État et en l'Armée du Sénégal pour résoudre le conflit .....	51
Figure 55. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal .....	52
Figure 56. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal par zone .....	52
Figure 57. Respect des droits humains par l'Armée du Sénégal selon Ziguinchor .....	52
Figure 58. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit en Casamance.....	53
Figure 59. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit par génération .....	53
Figure 60. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit par zone .....	54
Figure 61. Rôle des citoyen-ne-s dans la résolution du conflit selon le sexe .....	54
Figure 62. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance.....	55
Figure 63. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance par zone	55
Figure 64. Participation déclarée à une action pour la promotion de la paix en Casamance par sexe	55
Figure 65. Participation déclarée des femmes à une action pour la paix par zone .....	56
Figure 66. Participation déclarée des hommes à une action pour la paix par région.....	56
Figure 67. Participation déclarée à la promotion de la paix en Casamance par génération .....	56
Figure 68. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance.....	57
Figure 69. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance par zone...	57
Figure 70. Engagement à participer à une action de promotion de la paix en Casamance par sexe ...	57
Figure 71. Engagement à participer à la promotion de la paix en Casamance par génération .....	58
Figure 72. Connaissance d'une ou plusieurs OSC œuvrant pour la paix en Casamance.....	58
Figure 73. Efficacité de l'action de la société civile pour la paix en Casamance .....	59
Figure 74. Principaux obstacles à la paix en Casamance.....	61
Figure 75. Principaux obstacles à la paix en Casamance par sexe .....	61
Figure 76. Principales actions que les enquêté-e-s engageraient pour résoudre le conflit .....	63
Figure 77. Principales actions que les enquêté-e-s engageraient pour résoudre le conflit par région.	64
Figure 78. Autre action que les enquêté-e-s engageraient pour résoudre le conflit .....	65
Figure 79. Institutions ou pays à intégrer pour la résolution définitive du conflit .....	66
Figure 80. Opinion en faveur ou non de l'intervention de ces pays pour la résolution du conflit .....	66

## BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Jean Claude Marut, *Le conflit de Casamance. Ce que disent les armes*, Paris, Karthala, 2010.

Gayatri C. Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

Adam Higazi, « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique africaine*, 2013/2 (n° 130), p. 137-164.

Martin Evans, "Ni Paix Ni Guerre: The political economy of low-level conflict in Casamance", Overseas Development Institute, 2003. URL: <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/454.pdf>

Mohamed Lamine Manga, *La Casamance dans l'Histoire contemporaine du Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Vincent Foucher, *Cheated pilgrims: education, migration and the birth of casamançais nationalism (Senegal)*, PhD Thesis, November 2002

René Capain Bassene, *Casamance. Récit d'un conflit oublié (1982 - 2014)*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Gorée Institute, *Conflit et Paix en Casamance. Dynamiques locales et transfrontalières*, Gorée Institute, 2015.

Jean-Alain Goudiaby, Paul Diedhiou, « L'intervention des ONG à Ziguinchor : une action structurante pour le développement local ? », in Goudiaby et Diedhiou (dir.) *Regards sur le développement. De la nécessité de repenser les processus*, Paris, L'Harmattan, 2018.

[www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com)

[www.casamance-conflict.com](http://www.casamance-conflict.com)

[contact@laspadp.org](mailto:contact@laspadp.org)